



## Commission SERVICES PUBLICS et SERVICES AUX PUBLICS

### Avant-projet de programmes statistiques 2011

	page
<b>CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF)</b> .....	3
<b>CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (CNAM-TS)</b>	
- Direction de la stratégie, des études et des statistiques.....	9
- Direction des risques professionnels .....	10
<b>CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE (CNAV)</b> .....	11
<b>INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE SÉCURITÉ</b>	
- Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales - ONDRP.....	19
<b>INSTITUT DE PREVENTION ET D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ (INPES)</b> .....	27
<b>INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ (IRDES)</b> .....	39
<b>MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</b>	
- Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER.....	47
<b>MINISTÈRE DE LA DÉFENSE</b>	
- Direction des Affaires financières - Observatoire économique de la Défense	50
<b>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE</b>	
- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP .....	52
<b>MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE</b>	
- Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES .....	61

<b>MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b>	
- Direction centrale de la police judiciaire.....	66
<b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS</b>	
- Sous-direction de la statistique et des études .....	69
<b>MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	
<b>MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA REFORME DE L'ÉTAT</b>	
<b>MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS</b>	
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) .....	75
<b>MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (MSA) .....</b>	<b>88</b>

## Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)

### 1. Exposé de synthèse

Les travaux de recherche et de nature statistique de la CNAF s'inscrivent dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion (COG) 2009-2012. Au sein de la CNAF, la direction Statistiques, Études, Recherche (Dser) est chargée de produire et analyser toutes les statistiques relatives à la politique familiale et sociale, notamment dans le champ des prestations légales et sociales. Des travaux de prévisions, simulations de différentes mesures sont également réalisés au sein de la direction, à l'aide de plusieurs outils dont elle s'est dotée. Elle participe à l'analyse et la conduite d'études sur les politiques familiales et sociales et rend à ce titre un service de conseil. Elle anime enfin des recherches sur les questions sociales et familiales et sur l'évaluation des politiques.

Les grands axes du programme de travail de la Dser pour 2011 ne sont forcément pas arrêtés à ce jour. Dans le cadre de la nouvelle COG 2009-2012, on peut déjà mettre l'accent sur les travaux d'ores et déjà engagés en 2010 qui se poursuivront en 2011.

**(i) Assurer le suivi statistique du rSa et son évaluation** : l'année 2009 a été consacrée à la construction et la mise en place des outils de suivi du rSa. Elle a également permis la diffusion des premiers résultats sur le sujet sous forme de transmission aux partenaires (notamment le Haut commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté), de tableaux de bord en interne (pour le suivi de la charge) et en externe (outil ELISA à destination des conseils généraux). L'année 2010 permettra d'effectuer une exploitation plus approfondie des données. Ces différents travaux permettront de valoriser les données de la branche et de répondre aux nombreuses demandes de nos partenaires. En particulier, ils s'inscriront dans le cadre du comité d'évaluation du rSa qui produira son deuxième rapport d'étape à la fin de l'année 2010.

**(ii) Contribuer au pilotage de l'institution et de l'action sociale** : outre les remontées habituelles d'indicateurs de gestion, la Dser participe à un groupe de travail dont l'objectif est d'identifier les raisons des évolutions des charges et des disparités de performance entre organismes. Par ailleurs, la Dser répercutera au sein du système d'information décisionnel, les impacts relatifs aux évolutions du réseau des Caf – mutualisation, départementalisation.

Cette année sera également marquée par les travaux préparatoires au lancement de la nouvelle enquête nationale sur les attentes et la satisfaction des allocataires qui sera conduite en 2011 (article 12 de la COG). Comme lors des précédentes opérations, un comité de pilotage sera constitué associant des directeurs de CAF afin de préparer cette enquête en concertation étroite avec le réseau.

Tout en préservant les acquis relatifs aux remontées de données sur l'activité des équipements d'accueil du jeune enfant, il reste encore à poursuivre cette démarche pour les autres équipements sociaux et dispositifs d'action sociale, au sein du système d'information actuel et celui qui doit lui succéder. Le tableau de bord Imaje (indicateurs de mesure d'accueil du jeune enfant), a été généralisé en 2009 conformément aux premiers engagements de la COG. La seconde étape de ce projet conduite en 2010 va consister à proposer en lien avec les réflexions en cours (PQE, COG) des diagnostics construits et opérationnels – apport d'éléments de réponse ou de diagnostic à partir d'un modèle.

**(iii) Évaluer les politiques** : la très forte demande d'évaluation porte à la fois sur les évaluations ex-ante (travaux de simulation) et ex-post (évaluations a posteriori). Pour y répondre, il est nécessaire de disposer de moyens et d'outils adaptés : des agents formés, un budget pour financer des travaux (en particulier des enquêtes), des données statistiques complètes et détaillées, un modèle de micro-simulation, un échantillon allocataire et un suivi longitudinal des allocataires, passant par la construction d'un panel. Parmi les engagements qui figurent dans la COG, deux concernent spécialement la construction ou l'amélioration d'outils d'évaluation programmés pour 2010 : achèvement de la construction d'un panel d'allocataire,

rebasage et trimestrialisation du modèle Myriade, qui devient indispensable dans le cadre de prestations importantes à révisions trimestrielles.

Plusieurs évaluations ex-post ont débuté les années précédentes et vont se poursuivre, car elles sont pluriannuelles ou répétées dans le temps. Parmi celles-ci, on peut citer : la généralisation du rSa, l'offre de service petite enfance, l'enquête sur les bénéficiaires d'action sociale, les expérimentations sur les conventions territoriales globales.

**(iv) Renforcer le pilotage du réseau Perspicaf :** le réseau Perspicaf compte environ 200 chargés d'études. Il s'appuie sur des groupes de travail, qu'ils soient techniques (Club SAS, Club cartographique, groupe maintenance, groupe formation) ou thématiques (groupe bas revenus, groupe logement ...). Le Comité de Coordination de la Fonction Études (COFET) est animé par le pôle PERSPICAF et en tant qu'instance de pilotage stratégique de la fonction études s'appuie sur l'ensemble des dimensions études du réseau pour favoriser les échanges des expériences locales, assurer le lien entre le national et le local et, enfin, animer ou participer sous différentes formes à des travaux « nationaux » à vocation régionale. Les missions « courantes » du pôle Perspicaf touchent à l'animation du réseau des chargés d'études et la bonne mise à disposition d'informations et d'outils ou de formations.

**(v) Enrichir les travaux thématiques et de veille sur la politique sociale et familiale :** les travaux thématiques et de veille sont notamment conditionnés par l'actualité et les demandes des pouvoirs publics. Ainsi, la mise en place du Haut Conseil pour la famille s'est traduit depuis l'été 2009 par de multiples demandes autour du congé parental et plus généralement les dispositifs de garde à la petite enfance ; les prochains sujets inscrits à son programme seront sans doute autant d'occasion de travaux.

**(vi) Assurer une plus grande valorisation de nos travaux :** la Dser diffuse les informations dont elle dispose en interne, ainsi qu'auprès des partenaires par exemple via des conventions. Les demandes vont croissantes pour répondre aux besoins de la politique de la ville d'une part et des collectivités locales d'autre part. La Dser propose désormais une offre nationale qui couvre des territoires infra-départementaux à disposition sur le site caf.fr, et va poursuivre l'œuvre de collecte et remontée de données sur des territoires à politiques ciblées, comme par exemple les zones urbaines sensibles. L'objectif de cette démarche est double : répondre à la demande de mise à disposition de données de cadrage et valoriser nos données et nos travaux comme véritables outils d'aide à la décision et/ou d'évaluation vers les acteurs locaux en charge des politiques publiques. La richesse des données produites et du champ couvert a également conduit à développer les échanges avec l'INSEE pour enrichir leurs enquêtes de données sociales. A moyen terme, l'Insee a d'ailleurs formulé la demande, comme la loi lui permet désormais, d'un accès complet aux données administratives de la branche afin d'apparier l'exhaustif des données fiscales avec l'exhaustif des données des caisses. La Dser enfin valorise et met à disposition du grand public les résultats de ses travaux par les publications suivantes : l'E-ssentiel, les Dossiers d'études et deux revues : Politiques Sociales et Familiales (ex Recherches et Prévisions) et *Informations Sociales*.

## 2.Travaux nouveaux pour 2011

### 2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Reconduction de l'enquête nationale de satisfaction auprès des allocataires des CAF en 2011 : cette enquête est conduite dans le cadre des engagements de la convention d'objectifs et de gestion 2009/2012. Elle couvre l'ensemble du territoire : 700 allocataires par Caf étant interrogés, soit au total 86 000 personnes. Cette enquête permet de mesurer la perception de la qualité de services des Caf par les allocataires et de mieux cerner leurs principales attentes.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2011

Poursuite de la collaboration avec l'INSEE pour l'enrichissement de l'enquête de revenus fiscaux avec les données des Caf.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2011

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
<i>Fichier des allocataires :</i> . Bénéficiaires des prestations légales . Bénéficiaires du Rsa . Bénéficiaires des prestations logement	Département des Statistiques, des Prévisions et des Analyses	Mars/Juin/septembre/décembre
<i>Fichiers de paye</i>	idem	Décembre
<i>Statistiques financières d'action sociale</i>	idem	Décembre
<i>Échantillon national des allocataires</i>	idem	Annuel
<i>Échantillon national des allocataires</i>	idem	Annuel

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

### 5. Aspects particuliers du programme 2011

#### 5.1 Aspects « régionaux et locaux »

cf point vi exposé de synthèse

#### 5.2 Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

#### 5.3 Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

cf point iv exposé de synthèse

#### 5.4 Aspects « européens »

Néant

### 6. Diffusion des travaux

#### Revues à paraître au cours de 2011

- La brochure statistique
  - . Statistiques nationales – Les Prestations Familiales – Année 2010
- Les fascicules - (annuels) - disponibles sur le site caf.fr
  - . Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2010
  - . La ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale – Année 2010
- Le cahier des données sociales - (annuels) - Année 2010
- Les dossiers d'études - (mensuels) - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site caf.fr  
 Les thèmes des dossiers d'études pour 2010 ne sont pas arrêtés à ce jour.
- La Revue "Informations Sociales" - (annuelle) - 6 numéros à paraître dans l'année - sommaires disponibles sur le site cnaf.fr  
*Attention, les thèmes proposés ci-dessous ne seront pas forcément diffusés dans cet ordre*
  - . Politiques familiales et sociales en Allemagne
  - . Les recompositions du monde rural
  - . Comparaisons internationales des politiques de la jeunesse
  - . Le management du social
  - . Politiques familiales et sociales au Japon
  - . Insertion et accompagnement social

- La Revue "Politiques sociales et familiales" - (trimestrielle) - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site [caf.fr](http://caf.fr)

Cette revue était précédemment appelée « Recherches et Prévisions »

Les thèmes de la revue « Politiques sociales et familiales » ne sont pas arrêtés à ce jour

- L'e-ssentiel - (mensuels) 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site [cnaf.fr](http://cnaf.fr)

Les thèmes des bulletins pour 2011 ne sont pas arrêtés à ce jour.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi

## Annexe - Liste des publications diffusées en 2008 et 2009

**La brochure statistique****2008**

- . Les Prestations Familiales – Année 2007

**2009**

- . Les Prestations Familiales – Année 2008

**Les fascicules** - Tous les fascicules à paraître sont accessibles sur cnaf.fr

**2008**

- . Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2007
- . L'Aide au Foyer – Année 2007
- . L'Action sociale – Année 2007

**2009**

- . Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2008
- . L'Aide au Foyer – Année 2008
- . L'Action sociale – Année 2008

**Les dossiers d'études** - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site cnaf.fr

**2008**

- . Prospective
- . Se faire parents à l'hôpital, interactions et co-élaboration des normes de parentalité dans un service de suivi des grossesses à haut risque
- . Socialisation familiale, délinquance et justice pénale
- . Presse enfantine
- . Exploitations complémentaires de l'enquête de satisfaction des allocataires
- . Comparaisons européennes des aides aux familles
- . Bas revenus – refonte de l'indicateur
- . L'évaluation politique enfance jeunesse
- . Les relais assistantes maternelles
- . Typologie des Caf
- . Résidence alternée
- . Sondages

**2009**

- . Comparaison aides aux familles
- . Contrats enfance jeunesse
- . Séminaire des chargés d'études
- . Évaluation Rsa
- . Typologie des Caf ou travail social
- . Conciliation comparaison quatre pays
- . Prix jeunes chercheurs
- . Prix jeunes chercheurs
- . Aides financières individuelles
- . Enquête sociale européenne
- . Les professionnels des EAJE
- . Sondages

**La Revue "Informations Sociales"** - 6 numéros à paraître dans l'année - sommaires disponibles sur le site cnaf.fr

**2008**

- . Les individus et leur appartenance
- . L'adoption, nouveaux enjeux
- . Le travail en réseau

- . Politiques de lutte contre les discriminations
- . Transformation des rôles familiaux
- . Évaluation des politiques sociales et familiales

### **2009**

- . Femmes et pouvoir en Europe
- . Les nouveaux enjeux du travail social
- . Les temps sociaux
- . L'éducation parentale
- . Un logement à quel prix ?
- . Parcours de vie

**La Revue "Politiques sociales et familiales"** - 4 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site [cnaf.fr](http://cnaf.fr)

Cette revue était précédemment appelée « Recherches et Prévisions »

### **2008**

- . Minima sociaux : logiques assistantielles et diversité des publics
- . Conciliation vie professionnelle/vie familiale : le rôle des entreprises
- . Numéro mixte
- . Accès et maintien dans le logement

### **2009**

- . Numéro mixte
- . Nouvelles conjugalités
- . Numéro mixte
- . Famille et pauvreté

**L'e-ssentiel** -12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site [cnaf.fr](http://cnaf.fr)

### **2008**

- . Les aides au logement
- . Les bénéficiaires de l'Aah
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 décembre 2007
- . État des lieux sur le travail social
- . Les bénéficiaires de prestations familiales
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 mars 2008
- . Bas revenus
- . Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 30 juin 2008
- . Partage des Allocations familiales ou Résidence alternée
- . Le relogement
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 30 septembre 2008

### **2009 - 13 numéros à paraître en 2009**

- . Contrats enfance et jeunesse
- . Satisfaction des parents par rapport aux modes de garde
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 décembre 2008
- . Expérimentation Rsa et accompagnement social
- . Les assistantes maternelles
- . Les bénéficiaires de prestations familiales en 2008
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 mars 2009
- . Les zones urbaines sensibles
- . L'assurance vieillesse des parents au foyer
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 30 juin 2009
- . Les aides financières individuelles
- . Les établissements d'accueil du jeune enfant
- . La montée en charge du Rsa



**Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam-TS)**  
**Direction de la Stratégie, des Études et des Statistiques (DSES)**

Programme non disponible

**Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam-TS)  
Direction des risques professionnels (DRP)**

Programme non disponible

## Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav)

### 1. Exposé de synthèse

Les projets statistiques de la CNAV rentrent dans le cadre des Conventions d'Objectifs et de Gestion (COG) passées entre l'Etat et la CNAV.

L'Assurance retraite est confrontée à d'importants enjeux, et ce dans un contexte économique difficile, tels que le nécessaire maintien de la solidarité intergénérationnelle et le souci des assurés de pouvoir bénéficier au moment de la retraite d'un niveau de vie suffisant, alors que se pose la question récurrente des voies et moyens pour assurer l'équilibre financier du régime.

La Convention d'Objectifs et de Gestion, cadre de référence pour l'activité de la branche retraite pour les cinq prochaines années, s'intègre naturellement dans le processus permanent de réflexion et d'action dans le domaine de la retraite. Une rubrique spécifique détaille les aspects statistiques dont l'objectif est d' « éclairer et favoriser la prise de décision du Conseil d'administration de la CNAV et de la puissance publique grâce aux outils de suivi, aux modèles statistiques et actuariels mis à disposition par l'Assurance retraite et grâce aux études et recherches ». Dans cet axe s'inscrit l'amélioration de la capacité d'expertise de la CNAV afin d'assurer le suivi et l'impact des réformes et de préparer les rendez-vous désormais réguliers sur le sujet des retraites.

Lors de la période 2009-2013 les points suivants feront l'objet de développements particuliers suivants.

Dans le domaine de la production d'information statistique, le système d'information sera enrichi pour prendre en compte les évolutions de la réglementation. Le système de prévisions, de simulations et de projection continuera d'être développé.

En matière d'études les principaux sujets traités viseront à :

- Analyser le comportement de départ en retraite des assurés au regard des dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants (surcote, cumul emploi-retraite, retraite progressive) et études sur l'emploi des seniors,
- étudier l'évolution du régime général et des systèmes de retraite
- étudier l'articulation des logiques de contributivité et de solidarité au sein du régime général.
- analyser l'évolution projetée des taux de remplacement, et des minima de pensions (minimum contributif, minimum vieillesse) au régime général au regard du risque de pauvreté,
- ...

Depuis 2003, des développements statistiques importants ont été opérés. En effet la préparation puis le suivi de la réforme 2003 sur les retraites, les réflexions menées par le Conseil d'Orientation des Retraites et l'arrivée à la retraite des générations d'après guerre ont suscité une forte demande qui s'est concrétisée principalement par :

- la mise en place d'un suivi statistique plus fréquent et plus complet : de nouvelles remontées statistiques mensuelles ou trimestrielles complètent le dispositif existant, permettant le suivi de la montée en charge de certaines mesures, tant sur le plan de la population concernée et des dépenses que sur le plan de la gestion. Le rythme de centralisation du SNSP <sup>1</sup> est passé en 2006 du semestre au trimestre. Ainsi, un système de données conjoncturelles est progressivement mis en place,
- un échantillon au 1/20<sup>ème</sup> des assurés et retraités des référentiels nationaux SNGI, SNGD, SNGC <sup>2</sup> et SNSP est tiré tous les deux ans (2004, 2006 et 2008), servant de base aux outils d'évaluation et de simulations sur la retraite de changements de législation et des études de modélisation et de projection des charges du Régime Général.

<sup>1</sup> SNSP « Système National Statistique Prestataires ».

<sup>2</sup> Systèmes Nationaux de Gestion : Identification, Dossiers, Carrières.

- la réalisation et l'amélioration de « PRISME »<sup>3</sup>, le modèle de projection et de simulations de la Cnav,
- un accès aux données statistiques facilité : constitutions de bases d'infocentres sur les retraités, échantillon couvrant l'ensemble des assurés du régime général contenant les données sur les carrières (et sur les retraites),
- des évaluations des droits familiaux, le minimum contributif, des paramètres de calcul de la retraite (indexations, salaire annuel moyen, etc.),
- le développement des études d'évaluation des effets des réformes sur les retraites et sur l'équilibre du régime,
- l'Infocentre sur le SNSP déployé sur un Univers stock et un Univers flux permet des requêtes au niveau national et régional, avec une programmation de requêtes d'entreprises

## 2. Travaux nouveaux pour 2011

### 2.2 Mise en place du suivi des nouvelles mesures

Après les nouveaux tableaux mis en place en 2006 et en 2007, sur le suivi des nouvelles mesures (2003 et 2008) à partir des fichiers flux et stock du SNSP (décote, surcote, minimum contributif, réversion, rachats d'années d'études, ...), d'autres tableaux ont été élaborés après les premières analyses tirées des tableaux à fréquence trimestrielle, (stock, entrant, sortant). La réforme prévue en 2010 génèrera des besoins nouveaux en suivis et en évaluations : le système d'information statistique sera adapté à cet effet.

### 2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés pour 2011

#### 1. Amélioration des outils de simulations et du modèle de projection « Prisme »

PRISME est utilisé depuis 2005 dans le cadre des projections de long terme pour les travaux du COR. Il est également mobilisé pour les projections de court terme et les simulations en projection, en particulier pour la préparation de la réforme 2010.

Différents travaux ont déjà été menés au cours de l'année 2009 : l'actualisation et l'enrichissement des données de la base de la projection, l'amélioration de certains modules (module de départs à la retraite, module de transitions au cours de la carrière). La modélisation de certains dispositifs non pris en compte jusqu'à présent tels que le minimum vieillesse, le cumul emploi-retraite, etc.) sera réalisée.

#### 2. Réalisation d'un programme d'études et d'évaluations

La CNAV développera des études afin d'améliorer la compréhension des évolutions concernant le système de retraite. Dans cette optique, une attention forte sera accordée aux thématiques en lien avec le taux d'activité des seniors, le comportement de départ en retraite, sur l'évolution du système de retraite.

Pour mieux comprendre les besoins des nouvelles générations de retraités constituées des générations nombreuses du baby-boom, la CNAV conduira des recherches sur les fins de carrière et le passage à la retraite, les conditions de vie des retraités, ainsi que sur les questions spécifiques concernant les publics fragilisés.

Le déroulement du programme d'études est également fonction des mesures qui sont prises dans le cadre des rendez-vous sur les retraites. Il en sera de même pour la réalisation des études en 2011 avec le rendez-vous 2010. Le programme, à ce stade, est donc provisoire. Les principaux points suivants devraient être traités.

- *Le comportement de départ en retraite :*

Après l'analyse détaillée de l'enquête sur les choix de départ réalisée en 2010 en collaboration avec le Conseil d'Orientation des Retraites, la DREES, la Direction de la sécurité sociale, ce thème continuera de faire l'objet d'études et d'évaluation. Les dispositifs de cumul emploi-retraite et de surcote feront l'objet d'évaluations des effets générés par les modifications apportées ces dernières années (libéralisation du cumul emploi-retraite, hausse du taux de majoration pour la surcote, etc.).

- *Les trajectoires professionnelles des assurés, avec en particulier :*

<sup>3</sup> PRISME : Modèle de « Projections sur les Retraites : Simulations, modélisation, Evaluation ».

- L'analyse des trajectoires de fin de carrière des assurés du régime général, en lien avec le thème de l'emploi des seniors,
  - L'étude des transitions au cours de la carrière,
  - L'impact des aléas de carrière sur les droits à retraite
- *L'évaluation des effets des réformes (1993 et 2003) :*
- sur l'évolution des pensions versées par le régime général,
  - sur les départs en retraite, compte tenu des évolutions réglementaires.

Les thèmes, tels que le niveau des pensions et son évolution, les éléments de solidarité (minimum contributif, droits familiaux, etc.) continueront d'être traités dans le cadre des évaluations continues que réalise la CNAV.

### 3. Elaboration et réalisation d'un schéma directeur statistique

La COG a prévu l'élaboration et la réalisation d'un schéma directeur statistique qui s'inscrit dans une démarche plus globale, visant l'ensemble de la fonction statistique de la Cnav et de la branche. Les investissements déjà engagés portent sur le système d'information statistique, les méthodes, l'organisation, etc. Ce schéma devra satisfaire aux besoins d'évaluation et de suivi par la réalisation d'une architecture technique couvrant le plus large champ que lui permettent les données disponibles. Un entrepôt de données sera progressivement constitué dans le cadre de ce schéma directeur statistique et du schéma directeur des systèmes d'information de la CNAV. Cet entrepôt répondra aux besoins de suivi, d'analyse, de prévision, de projections et de simulations propres à l'activité statistique, mais aussi aux nécessités du développement de la maîtrise des risques par la branche vieillesse du régime général.

## 3. Opérations répétitives

### 3.2 Exploitation des fichiers administratifs

Exploitation exhaustive des fichiers du plan statistique :

- assurés cotisants à partir des référentiels nationaux : SNGI, SNGD, SNGC <sup>4</sup> (validité 2009)
- prestataires SNSP :
  - Stock et Flux chaque trimestre 2011
  - Flux et fichiers carrières 2011

Le SNSP sera enrichi au fur et à mesure de nouvelles données liées à la réforme 2010.

- L'Infocentre SNSP sur le stock et le flux a pris le relais sur un ensemble de requêtes pré-établies. Cet infocentre sera trimestriel.

Exploitation sur échantillon

- Assurés cotisants au 1/20<sup>ème</sup> des référentiels nationaux SNGI, SNGD, SNGC et SNSP tiré en mai 2004, en mars 2006, mars 2008 et juin 2010.

## 5. Aspects particuliers du programme 2011

### 5.1 Aspects régionaux et locaux

La base documentaire Lotus regroupe les principales statistiques nationales et régionales. Cette base devrait être accessible par internet sur le site de la Cnav.

La mise à disposition des fichiers SNSP sur les retraités en stock et résidents par région permet aux statisticiens des CRAM de tirer les informations détaillées à des niveaux géographiques fins.

La création d'un Infocentre sur le SNSP en stock et en flux permet de répondre aux différentes demandes par des "requêtes d'entreprises" partagées par l'ensemble des organismes (CNAV, CRAM). Le programme de constitution de ces requêtes sera approfondi en 2011.

Les études par régions de Sécurité Sociale seront alimentées à partir de l'Echantillon Inter-régimes de Retraités 2008, l'Echantillon Inter-régimes de Cotisants 2007.

### 5.3 Aspects européens

<sup>4</sup> SNGI, SNGD, SNGC : respectivement **S**ystème **N**ational de **G**estion d'**I**dentification, des **D**ossiers, des **C**arrières.

Les statistiques annuelles des paiements émis à l'étranger dans le cadre de l'union européenne et des conventions internationales sont établies en lien avec le CLEISS.

Les données sur les effectifs de retraités résidant à l'étranger au 31 décembre 2010 et sur les nés à l'étranger seront établies.

## **6. Diffusion des travaux**

Les grandes orientations du service en matière de diffusion des travaux sont les suivantes :

- une nouvelle publication «Cadr'@ge» diffusée uniquement sur support électronique a été lancée en décembre 2007. De rythme trimestriel, elle a pour objectif de valoriser les travaux d'études, de recherche et de statistiques réalisés à la CNAV. Ces travaux portent sur la situation de la population vieillissante mais aussi sur les questions de trajectoires professionnelles, des droits accumulés à l'assurance vieillesse,
- un recueil statistique annuel allégé, avec un CD ROM complet,
- des parutions des résultats statistiques plus rapides et par thèmes :
  - sorties rapides après chaque exploitation trimestrielle du SNSP,
  - résultats statistiques de l'année 2010 dans le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (bénéficiaires, nouveaux retraités, montants, ...),
  - résultats sur des points particuliers des réformes 2003 et 2008 chaque semestre ou annuels,
- une base Lotus statistique mise à la disposition d'un plus grand public,
- une publication d'études et de recherches dans "Retraite & Société",
- une diffusion par voie électronique des études et recherches avec les « Les Cahiers de la Cnav »,
- un séminaire de présentations des travaux d'études et de recherche favorisant la promotion et la valorisation des travaux d'analyse et d'études réalisés au sein de la CNAV à la fois en interne et en externe.

## ANNEXE

## Liste des publications 2009-2010

- Le recueil statistique 2008 est paru **en novembre 2009** avec un CD ROM permettant l'accès direct aux données.
- L'abrégé statistique 2008 est paru **en août 2009**.

Circulaires de résultats pour 2009, parues en 2010

Numéro	Date circulaire	Objet
2010-6	15/01	Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées " <b>longue carrière</b> " et " <b>assurés handicapés</b> " au cours de l'année 2009 et bilan depuis l'origine de la mesure
2010-7	15/01	Résultats statistiques – Assurance vieillesse – <b>STOCK – Premiers résultats</b> Retraités au 31 décembre 2009 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites
2010-8	15/01	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>FLUX</b> Attributions des premières demandes au cours de l'année 2009 – <b>Premiers résultats</b>
2010-12	29/01	Résultats statistiques - Assurance vieillesse Retraités au 31 décembre 2009 - <b>Pyramide des âges</b> - France Métropole
2010-14	08/02	Résultats statistiques – Assurance vieillesse <b>FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS : Effectifs, Montants et Eléments de calcul</b> Attributions des retraites anticipées " <b>longue carrière</b> " et " <b>assurés handicapés</b> " au cours de l'année 2009
2010-22	02/03	Résultats statistiques – Assurance vieillesse – Métropole et DOM Compléments de retraite – Prélèvements sur les retraites 31 décembre 2009
2010-26	10/03	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>Métropole</b> Les attributions effectuées <b>en 2009</b> et les décès enregistrés au cours de la même année
2010-33	29/03	Résultats statistiques – Assurance vieillesse – <b>Départements d'Outre Mer</b> Les attributions effectuées <b>en 2009</b> et les décès enregistrés au cours de la même année
2010-46	27/04	Résultats statistiques – Assurance vieillesse Retraités du Régime général au 31 décembre 2009 - <b>Résidence</b>

**Circulaires de résultats pour 2009, parues en 2009**

2009-34	16/04	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>FLUX</b> Attributions des premières demandes au cours du <b>1<sup>er</sup> trimestre 2009 – Premiers résultats</b>
2009-35	16/04	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>STOCK</b> Retraités <b>au 31 mars 2009</b> par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – <b>Premiers résultats</b>
2009-36	16/04	Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées " <b>longue carrière</b> " et " <b>assurés handicapés</b> " au cours du <b>1<sup>er</sup> trimestre 2009</b> et bilan depuis l'origine de la mesure
2009-54	04/08	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>STOCK</b> Retraités <b>au 30 juin 2009</b> par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – <b>Premiers résultats</b>
2009-55	04/08	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>FLUX</b> Attributions des premières demandes au cours du <b>2<sup>ème</sup> trimestre 2009 – Premiers résultats</b>
2009-56	04/08	Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées " <b>longue carrière</b> " et " <b>assurés handicapés</b> " au cours du <b>2<sup>ème</sup> trimestre 2009</b> et bilan depuis l'origine de la mesure
2009-62	01/09	Résultats statistiques – Assurance vieillesse – Régime Général Retraités <b>au 30 juin 2009</b> selon la catégorie de prestation et le montant mensuel
2009-67	16/10	Résultats statistiques – Assurances vieillesse – <b>STOCK – Premiers résultats</b> - Retraités au 30 septembre 2009 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites
2009-68	16/10	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS – Premiers résultats</b> - Attribution des retraites anticipées « <b>longues carrière</b> » et « <b>assurés handicapés</b> » au cours du <b>3<sup>ème</sup> trimestre 2009</b> et bilan depuis l'origine de la mesure
2009-69	16/10	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - <b>FLUX</b> Attributions des premières demandes au cours du <b>3<sup>ème</sup> trimestre 2009. Premiers résultats</b>
2009-70	21/10	Résultats statistiques – Cotisants à l'Assurance Vieillesse du Régime Général - <b>Année 2007</b> – Métropole et Départements d'Outre-Mer Dénombrements par région, genre, âge et niveau de salaire



## - **Les bilans parus en 2009/2010**

- Bilans de l'assurance veuvage : 2008, 2009
- Tableau récapitulatif des attributions de 1963 à 2009
- Bilans sur la retraite progressive : 2008, 2009
- Bilans sur la MFE (majoration forfaitaire pour enfant) : 2008, 2009
- Les différents minima des pensions et le minimum vieillesse, France entière au 31/12/2008
- Les différents minima des pensions et le minimum vieillesse, France entière au 31/12/2009
- Bilans ARA (Aide au Retour à l'Emploi – DOM) : 2008
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (31/12/2008)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (31/03/2009)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (30/06/2009)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (30/09/2009)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (30/12/2009)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (31/03/2010)
- Bénéficiaires de la surcote : 2008, 2009
- Bilan sur les VPLR (Versements Pour la Retraite), 2008
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2008 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions de droits dérivés au cours de la période du 01/01/2009 au 30/09/2009 - Premiers et deuxièmes droits - Total France
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2009 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France

## - **Etudes parues en 2009/2010**

### • ***Parue dans Retraite et Société n° 56***

- Evolution de la pauvreté des personnes âgées et minimum vieillesse (Nathalie AUGRIS, Catherine BAC)
- Niveau des pensions et part du régime général (Faits & Chiffres) (Corinne METTE)
- Indexation des pensions du régime général (Regards sur le droit) (Isabelle BRIDENNE, Cécile BROSSARD, Sylvie CHASLOT-ROBINET)

### • ***Parue dans Retraite et Société n° 57***

- Les « décotants » du régime général en 2005 : qui sont-ils ? (Faits & Chiffres) (Samia BENALLAH et François LEGENDRE)

### • ***Parue dans Retraite et Société n° 58***

- Age moyen de départ en retraite : tendances récentes et évolutions attendues (Samia BENALLAH et Corinne METTE)

### • ***Réunions plénières du COR – 2009/2010***

13 mai 2009

- « Passage à un SAM trimestrialisé » (Alessandra DI PORTO)
- « Simulation de la prise en compte de l'ensemble des salaires pour le calcul de SAM » (Samia BENALLAH)

- « Modification du salaire de référence pour valider un trimestre » (Alessandra DI PORTO)
- « Minimum contributif - Bénéficiaires, incidences et évolutions législatives récentes » (Julie COUHIN, Isabelle BRIDENNE)

30 septembre 2009

- « Projections à long terme COR 2007 - Variante avec espérance de vie figée des prestataires » (Caroline BERTEAU-RAPIN, Samuel GOUJON, Nathanaël GRAVE)

21 octobre 2009

- « Evolution de la pauvreté des personnes âgées et du minimum vieillesse » (Nathalie AUGRIS et Catherine BAC)

25 novembre 2009

- « Simulations, à l'aide du modèle PRISME de la CNAV, des effets du passage du calcul des pensions au régime général à un système en points » (Christophe ALBERT et Jean-Baptiste OLIVEAU)
- « Simulations, à l'aide du modèle PRISME de la CNAV, des effets du passage du calcul des pensions au régime général à un système en comptes notionnels » (Christophe ALBERT et Jean-Baptiste OLIVEAU)
- **Association d'économie sociale septembre 2009 – actes de colloque et présentation**
- « Les caractéristiques du travail sont-elles déterminantes dans le choix de l'âge de la retraite en Europe ? » (Samia BENALLAH, en collaboration avec Mathieu NARCY)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 6** (paru en mars 2009)
  - « Vieillir loin de ses racines - Le choix irrésolu des immigrés résidant en foyer » (Rémi Gallou)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 7** (paru en juin 2009)
  - « Historique des modalités de départ à la retraite » (Alessandra Di Porto)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 8** (paru en septembre 2009)
  - « Fins de carrière et gestion des âges : illustration dans une entreprise bancaire » (Philippe Daveau, Rémi Gallou, Jim Ogg)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 9** (paru en décembre 2009)
  - « Les retraites du régime général : perspectives de court terme » (Pierrick Joubert, Jean-Baptiste Oliveau)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 10** (paru en mars 2010)
  - « Regards croisés sur les régimes de retraite des indépendants et des salariés » (Isabelle Bridenne, Alessandra Di Porto, Mélanie Glénat)
- **RSI : zoom sur – Numéro 41** (paru en février 2010)
  - « Actif au RSI et retraité au régime général » (Catherine Bac, C. Gaudemer)

**Conférence générale de l'association internationale de microsimulation :**

8-10 juin 2009 à Ottawa au Canada

« PRISME : modèle de microsimulation dynamique pour régime de pension français »

Christophe ALBERT, Caroline BERTEAU-RAPIN, Julie COUHIN

**Forum SAS au Cnit de la Défense – 21 octobre 2009**

« Prisme : le modèle de microsimulation dynamique de la CNAV »

Caroline BERTEAU-RAPIN, Julie COUHIN

**Séminaire scientifique CDC à Bordeaux – 29 mars 2010**

« Simulation d'un passage du régime général en comptes notionnels à l'aide du modèle de projection PRISME » Christophe ALBERT, Jean-Baptiste OLIVEAU

« La surcote modifie-t-elle les comportements de départ en retraite ? » Samia BENALLAH

## Institut national des hautes études de sécurité et de la justice Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales - ONDRP

### 1. Exposé de synthèse

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) a remplacé l'Observatoire national de la délinquance (OND) au 1<sup>er</sup> janvier 2010 en application du décret du 28 octobre 2009 relatif à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ). L'INHESJ est un établissement public sous tutelle du Premier Ministre dont l'ONDRP est un département.

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales est d'après le décret cité chargé des missions suivantes :

1. Recueillir les données statistiques relatives à la délinquance et à la criminalité auprès de tous les départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement de faits ou de situations d'atteinte aux personnes, aux biens ou à l'ordre public ;
2. Centraliser les données relatives au prononcé, à la mise à exécution et à l'application des mesures et sanctions pénales : données juridiques, données statistiques et analyses des questions soulevées dans le cadre des différentes disciplines concernées (données produites en France, mais aussi dans les autres États membres de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et dans les pays d'autres continents) ;
3. Exploiter les données recueillies mentionnées au 1. et au 2. pour réaliser des études et analyses globales ou spécifiques sur les phénomènes criminels constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, sur les infractions révélées par les enquêtes de victimation, sur l'activité des services de sécurité et sur les réponses pénales apportées par les autorités judiciaires ou administratives ;
4. Assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données afin de disposer d'analyses sur le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne pénale ;
5. Contribuer au développement d'outils pédagogiques permettant de synthétiser les informations les plus importantes et mettre sa production à la disposition des responsables de formation initiale et continue dans les établissements d'enseignement supérieur et les conseiller quant à leur exploitation
6. Assurer une fonction de veille sur les phénomènes criminels actuels ou émergents, sur leur perception par les citoyens, ainsi que sur l'ensemble des politiques publiques, françaises ou étrangères, visant à mieux connaître la délinquance et la criminalité et les réponses qui y sont apportées en vue de les prévenir ou de les réprimer ;
7. Coopérer avec l'ensemble des producteurs de données, publics ou privés, en vue de l'élaboration d'instruments statistiques innovants ayant vocation à fournir des statistiques régulières ;
8. Faciliter les échanges avec d'autres organismes d'observation ou de recherche ainsi que la coopération avec l'ensemble de nos partenaires européens ou extra-européens afin de favoriser une meilleure connaissance des phénomènes criminels, des systèmes juridiques, des pratiques et des résultats du traitement des infractions pénales par le développement de méthodes de comparaison adaptées ;
9. Organiser la communication à l'ensemble des citoyens de ces données à travers des publications régulières et leur mise en ligne sur un site internet, dans le cadre des protocoles passés entre l'institut et les ministères concernés ;
10. Communiquer les conclusions qu'inspirent ces analyses aux autorités concernées et aux partenaires de l'observatoire à travers la publication annuelle d'un rapport rendu public ;
11. Formuler toutes propositions utiles au développement de la connaissance scientifique des phénomènes criminels, de l'activité des services de sécurité ou des réponses pénales, et à l'amélioration des performances des politiques publiques en matière de prévention, de réinsertion et de lutte contre la récidive.

En comparaison des missions de l'OND, celles de l'ONDRP ne changent pas en matière de statistiques sur la délinquance et la criminalité puisque l'ONDRP continuera à les recueillir, les exploiter et les communiquer. La nouveauté concerne l'éventuelle extension de ses tâches aux statistiques sur les réponses pénales.

De ce fait, 2011 est attendue pour être en matière de statistiques sur la délinquance une année s'inscrivant dans la continuité des années précédentes alors que, sous réserve d'un accroissement de personnels, elle pourrait aussi se présenter comme une année charnière dans la définition de nouveaux indicateurs statistiques relatifs à la réponse pénale.

Le programme de travail de l'ONDRP est déterminé par son conseil d'orientation, structure indépendante composée d'une trentaine membres (élus, représentants de l'administration ou du secteur privé, de chercheurs et d'universitaires).

Lors de chaque rapport annuel, le conseil d'orientation émet en particulier des préconisations que l'ONDRP met en œuvre, sous réserve de faisabilité et de disponibilité des données. Par la suite, les travaux statistiques conduits par l'ONDRP sont présentés au conseil d'orientation pour validation avant leur publication.

Il existe aujourd'hui de nombreuses questions sur les phénomènes de délinquances qui ne trouvent pas de réponses statistiques satisfaisantes faute, malheureusement, de données disponibles.

Par exemple, sur le thème de la garde à vue, il n'existe pas de chiffres exhaustifs ce qui conduit l'ONDRP à tenter de réunir des données de différentes sources. L'objectif est d'essayer d'obtenir une mesure aussi complète que possible de la fréquence du recours à la garde à vue.

En matière de victimation, c'est à dire d'enquêtes directes auprès des victimes potentielles, c'est dans le domaine scolaire qu'une nouvelle enquête nationale est en cours de développement pour collecte souhaitée en 2011. L'ONDRP participe actuellement à ce projet d'enquête de victimation dans les collèges qui est menée par le ministère de l'éducation nationale. Il est envisagé que l'ONDRP affecte à temps partiel un chargé d'étude à l'éducation nationale afin de participer activement à l'exploitation des données si l'enquête est effectivement conduite en 2011.

Dans le domaine de la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie, c'est l'accès à des données détaillées sur les procédures qui est limité. La principale source statistique, l'état 4001 qui est un outil d'enregistrement des crimes et délits constatés, ne fournit aucune information sur le déroulement de faits, le profil des victimes ou des personnes mises en cause.

Dans l'attente du remplacement des outils informatiques actuels par des applications rendant accessibles les données statistiques détaillées sur les procédures, l'ONDRP travaille soit à partir des procédures « papier », méthode qui est très coûteuse en temps, soit à partir de base de données opérationnelles de la police et de la gendarmerie. Ces bases n'ayant pas été conçues à des fins statistiques, l'extraction de données se heurte à des problèmes de non renseignement de certaines variables et de compte multiple de certaines observations.

La saisie d'échantillons locaux de procédures a déjà permis à l'ONDRP d'établir une typologie des violences physiques non crapuleuses en 2008. Le second projet lancé sur ce thème concerne des procédures pour violences sexuelles. Un développement souhaité à l'avenir porterait sur les déclarations de type « main courante » et leurs suites éventuelles. Il ne s'agirait pas dans ce cas de saisir des procédures mais des déclarations enregistrées dans des applications comme la MCI de la police nationale (main courante informatisée).

Pour les bases de données opérationnelles, les demandes d'extraction de statistiques permettent notamment de mener des travaux de cartographies. La richesse des données collectées auprès de bases opérationnelles locales comme celles de Paris, devrait aussi pouvoir apporter des informations qualitatives sur les faits, les victimes et les mis en cause qui, au moins au niveau d'un territoire, pourraient permettre de mieux connaître la nature des phénomènes.

C'est précisément ce que permet l'enquête de victimation « cadre de vie et sécurité » INSEE-ONDRP à l'échelle, cette fois de la France métropolitaine et pour l'ensemble des atteintes subies, déclarées ou non à la police et la gendarmerie. En complément des nombreuses exploitations déjà existantes, l'ONDRP souhaite étudier de façon plus systématique le déroulement des atteintes, la nature des préjudices physiques, psychologique et matériel, le profil des victimes, la description des auteurs et les opinions sur la sécurité personnelle.

La collecte de l'enquête « cadre de vie et sécurité » sera étendue à la Réunion au premier trimestre 2011 à l'initiative et avec le financement des organismes réunionnais. On peut espérer que les autres DOM pourront suivre cet exemple.

De nombreux projets annoncés pour 2010 n'ont pas pu débiter car les conditions de leur lancement n'ont pas été remplies. Le programme 2011 tient compte des retards et porte dans une très large mesure sur le développement de projets du programme de moyen terme déjà existant. Cette remarque ne s'applique au domaine de la réponse pénale dans lequel l'ONDRP va s'investir en fonction des moyens dont il disposera.

## **2. Travaux nouveaux pour 2011**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

La collecte de l'enquête nationale de victimation, l'enquête INSEE-ONDRP « cadre de vie et sécurité » aura lieu en 2011 dans les 22 régions métropolitaines comme c'est le cas depuis 2007, mais aussi, et ce sera une première, à la Réunion. C'est l'occasion d'exploiter outremer cet outil de connaissance qui permet notamment de mesurer la fréquence des différents phénomènes de violences.

Le questionnaire ménage de l'enquête « cadre de vie et sécurité » du premier trimestre 2011 devrait comporter un module complet sur les usages frauduleux de cartes bancaires. Il s'agit ainsi de tenir compte de l'évolution des phénomènes de délinquance et notamment de l'émergence de l'internet et plus généralement de l'informatique comme moyen ou vecteur d'escroqueries.

L'OND est associé à l'enquête de victimation en milieu scolaire dont la collecte pourrait avoir lieu en 2011. Il est prévu d'interroger environ 18 000 élèves et les personnels d'un échantillon national de 300 collèges sur les atteintes personnelles dont ils auraient pu avoir été les victimes au cours de l'année scolaire en cours (interrogation en fin de deuxième trimestre) et sur les opinions sur la sécurité et le climat scolaire dans leur établissement. L'enquête fournira uniquement des indicateurs valables à l'échelle nationale.

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011**

La mesure du nombre de mesures de gardes à vue et l'étude de ses évolutions dans le temps répond à une demande sociale, exprimée notamment par les avocats et largement relayée dans la presse. L'ONDRP va chercher à procéder à un état des lieux statiques en la matière.

L'outil d'enregistrement des crimes et délits constatés, ou état 4001, permet à l'ONDRP de publier des statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause. Si une méthodologie permettant de diffuser des statistiques sur les faits constatés à l'échelle départementale existe pour les faits constatés, ce n'est pas le cas pour les faits élucidés et les personnes mises en cause. L'ONDRP prévoit d'utiliser la notion de taux attendu inspiré des travaux de l'éducation nationale afin de permettre des comparaisons en tenant compte des disparités de structure du contentieux, du nombre d'agents et de la démographie.

Une étude de faisabilité est en cours actuellement sur l'extraction de données sur les déclarations d'usager à la main courante. Il s'agit de savoir quels types d'incidents font l'objet d'une déclaration et si par la suite, il arrive que l'usager décide de porter plainte pour le même fait, ou pour la répétition d'un fait similaire à celui à l'origine de sa première déclaration. Si l'étude est autorisée par la CNIL, l'OND espère en 2011 apporter des informations qualitatives sur le processus de déclaration des faits à la police et à la gendarmerie sous forme de main courante, de plainte, voire des deux. L'enquête de victimation apportera des données de cadrage utiles en cette matière.

En matière de statistiques judiciaires et pénitentiaires, un travail de méthodologie devra être entrepris avant d'envisager des publications signées de l'ONDRP, en tant que tel.

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011**

L'ONDRP intervient dans un domaine où les organismes disposant de données n'ont pas toujours parmi leur personnel des statisticiens. Cette remarque s'applique à la police et à la gendarmerie nationales mais aussi aux nombreux organismes qui transmettent à l'ONDRP des données sur les atteintes qu'ils subissent (notamment leur personnel). L'ONDRP peut alors être sollicité afin de mener des études pouvant avoir un impact opérationnel. Le champ dans lequel de tels travaux peuvent être

envisagés est celui de la cartographie criminelle à l'adresse en application de méthodes largement exploitées dans les pays anglo-saxons.

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Observations
<b>Enquêtes</b>	
« Cadre de vie et sécurité »	Pierre angulaire du dispositif de mesure de l'évolution des phénomènes de délinquance – Premiers résultats de l'enquête de l'année publiés en novembre dans le rapport annuel dont la date de publication a été modifiée à cet effet
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>	
État 4001	Statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels, les « repères » et les fiches thématiques du rapport annuel. Les études introduisant des indicateurs nouveaux font l'objet d'article de type « Grand angle »
Autres données sur la délinquance enregistrée par la police ou la gendarmerie (main courante informatisée, contraventions enregistrées par la gendarmerie nationale)	Statistiques publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels et les fiches thématiques du rapport annuel
<b>Autres travaux répétitifs</b>	
Les statistiques sur les atteintes subies par certaines professions ou les infractions collectées par certains organismes	Statistiques publiées dans le rapport annuel (voir sommaire en annexe). Exemples : les douanes, les impôts, les sapeurs pompiers, les entreprises de transports (RATP, SNCF, UTP), la violence en milieu hospitalier ou les faits d'insécurité dans l'habitat social

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Dans le cadre de l'opération « Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence », l'OND pourrait prendre des contacts au sujet d'une enquête de victimation auprès des entreprises. Il existe un projet européen d'enquête pilote dans ce domaine.

### 5. Aspects particuliers du programme 2011

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le site « cartocrime.net » a été lancé fin avril 2009. Sa forme actuelle sera améliorée fin 2010, début 2011.

L'OND assure désormais de façon régulière la diffusion de recueil de statistiques sur les faits constatés à travers le recueil annuel « crimes et délits constatés par département ». Pour les faits élucidés et les personnes mises en cause à l'échelle départementale, la conception de nouveaux outils méthodologiques est en cours.

Marseille pourrait figurer parmi les agglomérations bénéficiant d'un travail d'analyse cartographique.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

L'ONDRP a décidé de limiter les publications « papier » au seul rapport annuel.

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Les travaux de l'ONDRP peuvent intervenir dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques. L'exploitation du module « Violences intrafamiliales » de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » en est une illustration : la communication institutionnelle autour de ce phénomène social s'appuie notamment

sur les résultats de l'enquête et le suivi des effets de la politique de prévention est envisageable grâce à la répétition chaque année de ce module.

De façon plus générale, la volonté de l'ONDRP de définir des processus de mesure rigoureux dans une matière complexe comme la délinquance peut intéresser les organismes qui lui fournissent des statistiques, et en particulier la police et la gendarmerie. La façon dont l'OND présente les statistiques sur les faits constatés et sur les faits élucidés a permis de faire évoluer les outils d'évaluation.

Une redéfinition des indicateurs d'évaluation du travail de la police et la gendarmerie pourrait conduire à une utilisation accrue des questions de l'enquête « cadre de vie et sécurité » portant sur l'accueil des victimes et le suivi de leur plainte.

#### **5.4. Aspects «européens »**

En 2009, le plan quinquennal de la Haye intitulé « renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne » (« Strengthening freedom, security and justice in the European Union») est arrivé à échéance. Le 2 décembre 2009, lors de la présidence suédoise de l'Union Européenne, un nouveau plan en matière de police et de justice a été adopté pour la période 2010-2014. Il est appelé programme de Stockholm et selon son sous-titre, il a comme ambition de promouvoir « Une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens ».

Ainsi, on y apprend que le conseil européen « invite la commission à poursuivre la mise au point d'outils statistiques permettant de mesurer la criminalité et les activités criminelles et à réfléchir à la manière de poursuivre, après 2010, les actions qui sont décrites et auront été en partie mises en oeuvre dans le cadre du plan d'action de l'UE 2006-2010 sur l'élaboration d'une stratégie globale et cohérente de l'UE en vue de l'établissement de statistiques sur la criminalité et la justice pénale, ces statistiques étant de plus en plus nécessaires dans un certain nombre de domaines liés à la liberté, à la sécurité et à la justice ».

*De plus, « Le Conseil européen invite la Commission à présenter une proposition fondée sur l'évaluation des travaux accomplis par le Réseau européen de prévention de la criminalité (REPC) en vue de créer un observatoire pour la prévention de la criminalité, qui sera chargé de collecter, d'analyser et de diffuser les connaissances sur la criminalité, notamment la criminalité organisée, (y compris les statistiques) et les moyens de la prévenir, de soutenir et d'encourager les États membres et les institutions de l'UE lorsqu'ils prennent des mesures préventives, et d'échanger les meilleures pratiques. Cet observatoire devrait poursuivre les travaux réalisés par le REPC et leur évaluation. Il devrait inclure ou remplacer le REPC, son secrétariat étant assuré par une agence existante de l'UE et fonctionnant comme une unité distincte. » et il est précisé que « Le Conseil européen invite la Commission à présenter, pour 2013 au plus tard, une proposition sur la création de l'observatoire pour la prévention de la criminalité ».*

En anglais, l'observatoire dont la création est prévue « observatory for the prevention of crime » ou OPC. Il ne s'agit d'après ce qu'on peut lire pas d'un observatoire construit sur les mêmes principes que l'ONDRP, puisque l'accent est mis sur la prévention et que la statistique n'est qu'un des aspects de la démarche envisagée. On peut cependant en déduire qu'il pourrait exister au plus tard en 2013, une structure européenne qui, comme l'ONDRP à l'échelle française aurait parmi ses tâches celle de centraliser, étudier et diffuser les données sur la délinquance.

Lors de la réunion du comité du système statistique européen (SSE) du 19 novembre 2009, les directeurs des instituts nationaux de statistiques (INS) ont approuvé la proposition d'enquête européenne de victimation pour l'année 2013, sachant qu'elle ferait l'objet d'une réglementation et que celle-ci comporterait une clause financière pour un montant d'environ 10 millions d'euros. Le projet d'enquête européenne de victimation pourrait être baptisé « enquête européenne de sécurité » ou « european security survey ».

La prochaine réunion de la Task Force sur l'enquête de victimation des 28 et 29 avril 2010 à laquelle l'ONDRP représentera la France sera l'occasion de tenter de trouver un accord à 27 sur les modalités techniques de l'enquête et plus généralement sur le projet de règlement. En concertation avec l'INSEE, l'ONDRP défendra l'option permettant à tout pays disposant d'une enquête nationale de l'utiliser comme source de l'enquête européenne.

## **6. Diffusion des travaux**

En janvier, l'ONDRP établit un bilan annuel de la délinquance enregistrée qui est complété en mars par un recueil sur les « crimes et délits constatés par départements ». Le bulletin mensuel vient mettre

à jour les données nationales à partir des données mensuelles les plus récentes en procédant à une diffusion d'indicateurs sur 12 mois glissants.

Le 7<sup>e</sup> rapport annuel sera publié au dernier trimestre 2011. Il contiendra une version actualisée des études déjà présentes dans les rapports annuels précédents à partir des données annuelles les plus récentes et des articles sur les nouveaux thèmes d'études dont les infractions à la législation sur les stupéfiants. Ce thème sera abordé selon de nombreux angles d'études, en exploitant des sources de différente nature, enquêtes et données administratives.

Hors rapport annuel et publications régulières, les nouvelles études sont présentées dans des articles appelés « Grand Angle ». Lorsqu'une mise à jour d'un article existant intervient hors rapport annuel, elle est diffusée sous la forme d'article appelé « Repères ». L'introduction de nouveaux indicateurs peut aussi se faire par l'intermédiaire d'articles de « Résultats et méthodes »,

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Date de lancement	Observations
Collecter et diffuser les statistiques sur toutes les infractions enregistrées par la police et la gendarmerie	2009	Les publications régulières à ce sujet sont le bilan annuel de la délinquance enregistrée, le bulletin mensuel et désormais les « crimes et délits constatés par département ».
Mieux connaître les lieux de commission des faits constatés	2010 / 2012	L'OND attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie pour disposer de données nationales. Au niveau local, des études sont en cours, notamment pour Paris.
Mieux connaître le profil des victimes et des mis en cause	2009	Le « repères » 11 sur les majeurs et les mineurs mis en cause en 2009 vient de paraître
Analyser des échantillons de procédures pour répondre aux demandes qualitatives des phénomènes complexes ou émergents	2009	Thèmes d'étude actuels : homicides et tentatives, violences sexuelles, vols à main armée, incendies volontaires
Coordonner la collecte et l'analyse des statistiques sur les atteintes subies par les personnels et les biens	2009	De nombreuses fiches du rapport annuel sont l'aboutissement de ce travail de coordination
Déterminer le devenir des plaintes dans les statistiques judiciaires	2012	L'OND attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie et le lien avec les bases judiciaires
Établir les évolutions des atteintes touchant les ménages et les personnes de 14 ans et plus à partir de l'enquête annuelle de victimation INSEE-OND	2009	Principaux articles du rapport annuel à paraître en novembre
Établir des indicateurs structurels sur les faits subis et les victimes par regroupement d'enquêtes successives	2009	Un article sur les résultats cumulés des 3 enquêtes « cadre de vie et sécurité » actuellement disponibles est en cours de rédaction, il est consacré à la plainte et à ses suites du point de vue des victimes
Étendre l'enquête de victimation aux DOM et développer les extensions locales	2011	Grâce à la participation de la Réunion, l'enquête sera étendue sur l'île en 2011



Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence	2011	L'enquête de victimation en milieu scolaire voit sa réalisation dépendre de décisions budgétaires à venir
Établir un bilan annuel multi sources	2009	Dans le rapport 2009, on trouve un bilan multi source sur les vols et les violences et menaces. Les possibilités sont encore limitées pour ces dernières
Diffusion des statistiques	2009	L'OND a de nombreux projets d'articles en cours, cela illustre sa politique de diffusion qui consiste à rendre publiques toutes ses études

**ANNEXE : liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010**

**Hormis les bulletins mensuels sur les faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, le département OND a publié :**

- Bilan annuel des crimes et délits enregistrés en 2008
- Les escroqueries et abus de confiance enregistrés en 2008 (Repères n°9)
- Mis en cause et élucidation en 2008 (Grand angle n°16)
- Majeurs et mineurs, Hommes et Femmes mis en cause en 2008 (Grand angle n°17)
- Les atteintes aux personnes et aux biens dans le football amateur (Grand angle n°18)
- Victimation et sentiment d'insécurité dans les transports en commun (Grand angle n°19)
- Les infractions au droit de l'environnement constatées en 2008 par la gendarmerie nationale, l'office national de la chasse et de la faune sauvage et l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (Repères n°10)
- Rapport annuel 2009
- « Entre 2003 et 2008, les infractions de travail dissimulé constatées par les services verbalisateurs ont plus que doublé » (Grand angle n°20)
- Bilan annuel des crimes et délits enregistrés en 2009
- Crimes et délits constatés par département en France en 2009
- Les mineurs et les majeurs mis en cause en 2009 (Repères n°11)
- En 2008, 7 personnes mises en cause pour crimes et délits sur 10 sont des hommes majeurs

**Sommaire du rapport annuel 2009**

## Institut de prévention et d'éducation pour la santé - Inpes

### 1. Exposé de synthèse

L'INPES a pour principales missions de promouvoir et mettre en œuvre les programmes de prévention et de formation à l'éducation à la santé, ainsi que d'exercer une fonction d'expertise de conseil sur ces mêmes domaines. La vocation de la Direction des Affaires scientifiques de l'INPES est d'enrichir la connaissance sur les comportements de santé et de fournir le substrat scientifique aux différentes équipes travaillant aux programmes thématiques de l'Institut. La production de données cherche donc à se situer à la fois dans la continuité de la réflexion menée au sein des équipes programmes et en complémentarité de la connaissance fournie par l'ensemble des autres acteurs de santé producteurs d'information. L'INPES gère depuis 1992 un dispositif d'enquêtes nommées « Baromètre santé » qui sont une des sources importantes d'informations utiles non seulement à l'INPES mais à l'ensemble des acteurs et décideurs de santé publique. Les Baromètres santé s'inscrivent dans l'ensemble du dispositif des enquêtes santé (enquête décennale INSEE, enquête santé protection sociale (ESPS) de l'IRDES, enquêtes de la Drees, de l'InVS, de l'Inserm...) avec certaines spécificités (suivi des évolutions, centrage autour des attitudes et comportements de santé, liens comportements / représentations, surveillance comportementale, interrogation des moins de 18 ans...).

Au sein de la Direction des Affaires scientifiques, le département « Observation et analyse des comportements de santé » (OACS) est chargé de la conception, de l'analyse et de l'édition d'enquêtes sur les connaissances, attitudes et comportements de santé des Français. Il s'agit principalement d'enquêtes téléphoniques généralistes ou thématiques portant sur de gros échantillons. Les dernières enquêtes thématiques ont porté sur la santé-environnement, le cancer, les maladies infectieuses, la santé mentale, ou encore la nutrition. Les enquêtes sont pour la plupart menées en population générale. L'équipe réalise par ailleurs des analyses secondaires d'autres enquêtes.

Les missions sont assurées par dix chargés d'études (dont cinq seniors) et une assistante. Les chargés d'études sont pour moitié docteurs en démographie, sociologie ou psychologie et pour moitié ingénieurs statisticiens. Ces missions impliquent des collaborations et partenariats avec d'autres organismes d'études et de recherche françaises ou étrangères. L'équipe est fréquemment amenée à participer, à la demande du cabinet du Ministre de la santé ou de la Direction Générale de la Santé (DGS), à la gestion de situations urgentes ayant parfois des conséquences sanitaires collectives, notamment en fournissant de manière très réactive des points épidémiologiques sur les nombreux thèmes relevant de son champ de compétence.

Par ailleurs, la conception et l'évaluation des programmes de l'INPES sont accompagnées de nombreuses études qu'elles soient exploratoires, de prétest ou de posttest, ou de suivi spécifique lié à l'actualité comme le suivi de la cohorte de fumeurs et de non fumeurs ou le suivi du respect des lieux nouvellement non-fumeurs. L'INPES contribue aussi à des recherches et à des colloques scientifiques par voie de subvention, à hauteur de 1 400 000 € en 2010.

**Quatre ouvrages** présentant les résultats des enquêtes INPES ont été rendus publics en 2009/2010 :

- **Juin 2009.** Les résultats de l'enquête dépression, réalisée en collaboration avec l'InVS et la fondation MGEN pour la recherche en santé publique, ont été rendus publics. 6 500 personnes âgées de 15 à 75 ans avaient été interviewées par téléphone en 2006.
- **Septembre 2009.** Cohorte de fumeurs et de non-fumeurs : l'INPES et l'Institut National du Cancer (INCa) collaborent à un projet international d'évaluation des politiques publiques de lutte antitabac qui a pour but d'accompagner la mise en œuvre de la Convention cadre de lutte antitabac. Nous avons réalisé en septembre 2008 la deuxième vague d'interrogation des 1 700 fumeurs et 500 non-fumeurs recrutés avant la mise en œuvre du décret Bertrand d'interdiction de fumer dans les lieux de travail le 1<sup>er</sup> février 2007, puis dans les lieux de convivialité le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

- Octobre 2009. Les premiers résultats de l'enquête sur la perception des risques et des campagnes de prévention sont rendus publics (*Évolutions* n° 18). Un échantillon de 2 000 personnes a été interrogé en juin et juillet 2008 sur leur perception des risques pour la santé et leur appréciation de l'efficacité des campagnes de prévention.

- Janvier 2010. Parution de l'ouvrage *Baromètre santé nutrition 2008 (troisième vague après 1996 et 2002)* : Un échantillon représentatif de 4 191 personnes a été interrogé de février à avril 2008, de même qu'un suréchantillon de 523 jeunes de 12 à 18 ans favorisant les analyses sur ces tranches d'âge.

### **Huit terrains d'enquêtes ont été réalisés ou sont en cours en 2009 / 2010 :**

- **Baromètre santé 2010**

Les objectifs du Baromètre santé 2010 peuvent être décomposés en 4 grandes rubriques, eux-mêmes déclinés en sous-objectifs :

#### Baromètre

Suivre l'évolution dans le temps de certains indicateurs fondamentaux sur les comportements et les attitudes en matière de santé sur l'ensemble de la population

Suivre les évolutions de manière fine par tranche d'âge, sexe, sous-populations... grâce à la taille importante d'échantillon

#### Étude et recherche

Nourrir les différents programmes de l'INPES d'information sur les comportements, l'opinion et les attitudes en matière de santé ainsi que sur les déterminants (facteurs associés) de ces opinions, attitudes et comportements

Étudier, grâce à la taille importante d'échantillon, les spécificités de sous-populations (jeunes, personnes âgées, étudiants, chômeurs...) et les comportements rares

Étudier les liens entre les représentations et les comportements en matière de santé

Ce qui distingue les Baromètres des autres enquêtes santé, c'est qu'elles sont des enquêtes sur les pratiques de prévention et les modes de vie en ce qu'ils ont un lien avec la santé. On ne cherche pas à mesurer précisément l'état de santé. Une part importante du questionnaire concerne des sujets sensibles comme les addictions, la santé mentale, les comportements sexuels...

#### Cohérence au sein du système statistique public

Être complémentaire avec les autres grandes enquêtes de santé (éviter la redondance, rechercher la cohérence), dans un souci collaboratif

Participer, grâce à la taille importante d'échantillon, à la production de données régionales, en lien avec les ORS

#### Participation à l'évaluation

Dans la dimension étude / observation il y a aussi l'idée de servir de point d'appui à l'évaluation des politiques publiques

Participer à l'évaluation des politiques publiques : indicateurs de suivi de la loi de Santé Publique, évaluation des plans gouvernementaux (ex : plans addictions)

#### Rappel de la chronologie des enquêtes « Baromètre santé »

Cette série d'enquêtes est composée de 12 enquêtes en population générale adulte, 1 enquête en population générale jeune, 5 enquêtes auprès des médecins généralistes et de plus en plus d'enquêtes régionales montées en parallèle :

1992 Population générale	2 099
1993 Population générale	1 950
1994 Médecins généralistes	1 013
1995 Population générale	1 993
1996 Population générale	1 984 (nutrition)
1997 12-19 ans	4 115
1998 Médecins généralistes	2 073 (+ 1 001 pharmaciens)
2000 Population générale	13 685 (+ 5 échantillons régionaux)
2002 Population générale	3 153 (nutrition)
2003 Médecins généralistes	2 073 (+ 1001 pharmaciens)
2005 Population générale	30 514 (+ 7 échantillons régionaux)
2005 Population générale	4 046 (cancer)
2005 Population générale	6 498 (dépression)
2006 Population générale+ MG	4 112 + 2 027 MG
2007 Population générale	6 007 (santé environnement) (+ 7 échantillons régionaux)

2008	Population générale	4 714 (nutrition) (+ 8 échantillons régionaux)
2008	Médecins généralistes	2 073 (+ 185 répondants « online »)

Principaux thèmes abordés :

- Perception de santé
- Qualité de vie
- Vaccination
- Troubles des conduites alimentaires
- Tabac
- Alcool
- Suicide
- Santé mentale
- Violence
- Sexualité, contraception et IST
- Drogues illicites
- Consommation de soins et de médicaments
- Dépistage des cancers
- Jeu pathologique
- Accidents
- Maladies chroniques et infectieuses
- Douleur
- Virus respiratoires
- Maladie d'Alzheimer
- Internet et santé
- Inégalités sociales de santé

L'échantillon du Baromètre santé 2010 comprendra une part d'appels sur téléphones filaires (83% répartis en listes rouge, orange et blanche), une part sur des « exclusifs mobiles » (17%) comprenant les « exclusifs mobiles » (13%) une part sur numéros de téléphone « dégroupés » (3 à 4%) selon une méthodologie similaire à celle du Baromètre santé nutrition 2008.

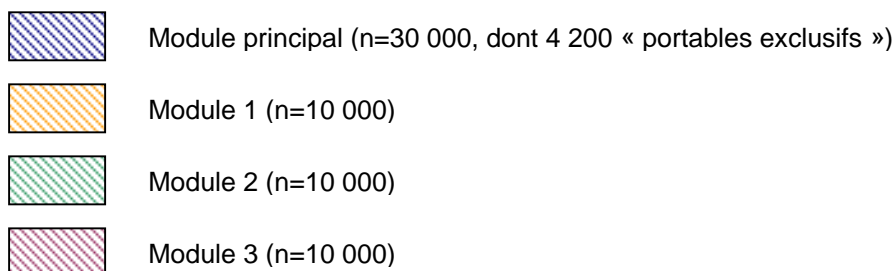
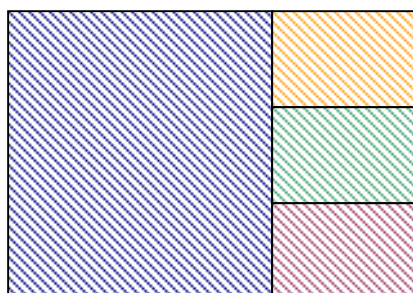
Pour les lignes fixes, la méthode consistera à passer par la société *Survey Sampling International* (SSI) qui réalise des tirages aléatoires de numéros de téléphone (tirage parmi les 10 000 numéros de téléphones de chaque racine de 6 chiffres issue des zones déjà attribuées par l'ARCEP). Cette méthode remplacerait la méthode habituelle d'incrémentation à partir de l'annuaire France Télécom pour laquelle se pose la question de la représentativité des opérateurs téléphoniques.

L'indicatif des numéros de téléphones mobiles devrait évoluer à partir du premier semestre 2010. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) propose en effet d'ouvrir de manière progressive, la tranche des numéros commençant par 07 aux services mobiles. Si cette mise en place intervenait rapidement, il sera nécessaire de prendre en compte ces nouveaux indicatifs.

Afin de sélectionner l'individu au sein de son foyer, c'est la méthode Kish qui a été retenue, car plus rigoureuse que la méthode anniversaire et bien appréciée des enquêteurs.

**Structuration de l'échantillon du Baromètre santé 2010**

Lors du Baromètre santé 2005, l'échantillon avait été décomposé en deux grandes parties : un questionnaire court – 20 minutes – posé à tout l'échantillon et un questionnaire long – 45 minutes – posé aux individus possesseurs d'une ligne téléphonique fixe mais pas aux individus joignables uniquement par portable. Concernant la première des enquêtes envisagées dans le dispositif (le Baromètre santé 2010 auprès de 30 000 individus), contrairement à ce qui avait été fait en 2005, il a été décidé de poser un module principal composé de variables utiles à l'ensemble des thèmes (variables sociodémographiques + variables transversales, pour une durée de 20 à 25 minutes) aux 30 000 et de tirer aléatoirement 3 sous-échantillons de 10 000 pour leur poser à chacun un module contenant plusieurs thématiques (pour une durée de 10 à 15 minutes). Certaines questions ne sont posées qu'à 5 000 personnes, par exemple, la plupart des questions d'opinions ou des questions sous-exploitées en 2005 et qui ont pour principal intérêt le suivi barométrique, ainsi que toutes les questions qui n'ont pas vocation à être transversales et ne nécessitent pas une grande taille d'échantillon.



L'inconvénient est, bien sûr, que les variables présentes dans un des trois modules ne pourront être croisées qu'avec celles de leur module et celles du module principal, mais pas avec celles présentes dans les deux autres modules.

- Réalisation en avril-juin 2010, d'un **Baromètre cancer**, en partenariat avec l'Inca. Un échantillon aléatoire de 4 000 personnes de 15 à 85 ans est interrogé par téléphone, sur une méthodologie similaire à celle du baromètre santé 2010. Son objectif est de sonder les opinions et les perceptions du public face aux cancers, de mesurer les attitudes à l'égard de différents facteurs de risque et, par son caractère récurrent, d'en suivre les évolutions. Cette seconde édition contribuera aussi à l'évaluation du nouveau plan cancer en constituant un point de situation entre les 2 plans. Le plan cancer comporte une action où le baromètre cancer est évoqué : « *Réaliser des enquêtes régulières sur les connaissances, les attitudes, le comportement et la perception des cancers et des facteurs de risques, notamment un baromètre cancers* ».

- **Baromètre santé médecins 2008-2009** : Deux mille médecins ont été interviewés par téléphone au cours du dernier trimestre. Le protocole a évolué pour tenir compte de la difficulté croissante à interroger des médecins surchargés de travail. Une indemnisation a été mise en place ainsi que la possibilité pour les médecins qui le souhaitent de réaliser l'interview par Internet, à un horaire qui leur convenait, en dehors des plages horaires de consultations et de visites.

- **Enquête auprès des médecins du travail 2009** : 750 médecins ont été interviewés par téléphone en mai-juin 2009. L'implication des médecins du travail dans le champ de la santé publique est encore peu documentée. Cette enquête poursuit les objectifs suivants :

- Identifier l'importance, pour les médecins du travail, des différentes thématiques de santé au travail et de santé publique
- Évaluer les opinions et les sollicitations reçues par les médecins du travail de la part de DRH sur des problèmes liés aux conduites addictives
- Identifier les pratiques des médecins du travail en matière de démarche de prévention collective en entreprise
- Relations générales avec les médecins généralistes : perceptions du rôle des médecins généralistes dans la prise en charge des problèmes de santé au travail, contacts pris par les médecins généralistes avec les médecins du travail, perception des différents rôles.

Par ailleurs, dans le cadre de l'évaluation du Plan cancer, un nouveau **Baromètre cancer** a été préparé en étroite collaboration avec l'Inca, afin de mesurer les opinions, attitudes et perceptions du public à l'égard des différents facteurs de risque des pathologies cancéreuses et de suivre les évolutions de ces indicateurs par rapport à 2005. Le terrain se déroule d'avril à juin 2010.

- **L'enquête KABP sida** (connaissances, attitudes, croyances et comportements face au VIH sida, aux hépatites virales et aux IST dans la population générale adulte en France métropolitaine) a été préparée en 2009, en partenariat avec l'ORS IDF, porteur historique de ce projet, et l'InVS. En 2009, ont eu lieu la finalisation du questionnaire, sélection de l'institut de sondage, réalisation de l'enquête pilote, analyse de l'enquête pilote, choix finaux sur la méthodologie. Il s'agit d'une enquête nationale auprès d'un échantillon aléatoire représentatif de femmes et d'hommes, âgés de 18 ans et plus vivant en France métropolitaine. Les personnes sont tirées au sort au moyen de numéros de téléphone générés au hasard et invitées à répondre à un questionnaire téléphonique. Les enquêtes sont répétées depuis 1992, environ tous les trois ans. La dernière a été réalisée en 2004. Elles fournissent aux pouvoirs publics des informations leur permettant d'orienter les politiques de santé. Plus particulièrement, cette recherche permettra d'étudier :

- Les connaissances sur certaines maladies
- Les attitudes face aux personnes malades
- Les opinions sur certains thèmes de débat autour de la santé
- Les comportements de prévention

- **Enquête santé et addictions en CHRS (OFDT et INPES)**. Dans la continuité des enquêtes initiées par l'INED et l'INSEE sur les sans domicile, l'enquête sur les personnes hébergées en centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) explore leurs éventuelles spécificités en termes de pratiques addictives et de comportements de santé. En effet, une telle population échappe en grande partie aux dispositifs d'enquêtes quantitatives classiques. De plus, les premières études françaises sur l'alcoolisation des sans domicile ont montré combien une telle pratique peut prendre des formes multiples au sein des populations souffrant de précarité, certaines situations telles que le salariat étant de nature à éloigner de l'usage. Il s'agit ainsi de décrire les comportements de santé des hébergés en regard de ceux de la population générale. L'enquête s'est déroulée au printemps 2009.

- Réalisation d'une **étude quantitative entre avril et juin 2009 afin d'explorer les connaissances, les représentations et les comportements par rapport aux risques liés à la téléphonie mobile**. Dans la phase quantitative, un échantillon de 1 505 personnes de 15 à 75 ans a été interrogé par téléphone (méthode des quotas).

- Réalisation en avril 2009 des résultats d'une **étude sur les connaissances, perceptions et comportements des populations de Martinique et de Guadeloupe sur la chlordécone** (Plan national chlordécone). Deux échantillons indépendants de 1 000 personnes chacun, représentatif de la population âgée de 18 à 75 ans en Martinique et en Guadeloupe ont été interrogés (méthode des quotas).

## 2. Travaux nouveaux pour 2011

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### Baromètre santé DOM 2011

Dans la mesure où le Baromètre santé se limite depuis son origine à la France métropolitaine, et face à la demande légitime et pressante des acteurs locaux de ces départements de disposer d'indicateurs de surveillance épidémiologique fiables, un projet d'extension de cette enquête aux DOM a été lancé en 2009. Une étude méthodologique est prévue au second semestre 2010 afin notamment de déterminer le mode de collecte le plus approprié. Le terrain de l'enquête est prévu au second semestre 2011.

#### Baromètre santé auprès des sourds et malentendants 2011

Afin de prendre en compte une des limites du Baromètre santé : l'impossibilité pour les populations sourdes et malentendantes de participer, un projet d'extension de cette enquête a été lancé en 2009. Une étude méthodologique est prévue au second semestre 2010 afin notamment de déterminer le mode de collecte le plus approprié. Le terrain de l'enquête est prévu au premier semestre 2011.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

Sans objet

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

Sans objet

### **3. Opérations répétitives**



Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Exploitation de fichiers administratifs		
Autres travaux répétitifs		

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

#### 5. Aspects particuliers du programme 2011

##### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le Baromètre santé 2010 est un système d'observation nationale qui peut efficacement se décliner au niveau régional, à la fois en termes d'harmonisation des indicateurs (ils sont de fait strictement identiques d'une région à l'autre) et de rationalisation de la dépense publique (au lieu de monter des enquêtes régionales *ad hoc*, la déclinaison régionale d'un outil national, tel que décrite ci-dessous, permet une réelle économie d'échelle). Le Baromètre santé 2010 pourrait en effet devenir l'un des éléments du système d'information dont auront besoin les ARS pour leur pilotage régional et également la tutelle en termes de pilotage national.

Le Baromètre santé 2010 porte sur un échantillon de 30 000 individus. Contrairement à ce qui a été fait lors des exercices précédents, les suréchantillons régionaux ont pu être construits en complément des individus de l'enquête nationale, les deux échantillons étant agrégés (individus de la région issus de l'enquête nationale + individus issus d'un échantillon régional spécifique à la charge de l'ORS) en une base régionale. Cela offre la perspective d'échantillons régionaux beaucoup plus importants en taille que s'ils étaient constitués sur la seule base de financements régionaux. Au-delà de la diminution du coût global de leur enquête, un des gros avantages pour les ORS est de pouvoir avoir dans leurs échantillons les individus ou foyers avec « portables exclusifs » ce qui n'est pas possible dans le cadre d'une enquête régionale seule. Des extensions sont prévues dans plusieurs régions, parfois sur la population « jeune adulte ». Elles sont à la charge des ORS et sont dépendantes de financements locaux.

En 2011, il est également prévu que le Baromètre santé soit décliné dans les DOM. Une étude méthodologique de faisabilité d'une extension du Baromètre santé dans les DOM-COM (notamment autour des problèmes de langue et de couverture téléphonique) est en cours, en lien étroit avec les équipes ayant déjà réalisé des enquêtes en population générale sur ces territoires, c'est-à-dire les instituts statistiques de ces territoires, les ORS des DOM et l'ORS IDF (qui a piloté un KABP sida dans les DFA il y a quelques années) pour bénéficier de leur expérience. Les extensions de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (ENVEFF) à Mayotte, à la Réunion et en Polynésie française seront également mobilisées pour la compréhension des spécificités rencontrées sur ces terrains et des possibilités de s'y adapter.

#### 6. Diffusion des travaux

L'INPES édite des ouvrages de présentation des résultats des enquêtes, ainsi que des « 4 pages » (collection « *Evolutions* ») les synthétisant. Une revue de vulgarisation à destination de l'ensemble des acteurs de santé et du grand public, « *La santé de l'Homme* » publie aussi de nombreux articles à partir de ces enquêtes, qui servent aussi de point d'appui à de nombreuses brochures de prévention ou d'information. Depuis 2007, le rythme des publications produites au sein du département OACS s'est considérablement accéléré, qu'il s'agisse des ouvrages produits par l'Inpes ou des travaux publiés dans des revues scientifiques (Voir liste des publications diffusées en 2009-2010 jointe en annexe).

## Annexe : liste des publications diffusées en 2009-2010

### Articles publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture

---

- Andersson B, Miller P, Beck F., Lejckova P, The Prevalences of and Perceived Risks from drug use among Teenagers in 33 European Countries, *The Journal of Substance Use*, Volume 14, Issue 3 & 4 June 2009, 189-196.
- Beck F., 2009, Une histoire des mesures des usages de drogues, *Le Courrier des Statistiques*, n°127, pp.29-37.
- Beck F., Legleye S., 2009, Sociologie et Épidémiologie des consommations de substances psychoactives de l'adolescent, *L'encéphale*, 35, S6, S190-S201.
- Beck F., Legleye S., Mailllochon F., de Peretti G., 2010, Femmes influentes sous influence ? Genre, milieu social et usages de substances psychoactives *Médecine/science*, 26(1), 95-97.
- Beck F., Guignard R., Legleye S., Is computer survey technology improving reports on alcohol, tobacco and other drug use in the general population ? A comparison between two data collection modes in France, Manuscript under review.
- Beck F., Guilbert P., Gautier A., Peretti-Watel P., 2009, Représentations et attitudes du public sur le cancer, *Médecine/science*, 25(5):529-533.
- Beck F, Guillemont J., 2009, L'alcoolisation précoce : ce que la famille nous apprend, *Après-Demain*, n° 10, 34-37.
- Beck F, Guillemont J., Legleye S., 2009, L'alcoolisation des jeunes : l'apport de l'approche épidémiologique, *ADSP*, 67, 9-15.
- Beck F., Legleye S., Mailllochon F., de Peretti G., 2009, Femmes actives sous influence ? Genre, milieu social et usages de substances psychoactives *Médecine/science*, to be published.
- Beck F, Legleye S., 2009, Sociologie et Épidémiologie des consommations de substances psychoactives de l'adolescent, *L'encéphale*, to be published.
- Beck F., Legleye S., Mailllochon F., de Peretti G., 2009, La question du genre dans l'analyse des pratiques addictives à travers le Baromètre santé, France 2005, *BEH*, n°10-11, 90-93.
- Beck F, Léon C, Pin-Le Corre S, Léger D, Troubles du sommeil : caractéristiques sociodémographiques et comorbidités anxiodépressives. Étude (Baromètre Santé INPES) chez 14734 adultes en France, *La Revue neurologique* 2009 Mar 7. [Epub ahead of print].
- Beck F., Legleye S, Lejckova P, Miller P, 2009, A quantitative exploration of attitudes out of line with the prevailing norms towards alcohol, tobacco and cannabis use among European students, *Substance Use and Misuse*, to be published.
- Beck F., Léon C., Léger D., 2009, Les troubles du sommeil en population générale : Évolution 1995-2005 des prévalences et facteurs sociodémographiques associés, *Médecine/science*, 25(2) : 201-206.
- Brugiroux M.-F., Cerf N., Beck F., 2009, L'alcoolisme en Polynésie française, *BEH*, numéro spécial "Polynésie française", n°48-50, 520-522.
- Cerf N., Mou Y., Beck F., 2009, Alimentation et corpulence en Polynésie française, *BEH*, numéro spécial "Polynésie française", to be published.
- Chomynova P, Miller P, Beck F., 2009, Perceived Risks of Alcohol and Illicit Drugs: Relation to Prevalence of Use on Individual and Country Level, *The Journal of Substance Use*, Volume 14, Issue 3 & 4 June 2009, 250-264.
- Eisinger F., Beck F., Viguier J., Blay, J., Coscas Y., Roussel C., Morere J., Pivot X., Mammographic screening - Evidence for a generational effect, *BMC Cancer*. (accepted).
- Elekes Z., Miller P, Chomynova P., Beck F., Changes in perceived risk of different substance use by ranking order of drug attitudes in different ESPAD-countries, *The Journal of Substance Use*, Volume 14, Issue 3 & 4 June 2009, 197-210.
- Escalon H., Beck F. Connaissances et comportements de la population française en matière d'alimentation et d'activité physique. *Evolutions*, mars 2010, n°20 : p. 1-6.

- Fournier C., Gautier A., Attali C., Chabert A., Mosnier-Pudar H., Aujoulat I., Fagot-Campagna A. Besoins d'information et d'éducation des personnes diabétiques, pratiques éducatives des médecins, étude Entred, France, 2007. BEH, novembre 2009.
- Gautier A. Jestin C., Jauffret-Roustide M. Perception et connaissances des hépatites virales : résultats de l'enquête Nicolle, France, 2006. BEH (20-21), mai 2009.
- Karila L., Beck F., Legleye S., Reynaud M., 2009, Cocaïne : de l'expérimentation à la dépendance. *La Revue du Praticien*, vol 59, p 821-825.
- Le Nézet O, Spilka S, Laffiteau C, Legleye S, Beck F, 2009, Usages de substances psychoactives après 60 ans, *Tendances*, n°67, 1-4.
- Legleye S., Beck F., Peretti-Watel P., Chau N., Firdion J.-M. Suicidal ideation among young French adults: association with occupation, family, sexual activity, personal background and drug use, *Journal of Affective Disorders*, 2009 Nov 4. [Epub ahead of print].
- Legleye S, Beck F, Spilka S, Le Nézet O, Les caractéristiques sociales des consommations de drogues des garçons et des filles à l'adolescence, *BEH*, n°10-11, 94-96.
- Legleye S, Spilka S, Le Nézet O, Beck F, Les usages de drogues des adolescents et des jeunes adultes entre 2000 et 2005, *BEH*, n°13, 89-92.
- Legleye S., Obradovic I., Spilka S., Le Nézet O., Janssen E., Beck F., Influences of cannabis use trajectories, grade repetition and family background on the school dropout rate at the age of 17 years in France, *European Journal of Public Health*, 2009 Oct 5. [Epub ahead of print].
- Lydié N. Les femmes africaines face au VIH/sida : perception et gestion du risque. *Médecine/Science* 2008, vol. 24, Hors série n°2.
- Ménard C., Durand E., Demortière G., Bled J.-J., Beck F., Addictions et santé au travail : repérage et pratiques des médecins du travail, *Alcoologie et Addictologie*, 32 (1), 4-6.
- Miller P, Lejckova P, Beck F., 2009, Predicting Teenage Beliefs Concerning the Harm alcohol and Cannabis Use may do in Eight European Countries, *The Journal of Substance Use*, 1475-9942.
- Mou Y., Cerf N., Beck F., 2009, Alimentation et corpulence en Polynésie française, *BEH*, numéro spécial "Polynésie française", n°48-50, 515-520.
- Paicheler G., Sitbon A., "Les femmes dans les campagnes publiques de prévention du VIH (1987-1999), Une cible en trompe-l'œil ?", ANRS, (2009)
- Peretti-Watel P, Constance J, Seror V, Beck F, Cigarettes and social inequalities in France: is tobacco use increasingly concentrated among the Poor? *Addiction*, 2009, 2009 Aug 4. [Epub ahead of print]
- Peretti-Watel P., Constance J., Seror V., Beck F., 2009, Working conditions, job dissatisfaction and smoking behaviours among French clerks and manual workers. *Journal of Occupational and Environmental Medicine* 51(3):343-50.
- Peretti-Watel P., Seror V., du Roscoät E., Beck F., 2009, La prévention en question : attitudes à l'égard de la santé, perceptions des messages préventifs et impact des campagnes, *Evolutions*, 1-6.
- Roussel I., Gailhard-Rocher I., Lelièvre F., Lefranc A., Tallec A., Ménard C., Beck F., 2010, Diversité des perceptions de la pollution de l'air extérieur Disparités sociales et territoriales. Comment construire une politique égalitaire? *Air pur*, to be published

## Ouvrages

---

- Beck, F., Firdion, J.-M., Legleye, S. et Schiltz, M.-A., Les minorités sexuelles face au risque suicidaire : acquis des sciences sociales et perspectives, Saint-denis, INPES, 2010.
- Escalon H., Bossard C., Beck F. (dir.), *Baromètre santé nutrition 2008*. Saint-Denis, coll. Baromètre santé, 2009 : 424 p.
- Chan Chee C., Beck F., Sapinho D., Guilbert P (dir.), La dépression en France, Saint-Denis : INPES, coll. Études santé, 2009, 208 p.
- Spilka S., Le Nézet O., Beck F., Legleye S., *Les substances psychoactives chez les collégiens et lycéens monégasques*, Saint-Denis : OFDT, 2009, 24 p.

## Chapitres d'ouvrage

---

- Beck F., Legleye S, 2009, Epidémiologie de l'addiction à la cocaïne, in Karila L, Reynaud M. Addiction à la cocaïne Flammarion *Médecine/science*.
- Beck F., Legleye S, Guignard R., 2010, Les usages des enfants et adolescents : état des lieux épidémiologique, in Krebs M.-O. Comportements addictifs de l'enfant et de l'adolescent. Collection Neuropsychologie, Solal, en cours.
- Beck F., Obradovic I., Jauffret-Roustide M., Legleye S., 2010, L'apport de la sociologie à la compréhension des addictions à l'adolescence, in Krebs M.-O. Comportements addictifs de l'enfant et de l'adolescent. Collection Neuropsychologie, Solal, en cours.
- Lydié N., Guilbert P., Sliman G. Exemple de méthodologie pour une enquête auprès des populations d'Afrique subsaharienne. In : Guilbert P., Haziza D., Ruiz-Gazen A., Tillé Y. Méthodes de sondages. Dunod, coll. Cours et cas pratiques, Paris, 2008.
- Sitbon A., Rapport de l'Observatoire National sur la Formation, la Recherche et l'Innovation sur le Handicap 2008 (co-rapporteur du groupe prévention (3è chapitre), mars 2009
- Sitbon A., "La relation aux malades en fin de vie, mise en perspective des regards des familles et des professionnels » in : M. Castra, G. Cresson, M. Loriol, M. Mebtoul (dir), "Familles et santé : regards des sciences sociales", Actes du colloque international AISLF- Clerse - Gras, Oran Algérie, (à paraître).
- Sitbon A., « Construction et devenir d'une controverse autour de la notion de risque dans la communication publique sur le sida », in : D. Carricaburu , M. Castra, P. Cohen Risques et pratiques médicales, Presses de l'ENSP, (sous presse 2009).

## Vulgarisation et autres publications

---

- Sitbon A., Tessier S., "Pratiques favorables à la santé et grand âge", *La santé de l'homme* n°401, "Promouvoir la santé des personnes âgées", 2009.
- Brugiroux M.-F., Cerf N., Beck F., 2009, Pratiques d'alcoolisation en Polynésie française, *La santé de l'homme*, INPES, n°403, p. 6-8.
- Poujol I., Gautier A., Jestin C., Jauffret-Roustide M., Coignard B. Perception du risque nosocomial, Enquête Nicolle, France, 2006. Bulletin d'information du CCLIN Sud-Est (41), juin 2009.
- Escalon H., Beck F. Connaissances et comportements en matière d'alimentation et d'activité physique. *La Santé de l'homme*, mars-avril 2010, n°406.
- Gautier A. Jestin C., Jauffret-Roustide M. Enquête sur les connaissances et comportements face au risque infectieux. *La santé de l'Homme*, 399, janvier 2009.
- Beck F, 2009, Usage régulier d'alcool en baisse ; tabagisme et usage régulier de cannabis en hausse : les dernières tendances à 16 ans, *La santé de l'homme*, INPES, n°399, p. 43.
- Lydié N. Les nouvelles données sur la circoncision. *Transcriptase* n°138. Numéro spécial automne 2008, p7-9.
- Guignard R, Wilquin J-L, 2009, Evaluation des politiques de lutte contre le tabagisme en France : résultats de la première vague de l'enquête ITC France, *La Santé de l'homme*, n°398, 1- p. 34-36.

## Communications avec actes dans un congrès international ou national

---

- Gautier A., Beck F, Blineau V., Evrard I., Mousques J., *Recours à une enquête web pour augmenter la participation à une enquête téléphonique : exemple du Baromètre santé médecins généralistes 2009*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Beck F, Guignard R., Cavalin C., Maillochon F., Legleye S., AUDIO-CASI vs CATI : *L'influence du mode de collecte sur la mesure des pratiques addictives en population générale*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.

- Beck F, Gautier A., Guignard R., Escalon H., Richard J.-B., *Une méthode de prise en compte du dégroupage total dans le plan de sondage des enquêtes téléphoniques auprès des ménages*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Legleye S, Spilka S, Laporte A., Beck F, *Les usages de produits psychoactifs parmi les populations sans domicile en France métropolitaine*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Spilka S, Beck F, Legleye S, Le Nézet O, *Les usages de drogues des adolescents à Paris : une étude infracommunale*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Beltzer, N., Bigot R., Beck F., Toulemon L., David C., Grémy I., Warszawski J., *Vers une nouvelle méthodologie des enquêtes en santé réalisées à partir d'abonnés au téléphone*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Vuillemin A., Escalon H, Beck F. Contribution of the physical activity domains in reaching health-enhancing physical activity level in the French adult's population, presentation at the annual International Society for Behavioral Nutrition and Physical Activity (ISBNPA) 2009 conference.
- Beck F., « Comprendre les représentations de la société sur les cancers et leurs facteurs de risque », Journées de la prévention de la Ligue contre le cancer, Paris, le 24 septembre 2009.
- Beck F., Problem cannabis use — what is it and how to assess it? Proceedings of the EMCDDA Conference: Identifying Europe's information needs for effective drug policy, Lisbon, 6-8 May 2009, 45-46.
- Beck F., Sociologie et Épidémiologie des consommations de l'adolescent, Actes de la seconde JEPEJAD : Les états mentaux à risque des 15/25 ans et leur environnement, Paris le 24 mars 2009.
- Beck F., Les drogues et la culture techno : un phénomène transnational ? Discussion de la présentation de Geoffrey Hunt, Séminaire drogues et culture, Chaire Santé de Sciences Po, Paris, 11-13 décembre 2009.

### **Communications orales sans acte**

---

- Sitbon A, *Le rapport à la santé et à l'information des personnes touchées par des déficiences sensorielles*, congrès de la Société Française de Santé Publique, "La Nouvelle Gouvernance en Santé", Nantes, 2009.
- Sitbon A, Bourdessol H, Pin S, "*Socio-economic status and health behavior of accident and fall victims : results from a sample study in France*", 19<sup>e</sup> congrès mondial de l'Association Internationale de Gériatrie et de Gétontologie, Paris, 2009.
- N'Guyen-Thanh V., Richard J.B., Les champs électro-magnétiques : pratiques et représentations, Paris, octobre 2009.
- Fournier C., Becchio M., Hervouet A., Charpentier G., Lecomte P., Attali C., Fagot-Campagna A., Besnier M., Chabert A., Sandrin-Berthon B., Gautier A. Les sources d'information et d'éducation des personnes diabétiques de type 2 et leurs attentes : apports de l'étude Entred 2007. Communication, Congrès de la SFSP, Nantes, octobre 2009.
- Fournier C., Mosnier-Pudar H., Attali C., Becchio M., Chabert A., Fagot-Campagna A., Gautier A. Éducation du patient diabétique en France : rôle, pratiques et attentes des médecins ayant participé à l'étude Entred 2007. Communication, 3<sup>ème</sup> Congrès de la SETE, Toulouse, septembre 2009.
- Ménard C, Léon C., Beck F, Substances psychoactives et milieu de travail, 2 juillet 2009, congrès de l'Université d'Angers 2009.
- Fournier C., Gautier A. Démarche éducative : source d'information et besoins des personnes de type 2, pratiques et attentes des médecins. Communication, Congrès de l'Alfediam, Strasbourg, mars 2009.
- Beck F., discutant de la session dédiée aux enquêtes sur les populations difficiles à joindre et les sujets sensibles, XXVI<sup>ème</sup> congrès international de la population à Marrakech, 28 septembre 2009.
- Ménard C, Léon C., Beck F, Santé-environnement : une responsabilité à partager collectivement. Données issues du Baromètre santé environnement, 2 octobre, congrès SFSP 2009.

- Beck F., « Comprendre les représentations de la société sur les cancers et leurs facteurs de risque », Journées de la prévention de la Ligue contre le cancer, Paris, le 24 septembre 2009.
- Beck F., Les troubles du sommeil et leurs corrélations dans la population française, Colloque « Les pathologies du sommeil » de la Société médicale des hôpitaux de Paris, Paris le vendredi 15 mai 2009.
- Léger D., Beck F., présidence de la session « Le sommeil et ses troubles : aspects épidémiologiques et évolutifs » au Colloque « Les pathologies du sommeil » de la Société médicale des hôpitaux de Paris, Paris le vendredi 15 mai.
- Richard J.B., Les accidents domestiques des plus jeunes, Colloque d'accidentologie de Montréal, 8 avril 2009.
- Beck F., Problem cannabis use — what is it and how to assess it? Presentation at the EMCDDA Conference: Identifying Europe's information needs for effective drug policy, Lisbon, 6-8 May 2009.
- Beck F., La quantification des usages de drogues : une histoire des outils de mesure, Congrès de l'Association Française de Sociologie, Paris, 17 avril 2009.
- Beck F., Modérateur de la session « Addictions et santé mentale » aux Journées de la prévention de l'INPES, Paris, 3 avril 2009.
- Sansone GC, Fong GT, Hall PA, Guignard R, Beck F, Pötschke-Langer M, Mons U Omar M, Yong H-H, Time perspective as a predictor of smoking status: Findings from the ITC Scotland, France, Germany, China, and Malaysia Surveys, 2009 Joint Conference of SRNT-Europe in Dublin.
- Chan Chee C., Sapinho D., Guignard R., Beck F. Issues and limits in the measurement of major depressive episodes in the general population, XII International Congress of International Federation of Psychiatric Epidemiology (IFPE) April 16 – 19, 2009, Vienna, Austria.

Beck F., L'alcoolisation des jeunes : entre spécificités régionales et mondialisation des pratiques, Conférence "Les jeunes et l'alcool", Medec, Paris 12/03/2009.

## Institut de recherche et de documentation en économie de la santé - Irdes

### 1. Exposé de synthèse

Au cours de l'année 2011, l'IRDES poursuivra ses travaux selon les axes développés les années précédentes et en fonction de l'état d'avancement du programme 2010. Le programme statistique comprendra :

- la production, la gestion et la maintenance des sources statistiques ;
- la réalisation d'études et de recherches selon les pôles suivants :
  - Pôle 1 Organisation et financement des soins ambulatoires, régulation des professions de santé, pratiques professionnelles
    - Les travaux d'analyse et d'évaluation
    - Les travaux prospectifs dans le cadre des politiques publiques
  - Pôle 2 Organisation, financement, qualité et recours aux soins hospitaliers et alternatifs à l'hospitalisation
    - Organisation, financement, qualité des soins hospitaliers et alternatifs à l'hospitalisation
    - Soins psychiatriques
  - Pôle 3 État de santé, recours aux soins et déterminants
    - Les inégalités de santé et de recours aux soins
    - La mesure de l'état de santé et des inégalités de santé
    - Les relations entre la santé et caractéristiques individuelles et sociales (situation de travail, migration, capital social);
    - Consommation et prescription de médicaments
  - Pôle 4 Systèmes de santé, financement, assurance et régulation
    - Assurance maladie obligatoire et complémentaire : financement et dépenses
    - Assurance maladie et marché du travail
    - Impacts des réformes de l'assurance maladie, régulation du médicament
    - Études macro-économiques, comparaison des systèmes de santé
    - Observatoire franco-québécois de la santé

En outre, l'IRDES sera impliqué dans la réalisation et l'exploitation de deux enquêtes périodiques :

- L'enquête Santé Protection Sociale (ESPS) 2010. Réalisée par l'IRDES depuis 1988, elle renouvelle en 2010 sa méthodologie d'échantillonnage et élargit ses appariements avec des sources administratives. A partir de 2010 l'échantillonnage est réalisé dans l'Échantillon Permanent de bénéficiaires de l'Assurance Maladie (EPIB). En plus de l'appariement déjà existant des données ESPS avec les données de remboursement de l'assurance maladie, en partenariat avec l'IDS, les données d'ESPS seront appariées avec les remboursements des régimes complémentaires (projet MONACO). 2010 est une phase test pour vérifier la faisabilité du dispositif avec des organismes complémentaires volontaires, sans objectif de représentativité immédiate.
- L'enquête européenne biennale sur la santé, le vieillissement et la retraite SHARE (Survey on Health Ageing and Retirement in Europe) lancée en 2004, poursuivra sa quatrième vague en 2011. L'INSEE et l'IRDES sont depuis son lancement, associés sur ce projet. Cette année, l'INSEE effectuera l'enquête auprès de l'échantillon longitudinal tandis que l'IRDES sera maître d'œuvre de l'enquête auprès de l'échantillon de rafraîchissement.

Les travaux de l'IRDES s'appuieront, comme les années passées, sur plusieurs sources administratives :

- L'échantillon permanent d'assurés sociaux (EPAS) qui existe depuis 1988 sera interrompu en 2010. Le système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie, SNIIRAM pourra être utilisé, notamment dans l'évaluation des réformes, ainsi que l'EGB (échantillon

généraliste de bénéficiaires), échantillon qui en est issu et permet de mener des analyses sur données individuelles.

- Les données du Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information (PMSI) pourront être utilisées dans le cadre de travaux portant sur l'hôpital.
- La base couplant les données administratives et individuelles, issues des données de l'assurance maladie et de la CNAV, sur les Indemnités journalières et accidents du travail, les caractéristiques des salariés, de leur établissement et de leur consommation de soins sera actualisée.

## **2. Travaux nouveaux pour 2011**

Les travaux nouveaux devront faire l'objet d'une présentation la plus précise possible. Sont concernés :

### **2.1 Enquêtes de périodicité supérieure à un an**

#### **2.1.1 Appariement des données de l'enquête ESPS 2010 avec les données d'organismes de couverture complémentaire ; projet MONACO (Méthodes, Outils, Normes pour la mise en commun de données de l'Assurance Complémentaire et Obligatoire)**

##### **Contexte et dessein général :**

En 2010 et 2011 les données de l'enquête ESPS 2010 seront appariées avec les données d'organismes complémentaires volontaires. Ceci devra permettre de chainer dépense de soins, remboursement obligatoire (via l'appariement avec les données de l'assurance maladie) et remboursements complémentaires pour obtenir au final des restes à charge après complémentaire, c'est-à-dire la dépense de soins réelle supportée par les ménages.

La dépense remboursée par la complémentaire santé représentait en 2004 13% de la dépense courante de santé. La connaissance de cette dépense et, en creux, du coût réellement supporté par les ménages, c'est à dire du reste à charge après complémentaire, reste très incomplète. Les dépenses d'assurance complémentaire sont absentes des systèmes d'information publics existants en France. Or la complémentaire santé ne profite pas à tous : environ 8 % des français n'ont de complémentaire d'aucune sorte – qu'il s'agisse d'une complémentaire privée ou de la CMUC- et toutes les études montrent qu'elle est un puissant levier de l'accès aux soins, le deuxième après l'état de santé lui-même. Ainsi toutes les réflexions sur les dispositifs de remboursement ou d'accès aux soins se heurtent à une limite : on ne sait pas qui, au final, paie réellement quoi.

Le projet MONACO, en partenariat avec l'IDS, dans lequel interviennent les grands régimes de sécurité sociale, les représentants de l'état (DREES, DSS) des organismes de couverture complémentaire vise à réaliser un appariement de données de remboursement et de reste à charge d'organismes complémentaires avec d'une part les bases de données de l'Enquête Santé Protection Sociale de l'IRDES et d'autre part les bases de l'Assurance maladie (EGB/SNIIRAM).

Ce travail aboutirait à la mise en place d'un échantillon représentatif France entière, parmi lesquels les ressortissants de la CMUC (6 à 7 % de la population) les personnes sans CMUC ni assurance complémentaire (5 à 6 %) et les bénéficiaires d'assurance santé complémentaire (88 % environ). L'ensemble serait apparié aux données d'assurance maladie<sup>5</sup> et en plus aux données d'assurance complémentaire pour les derniers. Les trois sous échantillons seraient eux-mêmes représentatifs des sous populations.

Compte tenu de l'hétérogénéité du paysage (systèmes d'information dispersés des organismes de complémentaires, etc.) une phase de test mobilisant quelques organismes complémentaires est une première étape indispensable.

Cette phase de tests réalisée en 2010 et 2011 permettra de préciser le périmètre envisageable pour le projet à plus long terme : quel degré de finesse des données les organismes complémentaires peuvent-ils remonter, quelle est leur capacité à distinguer leurs ouvrants droits des ayants droit, etc.

#### **2.1.2 Enquête SHARE 2010 (en fonction des possibilités de financement)**

---

<sup>5</sup> Rappelons que cet appariement est réalisé depuis 1988.



SHARE 2010-11 constitue la quatrième vague de l'enquête SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe). SHARE est une enquête européenne biennale menée auprès d'Européens de 50 ans et plus dont le but est de constituer une base d'information sur la santé, la retraite et le vieillissement. Démarrée avec 11 pays pour la première vague d'enquête en 2004, SHARE devrait compter 20 pays pour cette quatrième vague. L'objectif est de permettre une meilleure analyse des problèmes économiques et sociaux liés au vieillissement ainsi que des comparaisons internationales à partir des données collectées. Les thèmes abordés dans le cadre de cette enquête intéressent plus particulièrement les disciplines suivantes : la santé, la psychologie, l'économie et la sociologie. La dimension longitudinale permet, en outre, de mieux comprendre le caractère évolutif du processus de vieillissement.

Lors de cette nouvelle vague, l'échantillon initial couvrant 7 régions sera rafraîchi avec l'inclusion de nouveaux ménages. Cette vague sera également l'occasion d'élargir le champ de la collecte à 14 nouvelles régions de métropole. Cette collecte aura lieu en France au cours du premier semestre 2011 (de novembre 2010 à juin 2011 en Europe).

### **2.1.3. Base de données Observatoire de la médecine générale – Assurance maladie**

Une nouvelle base appariant les informations recueillies par les médecins du panel de la Société Française de Médecine Générale (SFMG), l'Observatoire de la Médecine Générale (OMG), auprès de leurs patients à l'ensemble des données de prestations versées par l'Assurance maladie, destinée aux travaux de recherches de l'équipe PROSPERE, équipe pluridisciplinaire de recherche sur les services de santé, en particulier les soins de premiers recours (<http://www.irdes.fr/EspaceRecherche/Partenariats/Prospere/index.htm>) et principalement : l'analyse des parcours de soins et les dépenses des patients selon les diagnostics et morbidités associées, la constitution d'échantillon témoin pour comparer les différentes formes d'organisation à caractéristiques cliniques équivalentes. Le projet a obtenu un accord de la CNIL en date du 16 février 2010 (n°1402953) pour une durée de 2 ans.

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011**

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011**

## **3. Opérations répétitives**

### **3.1. Base de données sur les arrêts de travail**

L'IRDES a été chargé par la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques du Ministère de la santé et de la protection sociale) de la réalisation d'une étude portant sur l'analyse des mécanismes d'arrêts de travail des salariés du privé, en lien avec la nature et les spécificités des établissements. Dans le cadre de cette mission, l'IRDES a construit une base de données *ad hoc* qui permette de recouper au niveau individuel des informations sur les caractéristiques des salariés, de leur établissement et de leur consommation de soins (accord CNIL n°2006-238 du 9 novembre 2006).

Les mécanismes individuels et contextuels des arrêts de travail et le versement des indemnités journalières conséquentes seront principalement analysés à travers deux grands axes de recherche (autour desquels pourront se greffer de multiples questions incidentes) : (1) les déterminants micro- et macroéconomique des arrêts de travail courts et longs ; (2) outre l'étude des liens entre prises d'arrêt de travail et caractéristiques individuelles des salariés; la question particulière des indemnités journalières chez les salariés âgés de 50 ans et plus, et notamment le lien avec le parcours professionnel du salarié et les éventuels effets de substitution entre différentes modalités de cessation d'activité.

A partir de 2008, cette opération est devenue un panel annuel.

### **3.2. Logiciel Eco-santé**

L'IRDES produit et diffuse cinq bases de données sur [www.ecosante.fr](http://www.ecosante.fr) :

- Eco-Santé France depuis 1986
- Eco-Santé Régions & Départements depuis 1992
- Eco-Santé OCDE depuis 1991
- Eco-Santé Québec depuis 2002
- Eco-Santé Assurance Maladie depuis 2009

Avec les bases de données Eco-Santé, l'IRDES met à disposition gratuitement (sauf OCDE) plus de 60 000 séries de données (soit plus de 6 millions de chiffres), permettant l'analyse des systèmes de santé.

Ces données portent sur de grands thèmes tels que :

- \* l'état de santé de la population,
- \* les dépenses de santé,
- \* les professions de santé,
- \* l'hôpital,
- \* la protection sociale,
- \* l'aide sociale

et des indicateurs plus globaux tels que

- \* la démographie
- \* l'économie.

Les données proviennent des principaux organismes officiels du domaine sanitaire et social, dont l'ensemble des sources statistiques officielles dans le domaine de la santé : CNAMTS, IRDES, Direction Générale de la Santé, HCSP, INED, INSEE, INSERM, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère des Transports, MSA, OCDE, Ordre des Pharmaciens, Sécurité Routière, DREES, SNIP ;

Depuis janvier 2007 la mise en ligne gratuite des bases France et Régions & Départements sur [www.ecosante.fr](http://www.ecosante.fr) en accord avec nos partenaires (DREES, Assurance Maladie, Mutualité RSI et MSA) nous permet d'effectuer des mises à jour mensuelles pour garantir à nos utilisateurs les données les plus récentes possibles.

Contact : [ecosante@irdes.fr](mailto:ecosante@irdes.fr)

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
<b>Enquêtes</b>		
ESPS	IRDES	
SHARE	IRDES	
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>		
EPIB	CNAMTS	
SNIIRAM	CNAMTS	
Base arrêts de travail	IRDES	
<b>Autres travaux répétitifs</b>		
Eco santé	IRDES	

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

#### 5. Aspects particuliers du programme 2011

##### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Sans objet

##### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

##### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

L'enquête ESPS a vocation à participer à l'évaluation des politiques publiques en santé, au travers de questionnements spécifiques ou grâce à sa dimension de panel.

##### 5.4. Aspects « européens »

L'enquête SHARE décrite ci-dessus est la partie française d'un dispositif européen.

## **6. Diffusion des travaux**

L'Irdes diffuse ses résultats d'enquête et de recherche en matière d'économie de la santé à travers différents types de supports :

- des supports édités par l'Irdes lui-même, dont Questions d'économie de la santé, 4, 6 ou 8 pages de synthèse, qui s'adresse à un public large ; les séries Documents de travail et Rapports de recherche, plus ciblées sur un public scientifique
- des revues françaises et internationales ainsi que des ouvrages collectifs publiés par des éditeurs commerciaux ou institutionnels et auxquels participent les chercheurs de l'institut.

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

## Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

### Questions d'économie de la santé publiés en 2009

2009

QES

What is the Link Between Volume of Hospital Activity and Quality of Care in France?

[Or Z.](#), [Renaud T.](#), 2009/12.

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 149](#) (will be shortly translated)

QES

Retiring in Europe: Individual Determinants and Role of Social Protection

[Debrand T.](#), [Sirven N.](#), 2009/11.

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 148](#) (will be shortly translated)

QES

Exploratory Evaluation of Multidisciplinary Care Homes in two French areas, France-Comté and Bourgogne

[Bourqueil Y.](#) (IRDES, PROSPERE), Clément M.-C. (IRDES, PROSPERE), Couralet P.-E. (IRDES), [Mousquès J.](#) (IRDES, PROSPERE), [Pierre A.](#) (IRDES), 2009/10.

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 147](#) (will be shortly translated)

QES

Immigrants' Use of Office-Based Healthcare in France.

[Dourgnon P.](#), [Jusot F.](#), [Sermet C.](#), [Silva J.](#), 2009/09

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 146](#)

QES

Fifty Years of Deinstitutionalisation Policy of Psychiatric Services in France: Persistent Inequalities in Terms of Resources and Organisation Between Psychiatric Sectors.

[Coldefy M.](#), [Le Fur P.](#), [Lucas-Gabrielli V.](#), [Mousquès J.](#), 2009/08.

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 145](#)

QES

Estimating French GPs Weekly Working Hours by Activity - A summary of available data

[Le Fur P.](#), with the collaboration of [Bourqueil Y.](#) and [Cases C.](#), 2009/07.

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 144](#)

QES

Cost-of-Illness Studies: a Five-Country Methodological Comparison - Australia, Canada, France, Germany and the Netherlands

Heijink R. (RIVM), [Renaud T.](#) (Irdes), 2009/06.

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 143](#)

QES

Self-Assessed Health of Individuals Aged 55 and over in France and Québec: Differences and Similarities.

Camirand J. (ISQ), [Sermet C.](#) (Irdes), Dumitru V. (ISQ), [Guillaume S.](#) (Irdes), 2009/05

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 142](#)

QES

Three Models of Primary Care Organisation in Europe, Canada, Australia and New-Zealand

[Bourqueil Y.](#), [Marek A.](#), [Mousquès J.](#) (Prospere/Irdes), 2009/04

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 141](#)

QES

Hospital at Home (HAH), a Structured, Individual Care Plan for all Patients

[Afrite A.](#) (Irdes), Chaleix M. (Drees), [Com-Ruelle L.](#) (Irdes), Valdelièvre H. (Drees), 2009/03

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 140](#)

QES

Geographic Context and Population's Health Status: from the CUA Effect to Neighbourhood Effects

[Allonier C.](#), [Debrand T.](#), [Lucas-Gabrielli V.](#), [Pierre A.](#), 2009/02

🇫🇷 [Questions d'économie de la santé n° 139](#)

## Documents de travail publiés en 2009 et 2010

## 2010



[Monitoring Health Inequalities in France: A Short Tool for Routine Health Survey to Account for LifeLong Adverse Experiences](#)

Cambois E. (Ined), [Jusot F.](#) (Université Paris-Dauphine, Leda-Legos, Ined, IRDES)  
Working paper n° 30. 2010/03

[Abstract](#)



[Effect of a French Experiment of Team Work between General Practitioners and Nurses on Efficacy and Cost of Type 2 Diabetes Patients Care](#)

[Mousquès J.](#), [Bourgueil Y.](#), [Le Fur P.](#), Yilmaz E., Working Paper n° 29. 2010/01.

Working paper n° 29. 2010/01

[Abstract](#)

## 2009



[What are the Motivations of Pathways to Retirement in Europe: Individual, Familial, Professional Situation or Social Protection Systems?](#)

[Debrand T.](#), [Sirven N.](#)

Working paper n° 28. 2009/10

[Abstract](#)



[Are Health Problems Systemic? Politics of Access and Choice under Beveridge and Bismarck Systems.](#)

[Or Z.](#) (Irdes), [Cases C.](#) (Irdes), Lisac M. (Bertelsmann Stiftung), Vrangbæk K. (University of Copenhagen), Winblad U. (Uppsala University), Bevan G. (London School of Economics).

Working paper n° 27. 2009/09

[Abstract](#)



What Moves you to Retire? Personal, Family or Professional Situation, or Social Protection Systems?

[Debrand T.](#), [Sirven N.](#)

Working paper n° 26. 2009/06

[Abstract](#)

[Document only in French](#)



One price for all? Sources of cost variations between public and private hospitals.

[Or Z.](#), [Renaud T.](#), [Com-Ruelle L.](#)

Working paper n° 25. 2009/05

[Abstract](#)

[Document only in French](#)



[Income and the Demand for Complementary Health Insurance in France.](#)

[Grignon M.](#) (McMaster University; Associate researcher, IRDES) [Kambia-Chopin B.](#) (IRDES).

Working paper n° 24, 2009/04

[Abstract](#)



Activity based payment in hospitals: Principles and issues drawn from the economic literature and country experiences.


[Or Z.](#), [Renaud T.](#)

Working paper n° 23. 2009/03

[Abstract](#)

[Document only in French](#)



[The preferred doctor scheme: A political reading of a French experiment of Gate-keeping.](#)   
[Naiditch M.](#) (Denis Diderot University, IRDES), [Dourgnon P.](#) (IRDES)  
Working paper n° 22, 2009/03  
[Abstract](#)



[Evolution 1998-2002 of the antidepressant consumption in France, Germany and the United Kingdom.](#)   
[Grandfils N.](#), [Sermet C.](#)  
Working paper n° 21, 2009/02  
[Abstract](#)



[Dynamic Estimation of Health Expenditure: A new approach for simulating individual expenditure.](#)   
Albouy V. (INSEE), Davezies L. (INSEE), [Debrand T.](#) (IRDES)  
Working paper n° 20, 2009/01  
[Abstract](#)

## Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER

### 1. Exposé de synthèse

La mission de la stratégie et des systèmes d'information (MISSI) au ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche. La MISSI assure les missions suivantes : collecte, exploitation et valorisation des données statistiques de la DGER, coordination et pilotage d'enquêtes et d'études, développement du système d'information décisionnel sur l'enseignement agricole.

Les efforts en matière de diffusion des statistiques seront poursuivis. La diffusion de données statistiques relatives à l'enseignement agricole prendra plusieurs formes :

- le recentrage de la programmation mensuelle thématique des StatEA (bulletins d'information statistique de l'enseignement agricole) sur internet ([www.chlorofil.fr](http://www.chlorofil.fr)),
- la mise en place de nouvelles analyses de filières de formation sur internet,
- la publication régulière du panorama de l'enseignement agricole : publié pour la première fois fin 2009 et disponible sur internet. Il sera actualisé tous les ans (tirage papier une année sur deux). Le panorama a vocation à devenir le document de référence sur l'enseignement agricole.
- la poursuite de la dématérialisation des enquêtes statistiques via la mise à disposition d'un outil d'enquête en ligne permettant la saisie et la restitution des résultats.
- la fiabilisation des résultats et l'allègement de la sollicitation des enquêtés par l'utilisation des méthodes d'échantillonnage.

Le calcul d'indicateurs, en particulier en lien avec la LOLF et le SPNF (Schéma Prévisionnel National des Formations), évolue avec la mise en place du DéciEA (le suivi de cohorte, dans le DéciEA, permettra le calcul du taux d'efficacité scolaire) et la mise en œuvre de nouvelles enquêtes (le suivi de l'insertion à court terme des élèves et des étudiants dans l'enseignement technique et dans l'enseignement supérieur) ou la rénovation d'enquêtes existantes (le cheminement des élèves à 45 mois qui change de pas de temps). Dans le cadre du 5ème SPNF, la publication d'un rapport annuel de performance a été abandonnée, au profit de l'élaboration d'un tableau de bord annuel permettant de faire un bilan et d'enrichir l'évaluation du 5ème SPNF.

### 2. Travaux nouveaux pour 2011

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

##### Enquêtes nouvelles :

Enquête de trajectoire à 4 ans des diplômés dans l'enseignement supérieur long pour une mise en œuvre à titre expérimental en 2011 (sur les diplômés 2007).

##### Enquêtes rénovées :

L'enquête de cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves ou apprentis, 45 mois après leur sortie de formation, existe depuis 1993. Sa dernière labellisation remonte à 2006. Une réflexion a été conduite en 2009 pour repenser cette enquête aux niveaux méthodologique et organisationnel. En 2010, elle se déroule à titre expérimental. Cette enquête sera présentée à la commission lors de sa réunion de l'automne pour l'avis d'opportunité. Elle sera présentée ensuite au comité de label, avant fin 2010. Elle devrait donc se dérouler à partir de 2011 avec sa nouvelle méthodologie.

#### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

L'exploitation des fichiers relatifs aux élèves et aux examens va évoluer (croisement des données) dans le DéciEA.

#### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

Des remontées des données concernant les résultats d'enquêtes sont prévues pour analyser la primo insertion à 3 mois et à 15 mois des diplômés sortants de l'enseignement supérieur long agricole vétérinaire et paysager.

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
<b>Enquêtes</b>		
Enquête annuelle sur le cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves et apprentis de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	Chaque niveau est enquêté tous les 3 ans. Enquête en cours de rénovation, basée sur un échantillon, avec une analyse à 33 mois
Enquête sur les taux de satisfaction des usagers de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	A partir d'un échantillon Avis d'opportunité et de conformité (jusqu'en 2012)
Enquête sur les taux de satisfaction des stagiaires à l'étranger de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	
Suivi des élèves sortant des établissements d'enseignement technique agricole	MAAP-DGER	A partir d'un échantillon de sortants diplômés et d'un échantillon de sortants de 4 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup>
Enquête relative aux élèves porteurs de maladies invalidantes ou de handicaps scolarisés dans le second degré de l'enseignement public et privé sous contrat des établissements agricoles	MAAP-DGER	Enquête identique à celle de l'EN
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>		
Remontée des effectifs élèves et étudiants du supérieur court	MAAP-DGER	
Remontée des effectifs du supérieur long	MAAP-DGER	Identique à celle de l'EN
Remontée des effectifs d'apprentis	MAAP-EN	Enquête faite avec l'EN
Remontée des effectifs d'adultes en formation continue	MAAP-DGER	
Publication des StatEA	MAAP-DGER	
Publication du PANORAMA ou réactualisation des données sur internet	MAAP-DGER	Publication biennale sur papier
<b>Autres travaux répétitifs</b>		
Remontées de données sur la primo insertion dans le supérieur long	MAAP-DGER	

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les nouvelles enquêtes mises en œuvre par la DGER sont proposées au choix de l'utilisateur sous une version papier ou une version dématérialisée (suivi des élèves sortants, enquête satisfaction, enquête sur le cheminement scolaire et professionnel à 33 mois). Les résultats bruts sont restitués aux niveaux national, régional et local via ce même outil dématérialisé.

La DGER met également à disposition un outil décisionnel qui allège la diffusion papier de statistiques.

### 5. Aspects particuliers du programme 2011



**5.1. Aspects « régionaux et locaux »****5.2. Aspects « environnement et développement durable »****5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :****5.4. Aspects « européens »****6. Diffusion des travaux**

La mise à disposition des résultats d'enquête, des analyses et des synthèses sur le site internet de l'enseignement agricole doit se poursuivre en 2011 selon un calendrier identique à 2010. Cf. annexe

**7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Suivi de cohorte dans le DéciEA	MAAP-DGER	reporté	Après hachage-cryptage de l'INA, puis de l'INE	Annuel
Publication d'analyses de filières de formation	MAAP-DGER	A partir de 2013		Mises à jour annuelle(en partie)
Publication du panorama de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	A partir de 2009	Publication sur internet et tirage papier	Publication biennale sur papier, réactualisée chaque année sur internet
Réalisation d'un tableau de bord annuel dans le cadre du 5ème SPNF	MAAP-DGER	A partir de 2010		Production annuelle
Suivi des élèves sortant des établissements de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	A partir de 2010	Production de nouvelles analyses et indicateurs,	Fréquence annuelle

**Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009**

Sortie	Numéro	Titre des statEA
Janvier 2009	09-01	Les effectifs 2008 des formations générales, technologiques ou professionnelles
Février 2009	09-02	La population scolaire 2008
Mars 2009	09-03	Les résultats des examens de l'enseignement agricole – session 2008
Avril 2009	09-04	Le devenir en 2008 des diplômés du BEPA (EDUTER)
Mai 2009	09-05	Les enseignants dans les établissements d'enseignement technique agricole public en 2008-2009
Juin 2009	09-06	Le devenir en 2008 des diplômés du BTSA (EDUTER)
Sept. 2009	09-07	VAE : résultats chiffrés au 31 décembre 2008 pour les diplômés de l'enseignement technique agricole

**Ministère de la défense**  
**Direction des affaires financières**  
**Observatoire économique de la Défense**

## **1. Exposé de synthèse**

L'Observatoire économique de la Défense (OED) est le service statistique du ministère de la défense. Rattaché à la sous-direction des questions économiques, fiscales et internationales de la Direction des affaires financières, il participe notamment aux travaux liés aux études d'impacts, à la couverture des risques et à la programmation budgétaire triennale.

Au titre de sa mission de service statistique, l'OED rassemble et synthétise les informations de nature économique et statistique qui concernent l'activité de défense. Dans ce cadre, l'OED met à jour le Recensement des agents de la défense, le compte satellite de la Défense et la base SANDIE sur les entreprises de défense. Il publie un annuaire statistique qui sera accessible par internet en juillet.

## **3. Opérations répétitives**

### **L'annuaire statistique de la Défense**

L'*Annuaire statistique de la Défense* regroupe les principales informations de nature économique, budgétaire, humaine et industrielle du domaine de la défense. Il est diffusé par la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICOD), en 3 500 exemplaires environ. La dixième édition est prévue pour le printemps 2010. Elle sera présentée en juillet sur le site Internet du Ministère et accessible par le portail de la statistique publique.

### **Le compte satellite de la Défense**

Les travaux sur le compte satellite s'effectuent actuellement en base 2000. Ils s'achèveront avec les comptes 2008 et 2009, qui seront publiés sur le site de l'annuaire 2010. Les comptes en nouvelle base porteront en premier exercice sur les années 2006-2008, et seront publiés sur le site dans l'annuaire 2011.

### **Le recensement des agents de la Défense**

Dans le cadre du système d'information sur les agents des services publics coordonné par l'Insee, l'OED élabore annuellement un recensement exhaustif des agents militaires du ministère de la Défense à partir des fichiers de paye, et saisit certaines caractéristiques importantes de cette population (âge, sexe, statut familial, grade, rémunérations diverses, arme ou service, zone géographique, etc.).

Ces données, collectées au niveau individuel, font l'objet d'exploitations et d'analyses systématiques (statistiques d'effectifs et de rémunérations, flux d'entrées-sorties, calculs de GVT) et d'une diffusion, en ce qui concerne les données agrégées, vers les services fournisseurs ainsi que la Direction des affaires financières.

Ces travaux sont utilisés par le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire. Ils sont repris dans l'*Annuaire statistique de la Défense* et fournissent des éléments pour le pilotage de la masse salariale.

### **Constitution et exploitation de la base de données SANDIE « Statistiques ANnuelles sur la Défense, son Industrie et ses Entreprises »**

L'OED actualise la base de données Sandie sur l'information économique concernant les entreprises résidentes liées à la défense. Il utilise les fichiers d'origine administrative du ministère de la Défense qui sont enrichis par des données en provenance de sources statistiques publiques ayant des rubriques « défense » (enquêtes sur la R&D dans les entreprises, données sur les restructurations dans les entreprises) et en provenance de sources privées (adhérents défense à des groupements professionnels).

Cette actualisation de Sandie permet de conduire des travaux sur les entreprises de la défense sur les centres d'intérêt identifiés par les services du ministère de la Défense : part du chiffre d'affaire défense des PME indépendantes, performance à l'exportation, structure de l'emploi marchand.

### **Études et analyses économiques et financières**

Les questions d'investissement (marchés publics, contrat de partenariat, risques économiques et budgétaires, risques Aramis, recherche & développement, comité des prix de revient des fabrications d'armement), d'externalisation (méthodologie, évaluation préalable, retour d'expérience, sociétés militaires privées) et industrielles sont les derniers thèmes abordés en interne par l'OED.

Les études externes de l'OED, confiées à des universitaires ou à des organismes d'étude indépendants et supervisés par l'OED, sont centrées sur les questions d'économie publique et d'économie industrielle. Elles seront accessibles sur le site du ministère.

L'OED assure le secrétariat du Conseil économique de la défense (CED). Il contribue à ce titre à ses groupes de travail.

## **6. Publications et séminaires**

### **Publications**

- *Annuaire statistique de la défense*
- Divers articles économiques et statistiques dans les revues « ECODEF » (4 numéros / an)
- *Le Compte satellite de la Défense*
- Les synthèses des études réalisées depuis 1998 seront accessibles début juillet 2010 sur le site du ministère.

## Ministère de l'éducation nationale Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP

### 1. Exposé de synthèse

A côté des travaux récurrents de constitution et d'exploitation des bases de données administratives et des enquêtes de la DEPP, l'année 2011 verra trois types d'activité poursuivre leur développement.

La constitution d'un répertoire d'identifiants d'élèves, dénommé RNIE (Répertoire National des Identifiants Élèves et étudiants) en lieu et place de la BNIE, est de nouveau à l'ordre du jour. L'objectif à terme est d'utiliser cet identifiant unique, rendu anonyme par double cryptage, pour constituer des trajectoires des élèves dans le système éducatif. Ceci ouvrirait la voie à des analyses fines des parcours.

Deuxième dispositif, le géoréférencement. Il concernera à la fois les établissements scolaires et les élèves à leur adresse personnelle. Cela permettra des analyses approfondies prenant en compte différents zonages (politique de la ville, notamment).

Enfin, la DEPP est impliquée dans la mise en place d'expérimentations de dispositifs publics en direction des jeunes (expérimentation du livret de compétences).

### 2. Travaux nouveaux pour 2011

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- **Enquête victimation en milieu scolaire**

Pour mieux appréhender les phénomènes de violence à l'école et prendre en compte le point de vue des victimes, la DEPP a préparé, en partenariat avec l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), une enquête de victimation en milieu scolaire auprès d'élèves de collèges publics. Elle devrait se dérouler en mars 2011.

- **Enquête auprès d'enseignants**

La DEPP lancera une nouvelle enquête auprès d'un échantillon représentatif, au niveau national, d'enseignants du second degré public. La plus grande partie de l'enquête porte sur les conditions d'exercice des enseignants, leur perception du métier mais aussi sur les difficultés rencontrées. Quelques questions déjà posées lors d'enquêtes précédentes sont reprises afin d'en mesurer l'évolution dans le temps.

- **Enquête européenne sur les compétences en langues étrangères**

Enquête destinée à fournir un indicateur des compétences en langues étrangères des jeunes européens en fin de scolarité obligatoire (expérimentation).

- **Enquête internationale PIRLS (Progress In Reading Literacy Survey)**

Enquête destinée à fournir un indicateur des compétences en compréhension de l'écrit des élèves en 4<sup>ème</sup> année d'enseignement obligatoire (expérimentation).

- **Évaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège.**

L'évaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège a débuté en novembre 2008. Le but de cette enquête est de mesurer les effets de ce type d'enseignement sur les apprentissages des élèves, leur intérêt pour la science et leur orientation vers les filières de formation scientifiques. Les progrès de ces élèves seront comparés avec ceux d'un groupe témoin. L'évaluation s'effectuera sur un panel d'élèves au début et à la fin de chaque année scolaire pendant les quatre années de scolarité au collège, de 2008 à 2012.

- **Les évaluations-bilans**

Les évaluations-bilans en fin d'école et en fin de collège, sont organisées depuis 2003 selon un cycle

dans lequel se succèdent les domaines disciplinaires : en 2003, ont eu lieu des évaluations de la maîtrise de la langue et des langages en fin d'école et de maîtrise des compétences générales en fin de collège, les acquis en langues vivantes étrangères ont été évalués en 2004, le comportement des élèves à l'égard de la vie en société l'a été en 2005, l'histoire-géographie-éducation civique en 2006, les sciences expérimentales en 2007 et les mathématiques en 2008. Le cycle a repris en 2009.

Ces opérations sont réalisées sur des échantillons nationaux d'élèves ; au-delà des épreuves proprement dites, des questionnaires de contexte sont soumis aux élèves, aux chefs d'établissements et éventuellement aux enseignants.

- **Les compétences de base des élèves en français et en mathématiques en relation avec le socle commun, en fin d'école et en fin de collège.**

Cette évaluation annuelle des compétences, commencée en 2007, concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

Les tests de français et de mathématiques, permettant le calcul de ces indicateurs, sont passés par des échantillons nationaux d'élèves en fin de CM2 et en fin de collège. Ces indicateurs sont établis sur des échantillons représentatifs d'élèves des réseaux « ambition-réussite », des réseaux Éducation Prioritaire hors « ambition-réussite » et du reste du secteur public, ainsi que du secteur privé. Il sera ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant les compétences de base essentielles, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

- **Panel de jeunes expérimentant le livret de compétences**

Le but de ce nouveau panel d'élèves, mis en place en partenariat avec le ministère de la jeunesse et des solidarités actives, est de mesurer les effets de l'instauration du livret de compétences dans les collèges et les lycées des secteurs public et privé. Dans cette perspective, l'enquête observera pendant deux ans, à partir de la rentrée scolaire de septembre 2010, un échantillon de 3 000 collégiens recrutés en quatrième et de 3 000 lycéens recrutés en seconde générale et technologique ou professionnelle dont l'établissement participe à l'expérimentation. Outre un suivi des parcours scolaires, le dispositif d'enquête comportera des interrogations par questionnaires des élèves pour mesurer leur niveau d'acquis cognitif et conatif ainsi que la manière dont ils ressentent l'instauration du livret de compétences. Ces questionnaires seront passés dans l'établissement. Les parents seront interrogés, par voie postale ou téléphonique, afin de recueillir les caractéristiques du milieu familial et leur perception de l'instauration du livret. Le déroulement des procédures d'orientation de fin de troisième et de fin de seconde feront l'objet d'une enquête postale auprès des établissements.

- **Panel d'élèves du premier degré recruté en 2011**

La DEPP envisage de mettre en place à la rentrée scolaire 2011 un nouveau panel d'écoliers recrutés au cours préparatoire et suivis tout au long de leur scolarité élémentaire. Outre une actualisation annuelle de la situation scolaire de l'élève, l'enquête mesurera les acquis cognitifs et conatifs des élèves à l'entrée au cours préparatoire et en fin de CM2. Ces mesures seront réalisées par questionnaires administrés dans l'école. Par ailleurs, tous les parents ayant un enfant dans l'échantillon feront l'objet, début 2012, d'une enquête postale et téléphonique afin de recueillir des informations sur le milieu familial, la scolarité maternelle de l'élève et de mesurer l'implication des parents dans sa scolarité et leurs attentes en matière d'éducation. La taille de l'échantillon envisagée serait de l'ordre de 10 000 élèves scolarisés dans une école publique ou privée. La faisabilité du projet est encore à l'étude.

## **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011**

- **Système d'information du premier degré**

Depuis 2005, le ministère de l'éducation nationale a mis en place un système d'information de gestion pour les directeurs d'écoles publiques et privées. Ce système permet la gestion individuelle des élèves et comporte des données sur la scolarité en cours de l'élève et sa scolarité de l'année antérieure. À la rentrée 2008, environ 80 % des écoles publiques adhèrent à ce système d'information et la généralisation est prévue pour la rentrée 2009. À terme, les données de ce système d'information seront remontées à la DEPP pour élaborer le constat des effectifs d'élèves à la rentrée et constituer une base d'étude de données individuelles anonymes. En attendant la généralisation complète de ce système d'information, la DEPP procédera à de premières analyses de fichiers à la rentrée 2008 et tentera, dans la mesure du possible, d'estimer certains indicateurs sur la base des 80 % d'élèves renseignés.

Ce système gèrera également des informations sur les divers intervenants, des informations générales sur l'école et un outil de simulation d'ouvertures et fermetures de classes. Il sera partagé

(avec des droits d'accès différenciés) par les directeurs d'école, les inspecteurs (IEN et IA) et les collectivités territoriales concernées.

- **SIFA (Système d'information sur la formation des apprentis)**

Le système mis en place pour l'ensemble des académies en 2007 consiste à faire remonter des CFA des fichiers individuels d'apprentis. Les informations collectées portent principalement sur l'origine scolaire, l'origine sociale, les formations suivies et le sexe. Ce dispositif remplace l'ancienne enquête sur support papier (dite enquête n°51). Cela permet de disposer d'une information de meilleure qualité en ayant la possibilité de repérer les doubles au sein des fichiers d'apprentis, et dans quelques années d'analyser des parcours d'apprentis. De façon plus générale, cela permet de faire à la demande tous les croisements de critères possibles, et d'être ainsi en mesure de mieux répondre aux besoins européens en matière de statistiques de l'éducation.

Depuis janvier 2009, le portail professionnel dédié à la remontée des données individuelles des apprentis a transféré aux CFA la correction de leurs données et une partie des contrôles de cohérence. Cela doit, à terme, simplifier et accélérer le processus de collecte.

- **Service des enseignants (application « base relais »)**

*Extension du champ dans le second degré*

Jusqu'en 2009, l'application « base relais », qui met en relation les élèves et les enseignants, ne prenait en compte que le secteur public. Les opérations d'extension aux établissements privés sous contrat ont débuté fin 2009. Les premières informations ont été remontées à l'occasion de la rentrée 2010. Le dispositif d'extension au secteur privé sera consolidé en 2010 pour entrer en régime de croisière en 2011. Parallèlement, une refonte générale de l'application est prévue, dont l'objectif est d'optimiser le circuit des remontées d'informations.

*Extension de l'application au premier degré*

Une étude de faisabilité de l'extension du champ de l'application « base relais » au premier degré a été lancée en 2010. Les travaux devraient débiter à la fin de 2010.

### 2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2011

- **Mise en place d'un répertoire national des identifiants élèves-étudiants (BNIE)**

Ce répertoire était jusqu'à présent connu sous la dénomination de BNIE (Base Nationale des identifiants élèves et étudiants). Le changement d'appellation traduit la volonté d'affirmer le statut du fichier, qui est avant tout un répertoire et non une base de données informative. L'objectif est en effet de pouvoir attribuer un numéro (INE=Identifiant national élève-étudiant) unique à tout élève scolarisé et de retrouver ce numéro tout au long de sa scolarité. Ce numéro doit servir à améliorer la gestion du système éducatif (élimination des doubles inscriptions, ...) et sera inclus, sous une forme cryptée, dans les fichiers à finalité statistique pour permettre l'étude de trajectoires d'élèves.

Le répertoire est aujourd'hui opérationnel pour le premier degré uniquement. L'objectif est de l'étendre au second degré, à l'enseignement supérieur, à l'apprentissage et à l'enseignement délivré dans des établissements sous tutelle d'autres ministères que celui de l'éducation nationale, notamment celui de l'agriculture. Pour préparer cette extension, des études d'impact ont été menées avec les acteurs concernés. Les différents scénarii ont été confrontés aux contraintes techniques de réalisation au premier semestre 2008. Face aux interrogations qui ont été exprimées sur l'utilisation de ces identifiants, il a été jugé préférable de différer l'extension de la BNIE à d'autres niveaux d'enseignement. Les opérations devraient reprendre en 2011, sous réserve que les résultats des études d'impact précédemment menées soient toujours valides.

- **Cryptage des identifiants d'élèves-étudiants (projet FAERE : Fichiers Anonymisés pour les Etudes et la REcherche)**

La configuration du système de cryptage des identifiants d'élèves-étudiants se terminera au cours de 2010. Il pourrait entrer en première application au cours du second semestre 2010. Rappelons que ce système devrait permettre à terme de constituer des fichiers statistiques retraçant les parcours d'élèves dans le système éducatif, avec une totale garantie d'anonymisation des informations. Ces fichiers seraient utilisés à des fins d'analyses et d'études.

- **Géoréférencement des établissements de formation**

Le besoin d'une information à des niveaux géographiques fins est de plus en plus pressant. La DEPP s'est donc engagée dans un projet de géoréférencement de tous les établissements de formation, de façon à disposer d'informations localisées. Ce géoréférencement se fait dans le cadre d'une convention avec l'Institut géographique national (IGN). Les travaux devraient se terminer au premier trimestre 2010. Des mises à jour annuelles sont prévues.

### • Géoréférencement des fichiers d'élèves

Les fichiers individuels d'élèves recueillis par la DEPP constituent une source d'information riche, notamment sur les formations suivies, et remarquablement fine : elle est théoriquement exhaustive et les académies disposent des localisations géographiques précises via les adresses des élèves et des établissements.

La DEPP et l'INSEE se sont engagés fin 2008 dans un processus de le géoréférencement des élèves de sixième afin de répondre aux besoins de calculs d'indicateurs par ZUS (retard scolaire à l'entrée en sixième) au lieu de résidence des élèves et non plus seulement au lieu de scolarisation. Des travaux sont actuellement en cours pour améliorer la qualité du codage, en particulier dans les zones rurales. Le géoréférencement devrait être généralisé à l'ensemble des élèves du secondaire en 2010.

### • Système d'information sur les moyens des établissements publics du second degré

Par suite de la loi « Libertés et responsabilités locales » d'août 2004 les personnels d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général des lycées et collèges publics sont gérés par les collectivités territoriales. Ces dernières gèrent les affectations de ces personnels et peuvent remplacer la mise à disposition de personnels par des contrats de service. Pour continuer à rendre compte de la répartition des moyens selon le département, la région, la zone (ZEP, ZUS,...) ou le type d'établissement, le service statistique du MEN doit obtenir des collectivités territoriales une information sur les moyens qu'elles affectent au niveau de chaque établissement (cf. décret en Conseil d'État 2007-572 et arrêté du 18 avril 2007). La mise en place de ce système d'information partagé a fait l'objet de discussions avec les associations de collectivités territoriales. L'application EPI, rénovée en 2007, a vocation à devenir un système d'information partagé entre le MEN et les collectivités territoriales.

### • Enquête sur les technologies de l'information et de la communication (ETIC)

Cette enquête annuelle s'adresse aux établissements du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> degrés et porte sur les équipements et services en matière de TIC proposés par ces derniers. Elle fera l'objet d'une rénovation profonde en 2010-2011 dans le but de mieux répondre aux besoins des différents échelons des acteurs (Ministère, Académie, Établissements, Collectivités), à la fois en termes de recueil de données et de mise à disposition des résultats.

## 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
<b>Enquêtes</b>		
Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête rapide).	DEPP A1	Sera remplacée par SIFA à terme
L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage	DEPP A1	
Les effectifs d'élèves des établissements privés de l'enseignement secondaire, les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections de technicien supérieur.	DEPP B1	
Suivi de la scolarité des élèves entrés au cours préparatoire en 1997	DEPP B1	
Suivi de la scolarité des élèves entrés en sixième en 2007	DEPP B1	
Violence en milieu scolaire - SIVIS	DEPP B3	
<b>Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif</b>		
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement professionnel et technologique	DEPP A1	
La validation des acquis de l'expérience	DEPP A1	

dans l'enseignement supérieur		
Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC	DEPP A1	Application STAGE qui sera remplacée à terme par PROGRE. La phase de transition entre les deux applications se situe en 2008. Il n'y aura pas de résultats d'enquête en 2009.
Système d'information sur la formation des apprentis - SIFA	DEPP A1	Informations au niveau individuel
Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale	DEPP A2	Fichiers de paye
Bases statistiques sur les personnels	DEPP A2	Extractions des bases de gestion
Le service des enseignants du second degré public	DEPP A2	Application « Base relais »
Concours de recrutement des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation du second degré	DEPP A2	Application OCEAN
Bilan des concours déconcentrés des ATSS	DEPP A2	Application OCEAN
Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré	DEPP A3	Application EPI
Les technologies de l'information et de la communication	DEPP A3	Application ETIC
Les comptes financiers des établissements publics du second degré	DEPP A3	Application COFI-Pilotages
Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA	DEPP A3	Cette enquête se fera dorénavant tous les deux ans
Répertoire national des identifiants élèves – RNIE	DEPP A4	
Base centrale des établissements – RAMSESE	DEPP A4	
Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France	DEPP B1	
La scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré et le second degré	DEPP B1	Informations au niveau individuel
Les élèves dans les écoles publiques et privées du premier degré - SI 1er degré	DEPP B1	Informations au niveau individuel
Les élèves dans les établissements publics et privés du second degré - Scolarité	DEPP B1	Informations au niveau individuel
Les résultats aux examens du Diplôme National du Brevet	DEPP B1	Enquête rapide sur les résultats agrégés par département, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les résultats aux examens de l'enseignement technologique et professionnel	DEPP B1	
Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel	DEPP B1	Enquête rapide sur les résultats agrégés par académie, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Absentéisme des élèves	DEPP B3	Collecte sous statut administratif
Absences non remplacées des enseignants	DEPP B3	Collecte sous statut administratif
<b>Autres travaux répétitifs</b>		



#### **4. Allègement de la charge statistique**

La couverture des établissements privés du second degré par le système 'Scolarité', la généralisation du système d'information du premier degré aboutira à faire disparaître l'enquête 19 papier, le passage au système 'SIFA' pour l'apprentissage ont remplacé les enquêtes « papier » correspondantes. La suppression cette année de l'enquête sur les subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA permet d'alléger la charge des répondants : des informations équivalentes collectées par la DGEFP lui permet d'établir les clés annuelles de répartition régionale du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage. L'évaluation du financement des établissements d'enseignement par les entreprises à travers ces flux financiers reste nécessaire dans le cadre de l'élaboration du Compte de l'Éducation, mais une interrogation annuelle n'est pas indispensable.

De manière générale, les services s'efforcent de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Les services statistiques des ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche interviennent depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale), autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels.

#### **5. Aspects particuliers du programme 2011**

##### **5.1. Aspects « régionaux et locaux »**

Des travaux d'élaboration de nouveaux indicateurs académiques et départementaux de performance ont été entrepris en 2010. Ils devraient être systématisés à compter de 2011.

##### **5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

La DEPP participe à des groupes de travail sur la définition d'indicateurs de développement durable.

##### **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :**

Des travaux en collaboration avec des organismes extérieurs ou sous-traités à des centres de recherche seront relancés.

##### **5.4. Aspects « européens »**

La DEPP a une participation très active dans des groupes de travail internationaux, avec comme finalité de produire des indicateurs adaptés.

#### **6. Diffusion des travaux**

Des travaux d'études de la rénovation du site Web statistique sont en cours, en collaboration avec la Délégation à la Communication rattachée aux deux ministères. Par ailleurs, la mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques est systématisée.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Évolution IVAL	DEPP B3			Publication en avril 2009 des IVAL nouvelle méthodologie
Enquête de victimation en milieu scolaire	DEPP B3			Expérimentation de l'enquête en mai 2009
Indicateurs de valeurs ajoutés des collèges	DEPP B3			Report du dossier
Prolongation du panel étudiant-élèves pour constitution d'un panel démographique	INSEE		Reprise par l'INSEE de ce panel de la DEPP	Fait. Enquêtes réalisées en 2005, 2006, 2007 et 2008. Volet santé en 2007.
Évaluations bilans	DEPP B2			Nouveau cycle qui permettra d'observer les évolutions par rapport au Cycle 1 débuté en 2003
Évaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège	DEPP B2			A débuté en novembre 2008, s'effectuera de 2008 à 2012
La maîtrise des compétences du socle commun	DEPP B2			Nouvel indicateur destiné à remplacer celui des compétences de base dans le PLF
Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD)	DEPP B2			En coordination avec le ministère de la Défense. Regard rétrospectif sur 10 ans d'évaluation
FAERE (fichiers académiques d'élèves pour la recherche et les études)	DEPP	Constitution de fichiers avec identifiants cryptés pour les académies et la DEPP	Mise en place d'un groupe de travail DEPP-services statistiques académiques (SSA) en 2009	

## Annexe

### Liste des publications diffusées en 2009

*L'ÉTAT DE L'ÉCOLE* – n°19 – novembre 2009 (français, anglais)

*REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES* – 26<sup>e</sup> édition – septembre 2009

*FILLES ET GARÇONS À L'ÉCOLE SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ* – mars 2009

*LES NOTES D'INFORMATION* : 17 numéros en 2009

Les diplômés de l'enseignement professionnel Session 2008

Les concours de recrutement des personnels enseignants du second degré public. Session 2008

Les actes de violence recensés dans les établissements publics du second degré en 2008-2009

L'apprentissage poursuit son essor en 2007

Les évaluations en lecture dans le cadre de la journée d'appel de préparation.

Résultats provisoires du baccalauréat Session de juin 2009

Les départs en retraite des personnels de l'Éducation nationale entre 2000 et 2007

L'absentéisme des élèves dans le second degré en 2006-2007

Le coût de l'éducation en 2007

Le développement de la validation des acquis de l'expérience marque une pause en 2007.

Concours de recrutement de professeurs des écoles Session 2007

L'activité de formation continue dans les GRETA en 2007

Résultats définitifs de la session 2008 du baccalauréat

Les réseaux "ambition réussite. État des lieux en 2006-2007

Les élèves du second degré à la rentrée 2008 dans les établissements publics ou privés.

La réussite au premier groupe d'épreuves de la session 2007 du baccalauréat 2007 du baccalauréat (séries L et ES)

Le suivi et le devenir des élèves accueillis en classes et ateliers relais. Année scolaire 2006-2007.

*LES DOSSIERS EVALUATION ET STATISTIQUES* :

Enseigner en collèges et lycées en 2008

*PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES*

- Indicateurs de résultats des lycées – enseignement général, technologique et professionnel
- Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés : 24 numéros en 2009

### Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP

#### 1 – Sites généraux de publications

Les publications de la DEPP, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Évaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;
- à partir du portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

**2 – Site relatif à l'évaluation des lycées :**

Indicateurs de résultats des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels (IVAL) : <http://indicateurs.education.gouv.fr/>

**3 – Sites relatifs à l'évaluation des élèves :**

- Le portail de l'évaluation des élèves : <http://educ-eval.education.fr>
- Les outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves : <http://www.banqoutils.education.gouv.fr/> . Ce site est également accessible à partir du portail de l'évaluation des élèves.

**4 – Autres sites thématiques :**

Le Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs : <http://www.reva-education.eu>

## Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche Sous-direction des systèmes d'information et d'études statistiques - SIES

### 1. Exposé de synthèse

L'année 2009 aura été marquée par la réorganisation du Système Statistique Public (SSP) dans le domaine de l'éducation. Le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusque-là de la compétence de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP), est maintenant du ressort de la sous-direction des Systèmes d'Information et Études Statistiques (SIES) qui s'est créée au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La DEPP et le SIES collaborent étroitement sur les sujets d'intérêt commun (nomenclatures, comptes de l'éducation, base nationale des identifiants des élèves et des étudiants...) ce qui garantit donc la continuité du service en matière de production et d'études statistiques dans le domaine éducatif.

La production de données essentielles (nombre d'étudiants, diplômes et indicateurs de réussite, mesure de l'effort (financier et ressources humaines) de Recherche et Développement (R&D)) mobilise la majorité des agents de la sous-direction.

En 2009 et 2010, le système de collecte des données sur l'enseignement supérieur et la recherche a été modernisé (dématérialisation de certaines enquêtes et dispositifs de collecte) et enrichi (enquêtes sur l'insertion professionnelle des diplômés de master, panel de bacheliers de la session 2008). Ces efforts devraient se poursuivre en 2011. L'exploitation statistique des données du dispositif « admission post-bac » devrait également, si elle tient ses promesses, enrichir le patrimoine des données disponibles.

Des investissements importants sont consentis sur les systèmes d'information du MESR, permettant de simplifier, à horizon 2011 ou 2012, la mobilisation et le traitement de données utiles aux processus de contractualisation avec les établissements d'enseignement supérieur. Les données externes au SIES pourront également être mobilisées à des fins statistiques.

### 2. Travaux nouveaux pour 2011

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2011

#### SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)

##### *Extension du champ*

Initié avec quatre universités en 1995, le dispositif SISE-inscriptions couvre aujourd'hui (à la rentrée 2009/2010) les champs suivants : toutes les universités et grands établissements, les écoles normales supérieures et établissements assimilés, les IUFM, les instituts catholiques, la quasi-totalité des écoles d'ingénieurs et près de 90% des écoles de management (à diplôme visé), soit environ 270 établissements, représentant une population de 1,6 million d'étudiants (sur un total de 2,2 millions). Conformément aux orientations de moyen terme, le système de remontées individuelles sur les étudiants sera proposé aux quelques écoles d'ingénieurs (y compris pour les formations en partenariat) et aux écoles de management non encore adhérentes à SISE. Pour l'année universitaire 2010-2011, l'augmentation du nombre d'écoles de management adhérentes à SISE devrait se poursuivre. La progression est lente parce qu'elle passe par des négociations bilatérales nécessairement longues et que l'entrée dans le système SISE se fait sur la base du volontariat.

En ce qui concerne la remontée SISE-diplômes (qui suppose une remontée préalable l'année précédente sous la forme SISE-Inscriptions), elle sera quasi-complète pour les données portant sur les écoles d'ingénieurs en 2010. En 2008, les premières remontées des résultats aux diplômes des écoles de management via SISE ont été mises en place. Dès la première année, la quasi-totalité des

écoles utilisant le dispositif SISE pour les inscriptions ont intégré cette remontée. En 2010-2011, l'intégration devrait se poursuivre.

En 2010, les 4 écoles vétérinaires et l'école nationale supérieure du paysage ont été intégrées à la demande du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche dans le dispositif SISE-inscriptions.

#### *Rénovation du dispositif SISE*

Sur la base d'une étude préalable menée en 2006, la première phase de rénovation du système SISE, qui a plus de dix ans, s'est engagée en février 2007 et s'est terminée fin 2008. Celle-ci permet en fluidifiant les relations avec les établissements via une plate-forme internet de réaliser des gains de productivité tout en préservant les exigences de qualité et d'avancer le calendrier de l'activité afin de permettre une diffusion plus rapide des données recueillies. Ce nouveau système a été disponible pour comptabiliser les effectifs des étudiants dès la rentrée scolaire 2009-2010. En 2009, une seconde phase de rénovation a été lancée afin d'étendre les fonctionnalités de la première version du système rénové essentiellement sur la partie « nomenclatures ». Cette seconde version a été disponible pour les remontées 2009-2010. Enfin, une dernière phase de rénovation sera lancée prochainement.

#### Admission Post-Bac

Le dispositif « Admission Post-Bac » permet aux jeunes qui souhaitent s'inscrire dans l'enseignement supérieur (essentiellement des élèves de terminales) de déclarer et classer leurs souhaits, aux établissements d'établir un ordre de classement des différents dossiers qui leur sont parvenus, d'affecter, en fonction des vœux des candidats et du classement des établissements, les candidats sur des formations.

Il présente un fort potentiel en termes d'exploitation statistique, qu'il s'agisse d'éclairer les choix d'orientation, les taux de demande des filières sélectives, voire les prévisions de court terme.

Son exploitation, commencée en 2010, devra se poursuivre les années suivantes.

### **2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011**

#### Insertion professionnelle des diplômés du supérieur

L'insertion professionnelle des diplômés du supérieur faisant désormais partie des missions des établissements d'enseignement supérieur, des travaux de mesure et d'analyse de cette insertion professionnelle seront menés en 2010 (enquête réalisées à partir de décembre 2009, analyse des résultats à partir de mai 2010). L'enquête, opération pilote pour 2010, a vocation à devenir annuelle. L'année 2011 sera une année de consolidation, voire d'extension du dispositif, qui porte actuellement sur les diplômés d'un DUT, d'une licence professionnelle ou d'un master au sein d'une université.

#### Enquête sur les stages suivis par les étudiants de l'université.

Il s'agit d'une enquête exhaustive (toutes les universités sont concernées), légère (il s'agit de dénombrer le nombre de stages, ventilés par cursus, durée, existence ou non d'une gratification). Le dispositif, lancé en 2010, a vocation à devenir annuel.

Par ailleurs, SIES bénéficiera des investissements projetés par la DEPP en matière d'unification des identifiants d'élèves et d'étudiants (utiles pour les suivis de trajectoires et l'analyse de l'orientation), sur le cryptage des identifiants (condition indispensable pour le traitement de ce type de données), sur la géolocalisation des équipements.

### **3. Opérations répétitives**

<b>Opérations répétitives</b>	<b>Unité responsable</b>	<b>Observations</b>
<b>Enquêtes</b>		
Les effectifs d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur hors université	SIES	Les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités ont la possibilité de répondre à cette enquête en envoyant une extraction de leur système de gestion de la scolarité selon un dispositif de remontées individuelles s'apparentant à celui des remontées administratives universitaires SISE.
Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves	SIES	

1995		
Le devenir des bacheliers 2008	SIES	
<b>Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif</b>		
SISE-Inscriptions Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES	Les effectifs d'étudiants dans les universités et dans certains autres établissements d'enseignement supérieur. (informations au niveau individuel)
SISE-diplômes Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES	Diplômes délivrés dans les universités (informations au niveau individuel)
Les nouveaux inscrits en première année de cursus licence	SIES	
Enquête sur les résultats au BTS	SIES	
Exploitation statistique des fichiers de bénéficiaires de bourses dans l'enseignement supérieur.	SIES	Il s'agit de dénombrer les étudiants bénéficiaires de bourses, selon l'échelon de bourse, selon la filière suivie dans l'enseignement supérieur... ; ces données peuvent également donner lieu à des simulations.
<b>Autres travaux répétitifs</b>		

#### 4. Allègement de la charge statistique

Dans le supérieur, la couverture des établissements par le système 'SISE' permet de supprimer progressivement l'enquête papier auprès de ces établissements. La collecte des informations des enquêtes papier est en voie de dématérialisation : les établissements pourront prochainement répondre au questionnaire sur un site Internet sécurisé.

De manière générale, les services s'efforcent de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Les services statistiques des ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche interviennent depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale), autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels.

#### 5. Aspects particuliers du programme 2011

##### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Elaboration d'un atlas des effectifs étudiants et d'un ensemble d'indicateurs régionaux de la Recherche et de l'Innovation. Diffusion d'indicateurs sur les universités.

##### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Participation à des groupes de travail sur la définition d'indicateurs de développement durable.

##### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Lancement de travaux en collaboration avec des organismes extérieurs ou sous-traités à des centres de recherche.

##### 5.4. Aspects « européens »

Définition d'indicateurs et de benchmarks faisant partie du cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Fourniture d'indicateurs dans le cadre de la collecte harmonisée UOE (UNESCO, OCDE, Eurostat)

## 6. Diffusion des travaux

Rénovation du site Web statistique, et mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Nouveau panel de bacheliers	SIES		Remplacement du précédent panel	Première interrogation en 2009 (publication des premiers résultats au deuxième trimestre 2010), deuxième interrogation en 2010



## Annexe

### Liste des publications diffusées en 2009

*L'ETAT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE – n°3 – décembre 2009*

*REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES – 25<sup>e</sup> édition – septembre 2009*

*ATLAS REGIONAL Effectifs d'étudiants en 2007-2008– juin 2009*

#### LES NOTES D'INFORMATION (en 2009)

- NI 09.01 « Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2007 »
- NI 09.02 « La mobilité des étudiants »
- NI 09.05 « La réussite au 1<sup>er</sup> groupe d'épreuves de la session 2007 du baccalauréat (séries L et ES) »
- NI 09.07 « Les résultats des brevets de techniciens supérieurs session 2008 »
- NI 09.10 « Résultats définitifs de la session 2008 du baccalauréat »
- NI 09.15 « Les orientations post-baccalauréat – évolution de 2000 à 2007 »
- NI 09.20 « Résultats provisoires du baccalauréat 2009 »
- NI°09.23 « Parcours et réussite en licence des inscrits en 2004 »
- NI 09.25 « Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2008 : stabilisation après deux années de recul »

#### - PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés

### Liste des publications diffusées en 2010

#### LES NOTES D'INFORMATION ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE

- NI 10.01 « Les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2008-2009 »
- NI 10.02 « Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur français : augmentation à la rentrée 2008-2009 après deux années de baisse »
- NI 10.03 « Profil des nouveaux bacheliers entrant dans les principales filières du supérieur 2000-2008 ) »
- NI 1004 « Les étudiants en sections de techniciens supérieurs. Année 2009-2010 »

### Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP

#### Sites généraux de publications

Le portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

#### Les publications de la DEPP et de SIES, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Évaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;

## Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales Direction centrale de la police judiciaire

### 1 - Exposé de synthèse

La statistique des crimes et délits, tenue par le ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales, a pour objectif de dresser un état de la criminalité et de la délinquance apparentes, portées à la connaissance des services de police et des unités de gendarmerie. Ces informations permettent aux autorités chargées de l'ordre public et de la protection des personnes et des biens de localiser et de mesurer le phénomène criminel, d'en suivre l'évolution et de mettre en place des politiques publiques propres à y faire échec.

Mis en place en 1972, le système statistique a été modernisé une première fois en 1988, puis en 1995 à la suite des travaux menés par un groupe interministériel. Il repose sur une méthodologie unique de comptage des infractions composant la nomenclature statistique. Les règles édictées dans un guide de méthodologie statistique et les contrôles hiérarchiques effectués garantissent l'homogénéité et la fiabilité de la collecte effectuée par l'ensemble des services producteurs.

Par ailleurs, depuis le 1er juillet 1995, ce système permet une analyse mensuelle départementale de la criminalité et de la délinquance, grâce à la transmission par voie télématique à destination des échelons centraux, des statistiques établies en ce domaine par les services territoriaux de police et de gendarmerie.

La production de ces informations sera reconduite en 2011 pour répondre aux besoins de l'ensemble des autorités.

### 2 - Travaux nouveaux pour 2011

#### 2.1. - Les enquêtes vraiment « nouvelles », les enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Néant

#### 2.2. - Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2011

- Poursuite du plan national d'enrichissement visant à améliorer la qualité et l'exhaustivité des informations alimentant la base nationale du système de traitement des infractions constatées (S.T.I.C.), source de production d'indicateurs statistiques complémentaires aux résultats statistiques issus de l'état 4001, notamment ceux concernant les victimes, les lieux de commission d'infraction, les modes opératoires ou encore les objets.

- Poursuite des travaux de finalisation des fonctionnalités statistiques du projet d'application de recueil de la documentation opérationnelle et d'information statistique sur les enquêtes (A.R.D.O.I.S.E.), dispositif destiné à remplacer les applications existantes locales (S.T.I.C.-F.C.E. et Omega) de la police nationale pour la collecte des statistiques institutionnelles 4001 et opérationnelles sur la criminalité et la délinquance.

- Mise en œuvre du nouveau système d'information mutualisé (police/gendarmerie) sur lequel s'adosseront les nouvelles applications statistiques de la police nationale avec d'une part l'application « STATISTIC 4001 », serveur qui permettra de poursuivre la production des statistiques institutionnelles de la délinquance de la police nationale (état 4001) et d'autre part l'application « STATISTIC OP » qui fournira, à partir d'une base d'informations « anonymisées » des données visant notamment : le fait (nature d'infraction), les victimes (personnes physiques et morales, profession, nationalité, âge), les objets, ainsi que les modes opératoires.

Ces nouveaux dispositifs statistiques seront appelés à remplacer les outils actuels. S'agissant de la statistique institutionnelle 4001, il n'est pas envisagé de modifier son champ d'application, son contenu (enregistrement des crimes et délits dénoncés par les victimes aux services de police et de

gendarmerie ou constatés d'initiative par ces derniers) ainsi que la nomenclature en 107 index sur laquelle elle repose depuis 1972. L'outil 4001 sera donc conservé.

### 2.3. - Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Néant

## 3 - Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
<b>Enquêtes</b>		
-Néant		
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>		
- Collecte, centralisation et exploitation des statistiques sur la criminalité et la délinquance constatées par les services de police et les unités de gendarmerie, à partir d'une transmission par voie télématique de fichiers statistiques départementaux dont la gestion est assurée informatiquement par la D.C.P.J. (service central d'étude de la délinquance).	Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales  Direction Centrale de la Police Judiciaire	L'article D8 du code de procédure pénale (décret n° 96.74 du 25 janvier 1996) stipule que « les services de police et les unités de gendarmerie adressent aux services relevant de la D.C.P.J. les renseignements relatifs à la délinquance et à la criminalité susceptibles d'être exploités dans un but de centralisation, de classification ou de diffusion (avis, fiches, statistiques) ».
<b>Autres travaux répétitifs</b>		
-Néant		

## 4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

### - Mobiliser davantage les sources administratives

Néant

### - Alléger les enquêtes existantes

Néant

### - Dématérialiser la collecte des informations

Néant

## 5 - Aspects particuliers du programme 2010

### 5.1. - Aspects « régionaux et locaux »

- Mise à jour des « tableaux économiques régionaux » : résultats statistiques 2009 sur la délinquance constatée dans les régions administratives et les départements français (destinataire : l'institut national de la statistique et des études économiques -I.N.S.E.E.-).

- Mise à jour des « tableaux de l'économie française » et de « l'annuaire statistique de la France » pour les données 2009 sur la délinquance constatée (destinataire : I.N.S.E.E.).

### 5.2. - Aspects « environnement et développement durable »

Néant

### 5.3. - Aspects «évaluation des politiques sociales publiques »

Néant

#### 5.4. - Aspects « européens »

Néant

### 6 - Diffusion des travaux

Rapport statistique annuel « Criminalité et délinquance constatées en France » qui présente des données statistiques départementales (faits constatés en 4 grandes catégories), détaillées par service de constatation (police nationale d'une part, gendarmerie nationale d'autre part) et infra départementales (chiffres en 107 index des circonscriptions de sécurité publique et des compagnies de gendarmerie).

A compter de l'édition 2008, la publication des « Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France » incombe à l'observatoire national de la délinquance.

Depuis l'année 2005, cette publication est mise à disposition libre et gratuite sur le site Internet de la Documentation Française à la rubrique « bibliothèque des rapports publics », cette nouvelle diffusion s'inscrivant dans la recommandation « d'utiliser largement les possibilités de diffusion offertes par l'Internet et à ne recourir à des publications imprimées que lorsque la teneur particulière de l'ouvrage le justifie », qui conclut la circulaire du Premier Ministre en date du 24 mars 2005 relative à la réalisation de produits éditoriaux par les administrations de l'État.

### 7 - Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
<p><b>Police et Gendarmerie</b></p> <p><b>Criminalité et délinquance</b></p> <p>Réalisation du rapport statistique « Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et les unités de gendarmerie ».</p>	<p>Ministère de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales</p> <p>Direction centrale de la police judiciaire</p>	<p><b>en cours</b></p> <p>Sortie publique de l'édition 2009 prévue pour le 1<sup>er</sup> semestre 2010 sur le site Internet de la documentation française rubrique des rapports publics.</p>	<p>Opération annuelle permanente depuis 1972.</p>	

## Ministère de la justice et des libertés

### Sous-direction de la statistique et des études (SDSE)

#### 1. Exposé de synthèse

Du côté de la production statistique, le système justice est en pleine refondation.

A l'heure actuelle, différentes strates se sont juxtaposées au fil du temps : mise en place de tableaux de bord locaux, remontées de fichiers détaillés, déploiements d'infocentres applicatifs... Au sein du ministère de la justice, la réflexion récente (2008) sur le schéma directeur informatique a permis de clarifier le paysage en préconisant une architecture pour les outils de nature décisionnelle reposant sur une logique de mutualisation des données au sein d'un entrepôt central. Ceci trace une nouvelle perspective pour la statistique Justice.

Ainsi, au cours de l'année 2010, une expérimentation va être menée à partir des trois applications de gestion de la chaîne pénale : Cassiopée (Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Orienté Procédure pénale et Enfant qui gère la procédure pénale en juridiction), APPI (Application des Peines Probation Insertion qui traite de l'application des peines prononcées) et GIDE (gestion informatique des détenus). La SDSE est impliquée sous deux aspects : l'infrastructure technique sous-jacente à l'entrepôt et l'exploitation pour l'élaboration de statistiques, avec une demande de court-terme sur le suivi de l'exécution des peines. A terme, la SDSE pourrait instruire la question du rapprochement des différents fichiers de cet entrepôt à des fins statistiques, dans le cadre réglementaire fixé par la CNIL. Ce type de démarche a vocation à se généraliser à tous les domaines de la justice et constitue une orientation stratégique forte qui guidera les travaux de production statistique sur les années 2010-2012.

Cette orientation stratégique permettra à la SDSE de se recentrer sur :

- l'extraction et l'intégration des données en sortie des logiciels de gestion pour permettre d'accroître le périmètre des informations utilisables pour l'élaboration de statistiques, avec une maîtrise accrue des traitements sur les données ;
- le développement et la création d'instruments plus élaborés comme le panel des mineurs permettant de réaliser des analyses longitudinales et non simplement transversales ;
- la poursuite et le développement d'outils permettant la connaissance des justiciables et des phénomènes sociaux comme cela a été fait avec les enquêtes auprès des justiciables.

Du côté de la diffusion, il reste à rationaliser le dispositif actuel en essayant d'alléger les travaux de prestations sur mesure et en mettant davantage de résultats en ligne.

Cet objectif tiendra compte des complémentarités liées à la mise en place de l'outil décisionnel Pharos (Pilotage HARMONISÉ pour l'Organisation des Services), développé dans le cadre du contrôle de gestion des juridictions, et qui permet l'accès à plusieurs restitutions riches et à un outil de « requêtage » sur les principaux indicateurs de performance ; un tel outil permet à la SDSE de se désengager de la maintenance coûteuse de tableaux de bord.

#### 2. Travaux nouveaux pour 2011

##### • Enquête auprès des justiciables

Ce type d'enquête a démarré en 2006 avec une investigation auprès de 5 000 victimes de délits, dont l'affaire a fait l'objet d'une réponse pénale ; cette enquête a été reconduite en 2007 et en 2008 mais cette fois la base de sondage reposait sur l'ensemble des bases affaires

Les enquêtes réalisées en 2006 et en 2007 ont fait l'objet de deux rapports d'études et de deux numéros d'Infostat.

L'enquête 2008 a été centrée sur la prise en compte de l'intervention du juge d'instruction dans la procédure ; un rapport d'étude en cours de réalisation pourrait éclairer les décisions prochaines de réforme de la procédure d'instruction, objet d'un large débat public. Sur l'année 2009, l'enquête a porté sur les connaissances et représentations du public sur la prison, opération menée en liaison étroite avec la Direction de l'administration pénitentiaire (enquête en population générale sur un échantillon de 3000 personnes de plus de 18 ans).

Pour l'année 2010, on devrait explorer la satisfaction du justiciable sur le domaine civil qui n'a pas encore été couvert. On poursuivra ce type d'enquêtes en 2011 car c'est un vecteur important et apprécié de mesure de la qualité du service public rendu de la justice.

#### • **Statistique pénale**

La SDSE participe à la prise en compte des objectifs statistiques dans la nouvelle application de gestion de la chaîne pénale dite Cassiopée qui est en cours de déploiement dans les juridictions, opération qui devrait s'achever en 2012. La SDSE investit aussi dans la mise en place d'un Système d'Information Décisionnel qui mobiliserait les données issues de Cassiopée comme de l'application de gestion APPI et de GIDE. L'objectif à terme est de mieux répondre aux demandes sur le fonctionnement de la chaîne pénale ; ceci permettrait notamment de suivre régulièrement le stock des peines prononcées en attente d'exécution dans les juridictions, point très sensible pour le suivi de l'activité du ministère ; au-delà on pourrait mieux anticiper l'effectif de la population accueillie dans les établissements pénitentiaires, autre centre d'intérêt fort du ministère marqué actuellement par une surpopulation carcérale. Un tel projet donne lieu à une expérimentation en 2010 et ne pourrait aboutir pleinement qu'à l'horizon 2012.

Par ailleurs, à plus court terme, est engagée la refonte de l'exploitation statistique du Casier judiciaire national, source précieuse pour une analyse fine des condamnations prononcées (délits et crimes) et des phénomènes de récidive.

#### • **Statistique des mineurs**

L'objectif principal est de maintenir un panel des mineurs portant sur une sous population des mineurs suivis de façon à développer des analyses longitudinales, comme par exemple sur le devenir judiciaire des jeunes en danger.

#### • **Statistique civile**

Pour l'essentiel, il s'agira de poursuivre la rationalisation de l'exploitation du Répertoire Général Civil pour en tirer des indicateurs trimestriels et annuels de façon à éviter des collectes auprès des juridictions et ensuite d'enrichir la diffusion des données sur un domaine d'intérêt général (divorces, litiges en prud'hommes, entreprises en difficulté, ...); en particulier, on visera à compléter les statistiques des tribunaux de commerce par des données issues de SIRENE sur les caractéristiques des entreprises concernées.

### **3. Opérations répétitives**

La liste des opérations statistiques permanentes conduites au ministère de la Justice est la suivante :

• **Direction des Affaires Civiles et du Sceau** : Statistiques sur la profession d'avocat

• **Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**

Gestion Automatisée des Mesures confiées aux Établissements du secteur public (GAME)  
Statistiques des Mesures confiées au secteur associatif habilité

• **Direction de l'Administration Pénitentiaire**

Statistique mensuelle et trimestrielle sur la population pénitentiaire  
Statistique d'activité des Juges d'application des peines et des services de probation et d'insertion professionnelle

• **Secrétariat Général - SDSE**

#### Dispositifs civils

Répertoire général civil : affaires détaillées, registres

Tableaux de bord et de suivi détaillé des affaires des cours d'appel, TGI et Conseils des Prud'hommes

Répertoire des tribunaux de commerce : affaires détaillées, registres

Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale, tribunaux, et cours régionales des pensions

Acquisitions de la nationalité française  
 Pacte Civil de Solidarité (PACS)  
 Conciliateurs de Justice  
 Enquêtes sur les associations de médiation civile  
 Enquête électronique Éviction du conjoint violent (trimestrielle)  
 Enquête électronique Activité du juge des victimes (trimestrielle)  
 Enquête électronique Réparation des détentions provisoires à tort (annuelle).

#### Dispositifs pénaux

Cadres du Parquet  
 Prototype d'infocentre national Nouvelle Chaîne Pénale  
 Casier Judiciaire National  
 Répertoire de l'instruction  
 Activité des associations d'aide aux victimes, d'alternatives aux poursuites et de contrôle judiciaire  
 Délégués et médiateurs du Procureur  
 Enquête électronique Activité des Juridictions Interrégionales Spécialisées et du pôle de santé publique (trimestrielle)  
 Enquête électronique Indicateurs mensuels sur la délinquance des mineurs.  
 Enquête électronique Exécution des peines d'emprisonnement ferme (mensuelle).

#### Autres dispositifs permanents

Répertoire de l'Aide Juridictionnelle  
 Tableaux de bord mineurs  
 Panel des Mineurs  
 Activité des maisons de justice et du droit et des antennes de justice  
 Enquête de satisfaction des usagers des maisons de justice et du droit  
 Enquête électronique Indicateurs trimestriels d'activité (domaines civil, pénal et mineur)  
 Enquête électronique Indicateurs annuels du domaine civil  
 Enquête électronique Numérisation des procédures pénales (trimestrielle)  
 Enquête électronique Visioconférence (mensuelle).

## **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

Sans objet en ce qui concerne le Ministère de la justice

## **5. Aspects particuliers du programme 2011**

### **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :**

La SDSE apporte une contribution importante à l'évaluation des politiques de justice à travers des enquêtes régulières et sa participation à des groupes de travail portant sur l'évaluation.

Parmi les enquêtes statistiques auprès des juridictions, à vocation d'évaluation on peut citer notamment :

- Enquête électronique éviction du conjoint violent (trimestrielle)
- Enquête électronique utilisation de la visioconférence pour réduire les extractions de prisonniers (mensuelle)
- Enquête électronique suivi de la délinquance des mineurs (mensuelle)
- Enquête électronique sur l'évaluation des dispositifs mis en place par la Loi Perben 2 (activité des juridictions interrégionales spécialisées)

Les enquêtes d'opinion de satisfaction relève aussi de cette problématique d'évaluation (comme par exemple, l'enquête auprès des usagers des maisons de la Justice et du Droit).

Enfin, il faut signaler aussi des contributions aux groupes de travail sur l'évaluation :

- évaluation préalable de la réforme de la procédure pénale (Ministère)
- coûts, efficacité, qualité de la Justice (Conseil d'Etat)
- ressources et outils de l'évaluation préalable (interministériel).

### **5.4. Aspects « européens »**

#### • Eurostat

En 2006, un plan d'action de l'Union européenne concernant *l'élaboration d'une stratégie de mesure de la délinquance et de la justice pénale* a été mis au point. Pour mettre en œuvre ce plan d'action, a été créé un *groupe de travail statistique* sur la délinquance et la justice pénale qui comprend des représentants des systèmes statistiques des États membres. La SDSE représente la France au groupe de travail. Cette représentation est désormais facilitée par le fait que le ministère de la Justice participe chaque année à l'enquête de victimation dont l'Observatoire National de la Délinquance et l'INSEE sont à l'origine. Dans ce cadre, Eurostat a mis en place une task force "Statistics on crime, victimisation and criminal justice". La SDSE y représente la France. Le but de la task force est de proposer aux pays membres des variables harmonisées pour des enquêtes de victimation, d'établir des séries statistiques sur la délinquance et de suivre des études sur des types de délinquance qui intéressent la DG Justice, liberté, sécurité de la Commission européenne.

#### • Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a créé une commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ) dont une des tâches est l'élaboration et l'exploitation d'un questionnaire adressé aux pays membres sur la justice : données statistiques et informations sur l'organisation et la procédure judiciaire. La SDSE est impliquée dans la réponse à la partie statistique du questionnaire. La dernière réponse sur les données 2008 sera publiée par la CEPEJ fin 2010.

### 6. Diffusion des travaux

#### 6.1. Direction de la Protection Judiciaire et de Jeunesse

Bilans statistiques annuels de l'activité des établissements du secteur public et des établissements et services du secteur habilité justice.

#### 6.2. Direction de l'Administration Pénitentiaire

- Statistique mensuelle de la population détenue
- Statistique trimestrielle de la population détenue
- Chiffres-clés de l'administration pénitentiaire
- Rapport annuel de l'administration pénitentiaire (et ses "tirés à part")
- Cahiers de démographie pénitentiaire
- "Travaux et documents"

#### 6.3. Direction des affaires civiles et du sceau

- Statistiques sur la profession d'avocat

#### 6.4. Secrétariat Général – SDSE



## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

*Uniquement opérations importantes*

<b>Opérations</b>	<b>Unité</b>	<b>Prévision</b>	<b>Observation</b>	<b>Suivi</b>
Cassiopée	SDSE	Déploiement de l'application sur le suivi du pénal	Alimentation de l'infocentre PHAROS à partir des fichiers détail	Version 1 déployée fin 2009. Version 2 en préparation.
Portalis	SDSE	Projet de logiciel intégré des procédures du civil	En attente d'une décision de lancement	
Enrichissement de l'offre Internet avec des tableaux détaillés	SDSE	Définition et des tableaux	Opération en cours	
Avancement de la publication des « chiffres clés de la Justice »	SDSE	Première édition précoce visée en juin	Dépend des livraisons de données non produites par la sous-direction	Difficulté à améliorer les délais en période de refonte du dispositif pénal

## ANNEXE : Publications

### Paru en 2009-2010

#### Publications traditionnelles et sous format électronique

- Les Chiffres clés de la justice -données 2008- internet
- Les Chiffres clés de la justice -données 2009 – à paraître
- L'Annuaire statistique de la justice, édition 2008, séries 2002-2006
- L'Annuaire statistique de la justice, édition 2009, séries 2002-2008-à paraître

#### Données par juridiction mises à disposition sur internet uniquement

- L'activité judiciaire en 2008
- L'aide juridictionnelle en 2008

#### Infostat justice (4 pages)

- Les divorces prononcés de 1996 à 2007
- Les affaires prud'homales en 2007
- L'adoption simple et plénière en 2007 : des projets différents
- Les condamnations prononcées en 2008 : infractions sanctionnées et peines prononcées

#### A paraître....

- Se déclarer victime : de l'atteinte subie au dépôt de plainte
- Les condamnés de 2007 en état de récidive ou de réitération
- Infractions à la législation sur les étrangers
- Typologie et satisfaction des victimes d'infractions pénales
- La satisfaction des citoyens fréquentant les MJD
- Les condamnations en 2009
- Les représentations des Français sur la prison
- Porter plainte ou pas : les facteurs explicatifs
- Délinquance sexuelle, réitération et injonction de soins

#### Rapports d'étude

- Les condamnations prononcées en 2007
- L'activité des maisons de justice et du droit en 2007
- Les adoptions simples et plénières en 2007
- L'activité judiciaire en 2008
- Le divorce de 1996 à 2007
- La satisfaction des victimes d'infractions concernant la réponse de la justice
- Les condamnations en 2008
- Les ordonnances de référé fondées sur les demandes d'éviction du conjoint violent
- L'activité des maisons de justice et du droit en 2008

### A paraître en 2011

#### Publications traditionnelles et sous format électronique

- Les Chiffres clés de la justice (données 2010)
- L'Annuaire statistique de la justice, édition 2010, séries 2004-2009.

#### Données par juridiction mises à disposition sur internet uniquement

- L'activité judiciaire en 2009
- L'aide juridictionnelle en 2009

#### Infostat et rapports d'études (thèmes restant à définir)

**Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique**  
**Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat**  
**Ministère de la santé et des sports**  
**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)**

## 1. Exposé de synthèse

La DREES exerce une double mission au sein des ministères sanitaires et sociaux :

- ▶ Elle éclaire le débat économique et social en produisant une information statistique régulière, en réalisant des études et en suscitant les recherches dans les domaines de la santé et de la solidarité.
- ▶ Elle éclaire la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans ces domaines au sein des Ministères concernés, par la production d'analyses prospectives et par le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts économiques et sociaux des politiques menées.

Le programme de statistiques de la DREES pour 2011 s'inscrit dans cette double mission. Il s'efforce notamment d'intégrer les demandes d'analyses et de statistiques formulées par les ministres, les partenaires sociaux et par les directions de l'administration.

En 2011, les orientations du programme de travail de la DREES sont fortement influencées par :

- ▶ La poursuite de l'expertise de nouvelles sources administratives, telles les DADS-U ou les PMSI (MCO, HAD, SSR) afin de pouvoir mener ensuite des études, par exemple, sur l'offre hospitalière ou les effectifs et la rémunération des personnels des établissements de santé et afin d'envisager un allègement des enquêtes auprès des établissements.
- ▶ La nécessité de renforcer la connaissance des comportements et besoins des publics et des modalités de leur prise en charge par les politiques publiques, afin d'apporter une vision d'ensemble ou de nouveaux éclairages.
- ▶ La nécessité de développer des indicateurs avancés de l'évolution de la pauvreté ou de l'exclusion par la mise en place d'une enquête permanente auprès des responsables de la mise en œuvre d'actions concernant ces populations, qu'ils soient dans le public ou dans le secteur associatif.

## 2. Travaux nouveaux pour 2011

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête auprès des organismes complémentaires ; la rénovation de l'enquête auprès des organismes offrant des couvertures complémentaires de santé (qui était prévue pour 2011) a été reportée à 2012.
- Enquête de santé scolaire ; le cycle triennal d'enquêtes en milieu scolaire a été mis en place en 1999. Neuf ont déjà été collectées (trois par niveau scolaire). Le prochain cycle sera renouvelé ; en 2010 un comité d'orientation stratégique a été mis en place pour définir les modalités des futures enquêtes. La prochaine portera sur l'année 2012-2013 (élèves de grande section de maternelle). Les tests de cette nouvelle enquête auront lieu en 2011.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2011

- Enquête auprès des établissements sociaux pour les personnes handicapées ; en 2011 sera collectée l'enquête ES-2010 auprès des établissements. Ces enquêtes exhaustives ont pour but de collecter des informations relatives à l'équipement, à l'activité et aux usagers des établissements pour adultes et pour enfants handicapés.
- Enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées ; la prochaine enquête (EHPA-2011) sera collectée en 2012. Sa préparation aura lieu en 2011.
- Échantillon interrégimes de cotisants ; l'EIC rassemble sur un échantillon des personnes les informations sur les cotisants et les carrières auprès de tous les régimes de retraite, régimes

de base ou régimes complémentaires La prochaine collecte portera sur les informations de l'année 2009, elle se déroulera à partir du 4ème trimestre 2010 et sur le premier semestre 2011.

### 3 - Opérations répétitives

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ</b>					
SAE	Enquête administrative Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	- Équipement, plateaux techniques - Activité- Personnel par établissement et par discipline	Série Études et résultats N° 691 mai 2009 N° 618, décembre 2007 Site de diffusion des données de la Statistique annuelle des Établissements de Santé
Rapports d'activité des secteurs psychiatriques	Enquête administrative Annuel	Secteur de psychiatrie infanto-juvéniles et en milieu pénitentiaire	Exhaustif	- Activité - Personnel - patients	Document de travail N°76 – février 2005 N°77 – février 2005
Base nationale de RSA (PMSI)	Exploitation statistique de fichiers administratifs Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	-clientèle des hôpitaux - pathologies traitées - durées de séjour - modes d'entrée/sortie	Études et résultats N° 473 mars 2006 N° 654 aout 2008
<b>PROFESSIONS DE SANTÉ</b>					
ADELI	Système d'information national sur les professionnels de santé	Professionnels de santé, du social et psychologues	Exhaustif	état civil - situation professionnelle - activités exercées	Document de travail N° 138, octobre 2009 N° 131, avril 2009
Écoles de formation aux professions de santé	Enquête menée en commun avec le Ministère de l'Éducation Nationale Annuelle, DGS, DHOS, DGAS, DRASS	8 500 étudiants pour l'enquête 2001 2002	Échantillon	- Effectifs des élèves - Nombre de diplômés - Origines sociales et géographiques	Document de travail N° 139, novembre 2009 N° 128 janvier 2009
Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale	Avec le concours des observatoires régionaux de la santé (ORS) et des unions régionales de médecins libéraux (URML) et des unions régionales des caisses d'assurance maladie (URCAM) de 5 régions		Échantillon (environ 1900 médecins) Basse-Normandie Bourgogne Bretagne Pays de la Loire PACA	- cadre d'activité, - environnement professionnel - rythmes de travail, - pratiques de prise en charge	Études et résultats N° 610 novembre 2007 N° 649 aout 2008

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION</b>					
Santé de la mère et de l'enfant	Exploitation des certificats de santé 8ème jour, 9ème et 24 mois  Annuelle	Département	Exhaustif Échantillon pour dép. de la région parisienne	-caractéristiques socio-démographiques et médicales des enfants- profession, âge de la mère - déroulement de la grossesse et de l'accouchement	
Enquête en milieu scolaire	Examens de santé réalisés par la médecine scolaire  Annuelle	Balayage de plusieurs classes d'âge sur un rythme triennal (bilan à 6 ans, en classe de 3ème, en CM2)	Sondage stratifié par académie	Poids et taille, pathologies chroniques, vaccination, asthme et allergies	Études et résultats N° 573 mai 2007 N° 632 avril 2008
Suivi des IVG	Depuis 2001, la SAE sert d'unique référence pour la série du nombre d'IVG couvrant les années 1995 et suivantes. La structure par âge des femmes ayant eu recours à une IVG est celle du PMSI. Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	Nombre Structure par âge Répartition selon le mode d'intervention	Études et résultats N° 624, février 2008 N°713 décembre 2009
<b>DÉPENSES DE SANTÉ ET RELATIONS AVEC L'ASSURANCE MALADIE</b>					
Centralisation des documents comptables des établissements de santé	Exploitation des comptes administratifs et des budgets des établissements de santé. Annuelle	Établissements de santé	Échantillon		Comptes nationaux de santé n+1 n° 137, septembre 2009
Enquête auprès des organismes complémentaires	Enquête annuelle	Mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustivité des institutions de prévoyance	Échantillon de mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustivité des institutions de prévoyance	-activité des opérateurs complémentaires de l'assurance maladie -population couverte -cotisations et remboursements proposés par domaine (hospitalisation, dentaire, ...).	Études et résultats N°698 août 2009 N° 635 mai 2008
Médicament à l'hôpital	Recueil annuel	Établissements de courts séjours (MCO) de long séjour (SSR) et psychiatriques. France métropolitaine +DOM	Exhaustif	achats de médicaments par les établissements (prix et quantités) consommations réparties entre médicaments dispensés dans les unités de soins et ventes au public (rétrocession)	Études et résultats N° 563 • mars 2007

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX, DE L'ACTION SOCIALE ET DES PROFESSIONS</b>					
ES (difficulté sociale)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants en difficulté sociale - adultes et famille en difficulté sociale	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N° 620, janvier 2008 Documents de travail N°113 - juillet 2007 N° 119, novembre 2007
ES (handicap)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants handicapés - adultes handicapés	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N° 669 novembre 2008 N° 641 juin 2008  Document de travail N° 141, janvier 2010
EHPA	Enquête Quadriennale	Établissements d'hébergement pour personnes âgées	Exhaustif (10 000 établissements)	- caractéristiques et activité de l'établissement  - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°699-aout 2009 N° 689 mai 2009 Document de travail N°106 janvier 2007
Enquête sur la Protection Maternelle et Infantile	Exploitation d'informations administratives transmises via les conseils généraux Annuelle	Données transmises par les Conseils Généraux  DDASS	Exhaustif	- Nombre d'établissements - Place d'accueil - Personnel-Consultations-Établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans	Document de travail N° 715 février 2010 N° 135, juin 2009  Études et Résultats N° 681 février 2009 N° 715 février 2010
Enquête auprès des établissements de formation aux professions sociales	Enquête annuelle	Établissements de formation, étudiants	Exhaustif	nombre d'étudiants en formation nombre de diplômes	Document de travail N° 136, juin 2009
Bénéficiaires de l'Aide Sociale : -aux personnes âgées -aux personnes handicapées - à l'enfance  Dépenses de l'aide sociale	Exploitation annuelle de formulaires normalisés transmis par les départements (Conseils Généraux) et de questionnaires remplis par les DDASS (État) Remontée administrative	Départements  DDASS	Exhaustif : 100 DDASS et 100 départements	- Bénéficiaires par forme d'aide - Dépenses brutes et nettes pour les départements par forme d'aide -Personnel - suivi et évaluation des Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	Études et Résultats n° 140, décembre 2009 N° 700 aout 2009 N° 656 septembre 2008  Document de travail N°140 décembre 2009 N° 133, mai 2009 n° 130, avril 2009  Études et Résultats N° 682, mars 2009 N° 714, janvier 2010
Personnels des services sanitaires et sociaux	Enquête annuelle	DDASS		-	

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>LUTTE CONTRE L'EXCLUSION</b>					
Base de données sur les minima sociaux	Tableaux de synthèse des gestionnaires de minima sociaux (CNAF, UNEDIC...) Semestrielle	Bénéficiaires	Exhaustif	Caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, situation familiale, diplôme, départements de résidence, ancienneté dans le dispositif)	Études et Résultats Annuel sur l'ensemble : N° 617, décembre 2007 Trimestriel sur le RMI : N°693 juin 2009 N° 683 mars 2009
Échantillon inter-régimes d'allocataires de minima sociaux ENIAMS	Constitution de la septième vague de à partir de l'appariement du même échantillon démographique avec les fichiers administratifs d'allocataires au 31 décembre	Allocataires ou anciennement allocataires du RMI de l'API et de l'ASS ou de l'AAH.	Échantillon	Permet d'apprécier les flux d'entrées et de sorties des quatre régimes de minimum social et les transitions entre régimes	Études et Résultats N° 683 mars 2009 N° 680 février 2009
<b>RETRAITES</b>					
Échantillon inter-régimes de retraités EIR	Exploitation statistique et consolidation des fichiers de caisses de retraite. Enrichissement du fichier à partir des DADS, du fichier de paye de la fonction publique et du fichier UNEDIC.	Individus Générations paires entre 1910 et 1954 : la quasi-totalité des caisses	Environ 150 000 en 2004, environ 200 000 en 2008	- Montant des retraites par individu - Durée des cotisations - Age à la liquidation - Données socio-démographiques - Dernière catégorie socioprofessionnelle - Dernier salaire d'activité ou indemnité chômage	Études et Résultats N°538 - novembre 2006 N° 556- février 2007 N° 587-juillet 2007
Échantillon inter-régimes de cotisants EIC	Exploitation statistique des données fournies par organismes gestionnaires des régimes de retraite obligatoires, l'Unedic, l'INSEE et services de l'État concernés	Individus nés entre le 1er et 12 octobre 1934 ou entre le 1er et le 10 octobre des années 1938, 1942, 1946, 1950, 1954, 1958, 1962, 1966, 1970,1974	Échantillon de cotisants	- données socio-démographiques - situation d'activité et conditions d'emploi, durée de carrière, durée d'affiliation, montant des droits acquis...	Document de travail N°538 novembre 2006 Études et résultats n° 40-mai 2005 n° 558-février 2007
Suivi des bénéficiaires du minimum vieillesse	Exploitation statistique des fichiers d'allocataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse des caisses de retraite concernées	Allocataires	Exhaustif pour 12 caisses d'assurance vieillesse représentant 90% du total	- Sexe - Age - État matrimonial - Nationalité - Département de résidence	Études et résultats N° 631 avril 2008 Document de travail N° 129 mars 2009 N° 121 mars 2008
Épargne retraite Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Système d'information statistique obligatoire. Données recueillies auprès des sociétés de gestion en épargne salariale, des sociétés d'assurance, des mutuelles et d'institutions de prévoyance	Données agrégées	France entière	Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Études et Résultats N° 685 avril 2009 N° 626, février 2008

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Enquête annuelle auprès des caisses de retraites	Exploitation statistique de données administratives		Quasi-totalité du champ des retraités : onze régimes de base et cinq complémentaires		Document de travail N° 86 mars 2009  Études et Résultats N° 587, juillet 2007 N° 662 octobre 2008
<b>FAMILLE, HANDICAP, DEPENDANCE</b>					
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation compensatrice du handicap (PCH) + données agrégées sur les bénéficiaires de l'aide ménagère	Exploitation statistique de remontées d'informations des conseils généraux et des caisses de retraite	Département	France entière	Décisions d'attribution de la prestation - Nombre de bénéficiaires - Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires - Montant moyen de la prestation + attribution d'une aide ménagère	Études et Résultats N° 690 mai 2009 N°710 novembre 2009  En consultation Internet : Système d'information statistique sur les bénéficiaires de l'APA
<b>Département « méthodes et systèmes d'information »</b>					
FINESS Fichier national des établissements sanitaires et sociaux	Répertoire des structures autorisées à installer des équipements sanitaires ou sociaux (Entité Juridique) et des lieux dans lesquels sont installés ces équipements et s'exercent les activités de soins ou de service social correspondant (Établissement).	Établissements sanitaires et sociaux	Exhaustif	Type d'établissement Catégorie Discipline Capacité Tarif Participation au service public hospitalier	En consultation internet
<b>Sous-Direction « Synthèse, Etudes Economiques et Evaluation</b>					
Les comptes de la protection sociale en 2007	Fiches thématiques - Vue d'ensemble	Les prestations de protection sociale perçues par les ménages  Les ressources (hors transferts) de l'ensemble des régimes de protection sociale	Exhaustif		Études et résultats n° 134, mai 2009

#### 4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

#### 5 - Aspects particuliers du programme 2008

##### 5.1 Aspects régionaux et locaux

Néant

##### 5.2 Aspects européens



Néant

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Néant

### 5.4. Aspects « européens »

Néant

## 6 - Liste des publications

Les **Dossiers solidarité santé** réunissaient jusqu'en 2006 des articles portant principalement sur les grands thèmes de la santé et de l'action sociale. Ces dossiers sont diffusés à la Documentation Française.

Depuis 2007, les articles sont publiés séparément les uns des autres et uniquement diffusés sur Internet. Tout comme les dossiers, ces articles sont essentiellement axés sur la présentation et l'analyse des résultats des enquêtes suivies par la DREES.

### Articles

N° 14 - 2010 - **Parcours professionnels et état de santé**

*Marlène Bahu, Thomas Coutrot, Jean-Baptiste Herbet, Catherine Mermilliod et Corinne Rouxel*

N° 13 - 2009 - **Impacts de la diminution du taux de remboursement des veinotoniques sur les prescriptions des généralistes**

*Nicolas Dumontaux et Sylvain Pichetti*

N° 12 - 2009 - **La démographie médicale à l'horizon 2030 : de nouvelles projections nationales et régionales détaillées**

*Ketty Attal-Toubert et Mélanie Vanderschelden*

N° 11 - 2009 - **Spécialistes et patients face au parcours de soins coordonnés : comportements et opinions**

*Marie Gouyon*

N° 10 - 2009 - **Les droits à la retraite des jeunes générations**

*Olivier Bontout, Amandine Brun et Benoît Rapoport*

N° 9 - 2009 - **Exploitation seconde de la base de l'Étude nationale de coûts (ENC)**

*Gérard de Pourville (ESSEC)*

### Nouvelles questions sociales dans l'Europe en mutation

*Hors série 2009*

### Document de travail

Les documents de travail se décomposent en trois collections. La collection « Études » présentent les premiers résultats d'enquêtes de travaux d'études préliminaires. La collection « Statistiques » se compose de séries longues, de résultats complets d'enquêtes, de documents méthodologiques. La collection « Sources et méthodes » présente la documentation des enquêtes et les travaux de méthode.

### Série Études et recherche

**n° 94, septembre 2009** second rapport d'activité du Comité d'évaluation de la T2A

*Sous la présidence d'Alain Coulomb*

[n° 93, août 2009](#)

développement d'indicateurs de la sécurité des soins (PSI) à partir des bases de données médico-administratives hospitalières :

évaluation et validation d'une sélection d'indicateurs

*Pôle Information médicale-Évaluation-Recherche (Pôle IMER)*

*Hospices Civils de Lyon*

[n° 92, juillet 2009](#)

l'activité des officines pharmaceutiques et les revenus de leurs titulaires : situation en 2006 et

évolutions depuis 2001  
*Marc Collet et Claire De Kermadec*

[n° 91, juillet 2009](#)

évaluation de la réforme des retraites de 1993 : nouvelles estimations à partir des données de l'EIR et de l'EIC  
*Antoine Bozio*

[n° 90, juillet 2009](#)

l'influence des incitations financières sur le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux  
*Thomas Deroyon, Marie Hennion, Gautier Maigne et Layla Ricroch*

[n° 89, mai 2009](#)

mesure de la sécurité des patients dans les établissements de santé : état des lieux et perspectives  
*Compaqh-Inserm*

[n° 88, mai 2009](#)

la diffusion publique de données relatives à la performance des établissements de santé  
 Revue de la littérature et des sites internet  
*Compaqh-Inserm*

[n° 87, avril 2009](#)

enquête sur les expérimentations du RSA : premiers résultats  
*Virginie Fabre et Olivia Sautory* **n° 86 mars 2009**

[n° 87, avril 2009](#)

les retraites en 2007.  
*Alexandre Deloffre*

**n° 85, février 2009**

rapport sur l'état des lieux du dispositif de soins palliatifs au niveau national  
*Marie-Hélène Cabé, Olivier Blandin, Gilles Poutout (Atemis)*

**Série Statistiques**

[n° 142, janvier 2010](#)

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées - Activité, personnel et clientèle au 31 décembre 2007  
*Jacqueline PERRIN-HAYNES*

[n° 141, janvier 2010](#)

établissements et services pour adultes handicapés  
 résultats de l'enquête ES 2006 et séries chronologiques 1995 à 2006 - Tome 1 et Tome 2  
*Yara Makdessi avec la collaboration d'Alice Mainguené*

**n° 140, décembre 2009**

bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2008  
*Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux*

**n° 139, novembre 2009**

la formation aux professions de la santé en 2008  
*Steve Jakoubovitch*

[n° 138, octobre 2009](#)

les médecins - estimations au 1er janvier 2009  
*Daniel Sicart*

[n° 137, septembre 2009](#) tableaux

comptes nationaux de la santé 2008  
*Annie Fenina, Marie-Anne Le Garrec, Michel Duée*

[n° 136, juin 2009](#)

la formation aux professions sociales en 2006  
*Pascale Grenat, Rémy Marquier*

[n° 135, juin 2009](#)

l'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2007  
enquête annuelle auprès des services de PMI  
*Guillaume Bailleau*

[n° 134, mai 2009](#)

les comptes de la protection sociale en 2007  
*Alexandre Bourgeois, Michel Duée, Marie Hennion-Aouriri, Nadine Lebourg, Pascale Levrey*

[n° 133, mai 2009](#)

dépenses d'aide sociale départementale en 2007  
*Élise Clément*

[n° 132, avril 2009](#)

les trimestres acquis pour la retraite au titre des périodes assimilées et de l'assurance vieillesse des parents au foyer dans le régime général et les régimes alignés  
*Patrick Aubert et Yannick Croguennec*

[n° 131, avril 2009](#)

les professions de santé au 1er janvier 2009  
*Daniel Sicart*

[n° 130, avril 2009](#)

bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2007  
*Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux*

[n° 129, mars 2009](#)

les bénéficiaires des allocations du minimum vieillesse au 31 décembre 2007  
*Nathalie Augris*

[n° 128, janvier 2009](#)

la formation aux professions de la santé en 2007  
*Dorothee Jolly*

### **Études et Résultats Hebdomadaire Diffusion gratuite à la DREES**

N° 720, février 2010

**Les affectations des étudiants en médecine à l'issue des épreuves classantes nationales en 2009**  
*Laurent FAUVET*

N° 719, février 2010

**Conditions d'attribution des agréments des assistants maternels**  
*Héloïse PILLAYRE et Isabelle ROBERT-BOBÉE*

N° 718, février 2010

**Une approche de l'autonomie chez les adultes et les personnes âgées**  
*Séverine DOS SANTOS et Yara MAKDESSI*

N° 717, février 2010

**Santé et recours aux soins des femmes et des hommes**  
*Alexis Montaut*

N° 716, février 2010

**L'activité des établissements de santé en 2008 en hospitalisation complète et partielle**  
*Séverine Arnault, Franck Evain, Élodie Kranklader et Isabelle Leroux, DREES*

N° 715, février 2010

**L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2008**  
*Guillaume Bailleau, DREES*

N° 714, janvier 2010

**les dépenses d'aide sociale départementale en 2008**  
*Élise Clément, DREES*

N° 713, décembre 2009

**les interruptions volontaires de grossesse en 2007**

Annick Vilain, DREES

N° 712, décembre 2009

**les établissements et les professionnels réalisant des IVG**

Annick Vilain, DREES

N° 711, décembre 2009

**l'état de santé de la population en France en 2008  
suivi des objectifs de la loi de santé publique**

Sandrine Danet, Brigitte Haury et Aurélie Fourcade, DREES

N° 710, novembre 2009

**l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap au 30 juin 2009**

Clotilde Debout et Seak-Hy Lo, DREES

N° 709, novembre 2009

**l'organisation du travail à l'hôpital : évolutions récentes**

Marie Cordier, DREES

N° 708, octobre 2009

**les pratiques en médecine générale dans cinq régions : formation médicale continue, évaluation des pratiques et utilisation des recommandations de bonne pratique**

Marc-André Guerville (1), Alain Paraponaris (2,3,4), Jean-Claude Régi (1), Laure Vassale (4), Bruno Ventilo (2,4,5), Pierre Verger (2,4)

Remerciements à Isabelle Clerc (2,3,4) et Sophie Rolland (2,4)

1 Union régionale des médecins libéraux de Provence-Alpes-Côte d'Azur

2 INSERM, U912 (SE4S)

3 Université Aix-Marseille, IRD, UMR-S912

4 Observatoire régional de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

5 CNRS, UMR 6579

N° 707, octobre 2009

**l'évolution de la situation économique et financière des cliniques privées à but lucratif entre 2006 et 2007**

Johanne Aude, DREES

N° 706, octobre 2009

**en 2007, le déficit des hôpitaux publics se creuse**

Engin Yilmaz, DREES

N° 705, octobre 2009

**santé dégradée, surexposition aux violences et parcours biographiques difficiles pour un tiers de la population - résultats de l'enquête Événements de vie et santé (2/2)**

Catherine Cavallini, DREES

N° 704, octobre 2009

**consulter un spécialiste libéral à son cabinet : premiers résultats d'une enquête nationale**

Marie Guyon, DREES

N° 703, septembre 2009

**les revenus des titulaires d'officine entre 2001 et 2006**

Marc Collet, DREES

Claire de Kernadec, INSEE

N° 702, septembre 2009

**la mortalité par suicide en France en 2006**

Albertine Aouba, Françoise Péquignot, Laurence Camelin, Françoise Laurent et Éric Jouglu, INSERM-CépiDc

N° 701, septembre 2009

**les Comptes nationaux de la santé en 2008**

Annie Fenina, Marie-Anne Le Garrec et Michel Duée, DREES

N° 700, août 2009

**les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2008**

Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux, DREES

N° 699, août 2009

**les résidents des établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2007**

*Julie Prévot, DREES*

N° 698, août 2009

**les contrats les plus souscrits auprès des complémentaires santé en 2007**

*Marquerite Garnero et Marie-Odile Rattier, DREES*

N° 697, juillet 2009

**les structures d'hospitalisation à domicile en 2006**

*Mylène Chaleix et Hélène Valdelièvre, DREES*

*Anissa Afrite et Laure Com-Ruelle, IRDES*

N° 696, juillet 2009

**les étudiants se préparant aux diplômes de travail social en 2006**

*Pascale Grenat, Luc Masson et Aboubacar Sidibé, DREES*

N° 695, juin 2009

**les dépenses pour la garde des jeunes enfants**

*Nathalie Blanpain, DREES*

N° 694, juin 2009

**comment les parents s'arrangent pour garder les enfants en cas d'imprévu**

*Denise Bauer, DREES*

N° 693, juin 2009

**le nombre d'allocataires du RMI au 31 mars 2009**

*Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES*

*Isabelle Siguret, CNAF*

N° 692, mai 2009

**les durées d'assurance validées par les actifs pour leur retraite**

**une évaluation à partir de l'Échantillon interrégimes de cotisants de 2005**

*Manuella Baraton et Yannick Croguennec, DREES*

N° 691, mai 2009

**l'activité des établissements de santé en 2007 en hospitalisation complète et partielle**

*Séverine Arnault, Franck Evain, Arnaud Fizzala, Isabelle Leroux, DREES*

N° 690, mai 2009

**l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap au 31 décembre 2008**

*Clotilde Debout et Seak-Hy Lo, DREES*

N° 689, mai 2009

**l'offre en établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2007**

*Julie Prévot, DREES*

N° 688, mai 2009

**âge de cessation d'emploi et de liquidation d'un droit à la retraite**

**le cas de la génération 1938**

*Patrick Aubert, DREES*

N° 687, avril 2009

**la réponse à la première demande d'AAH**

*Elvire Demoly, DREES*

N° 686, avril 2009

**les revenus libéraux des médecins en 2006 et 2007**

*Hélène Fréchou et François Guillaumat-Tailliet, DREES*

N° 685, avril 2009

**l'épargne retraite en 2007**

*Yannick Croguennec, DREES*

N° 684, mars 2009

**en 2006, les hôpitaux publics en déficit**

*Engin Yilmaz, DREES*

N° 683, mars 2009

**le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2008**

Isabelle Mirouse, CNAF

Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES

N° 682, mars 2009

[les dépenses d'aide sociale départementale en 2007](#)

Élise Clément, DREES

N° 681, février 2009

[l'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2007](#)

Guillaume Bailleau, DREES

N° 680, février 2009

[les allocataires de minima sociaux en 2007](#)

Sandrine Mathern, avec la collaboration de Sandrine Micheaux et Nathalie Augris, DREES

N° 679, février 2009

[la démographie médicale à l'horizon 2030 : de nouvelles projections nationales et régionales](#)

Ketty Attal-Toubert et Mélanie Vanderschelden, DREES

N° 678, février 2009

[modes de garde et d'accueil des enfants de moins de 6 ans en France en 2007](#)

Sévane Ananian et Isabelle Robert-Bobée, DREES

N° 677, février 2009

[le Compte social du handicap en 2007](#)

Alexandre Bourgeois et Michel Duée, DREES

N° 676, janvier 2009

[les affectations des étudiants en médecine à l'issue des épreuves classantes nationales en 2008](#)

Mélanie Vanderschelden, DREES

N° 675, janvier 2009

[quelles caractéristiques sociales et quel recours aux soins pour les bénéficiaires de la CMUC en 2006 ?](#)

Bénédicte Boisguérin, DREES

**Revue française des Affaires sociales**

La RFAS est une revue thématique trimestrielle pluridisciplinaire dans le champ de la santé et des politiques de solidarité (voir les recommandations aux auteurs).

La revue est en vente à la Documentation Française.

- Handicap psychique et vie quotidienne
- Dossier thématique sur la santé des jeunes de 16 à 25

La situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé Rapport 2009

### 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête Handicap-incapacité-dépendance santé	DREES	Collecte 2013	Collecte de l'enquête européenne	
Enquête sur les liens entre santé, conditions de travail et parcours professionnels (SIP, deuxième vague)	DREES	Collecte 2010		Collecte 2010
Enquête nationale périnatale	DREES	Collecte 2009	Report 2010	Collecte 2010
Enrichissement enquête assurance complémentaire	DREES	Collecte 2010	Report 2011	
Effectifs et revenus des professionnels de santé	DREES	Collecte 2009	Disponibilité des données en 2010	Poursuite des travaux d'expertise des DADS
Rénovation de la collecte RAPSY	DREES	Collecte second semestre 2009	Disponibilité des données : deuxième trimestre 2010	
Enquête ENEIS	DREES	2009 puis 2013	Disponibilité des données en 2010	
Enquête modes de garde	DREES	2012		
Échantillon interrégime de cotisants (EIC)	DREES	Collecte en 2010 et 2011	Disponibilité des données en 2012	
Échantillon interrégime de retraités (EIR)	DREES	Collecte en 2012	Disponibilité des données en 2014	

## Mutualité sociale agricole

### 1. Exposé de synthèse

La direction des Études, des Répertoires et des Statistiques de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques du régime agricole. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaire à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales.

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

Elle gère également, en lien avec d'autres directions de la CCMSA, notamment la direction de la santé, l'observatoire des risques professionnels. Elle contribue aux enquêtes médico-économiques relatives au contrôle médical et dentaire.

### 2. Travaux nouveaux - Enquêtes ou fichiers nouveaux

#### • Domaine Santé

Dans le domaine Santé, la DERS met en place au 1<sup>er</sup> janvier 2010 un système d'information permettant de comptabiliser au plus près les bénéficiaires de la CMU complémentaire.

La MSA est associée aux projets d'enquêtes, de fichiers, ou d'échantillon concernant l'inter-régime ou mise en œuvre par l'inter-régime notamment dans le domaine de l'assurance-maladie.

En ce qui concerne les accidents du travail deux extensions sont en développement en 2010.

Pour les accidents des salariés agricoles, le développement d'un système d'information décisionnel en vue de la tarification devrait être opérationnel en 2011. Pour les accidents des non salariés agricoles, le développement d'un système d'information décisionnel sur les risques professionnels est engagé en 2010.

Une enquête concernant les accidents mortels du travail est réalisée chaque année.

Un nouveau système d'information national destiné à remplacer les enquêtes ad hoc sur le contrôle médical et dentaire est en développement (en attente d'accord CNIL).

La MSA mettra en place un relevé d'observations anonymisées, pour suivre l'expérimentation de délégation de tâches médecins / infirmières.

Sous l'égide de l'INVS, la MSA participe à l'élaboration d'une Cohorte pour la surveillance épidémiologique en milieu de travail et à la création d'un système d'information inter régime pour les accidents du travail dont la phase pilote sera réalisée en 2010 dans cinq départements français. L'extension de l'étude à une population de 30.000 ressortissants du régime agricole sera décidée en fonction des résultats de cette phase pilote .

#### • Domaine Famille

Le suivi des bénéficiaires du rSa conduit à organiser, un flux statistique complémentaire, à fréquence mensuelle. En parallèle, une étude est menée pour la mensualisation du flux actuel dont la fréquence est semestrielle.

Pour permettre le suivi du parcours professionnel dans l'emploi des bénéficiaires du rSa (avant et après rSa) demandé par la DARES, la DERS envisage de réaliser un appariement des données des bénéficiaires du rSa avec celles des cotisants du régime agricole. (sous réserve d'un accord de la CNIL)



- Domaine Retraite

Dans le domaine retraite, la refonte de la gestion des carrières pour les caisses départementales entraîne la suppression de la base locale au profit d'une gestion partagée CMSA et CCMSA et un entrepôt statistique unique répondant aux besoins régionaux et nationaux.

Afin de réaliser le suivi statistique des bénéficiaires du cumul emploi/retraite défini dans la circulaire DSS/3A/2009/45 du 10 février 2009, la DERS envisage de rapprocher en 2011 les données de la base statistique des retraités avec celle des cotisants du régime agricole. (sous réserve d'un accord de la CNIL).

### **3 - Opérations répétitives**

Les travaux répétitifs des Directions de la CCMSA concernent la fourniture d'informations sur le régime agricole

- les prestations et les patients couverts,
- les prestations vieillesse et les effectifs de retraités, y compris retraite complémentaire des non-salariés agricoles
- les prestations familiales, de logement et RMI ainsi que les allocataires et bénéficiaires,
- les dépenses d'accidents du travail et les effectifs accidentés.

La CCMSA participe également à différentes opérations dans le cadre de l'inter régime, notamment à la fourniture des données sur les prestations maladie pour le SNIIRAM, des échantillons inter régime (EPIBAM, EIC, EIR, ENIAMS), de l'enquête Santé et Protection Sociales (ESPS) et des enquêtes ponctuelles de l'IRDES, de l'INVS et de la DREES.

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
<b>Services publics et services aux publics MALADIE</b>	- <b>RAAMSES</b> système d'information des prestations maladie	Paiement des prestations maladie par les CMSA et les autres assureurs	exhaustif	mensuel	Organisme assureur, branche, risque Informations sur : les prestations par types d'actes et spécialité de praticien .le dénombrement des malades et leur consommation par grands agrégats .données relatives au dispositif « parcours de soins », aux filières de soins les accidents du travail et les soins et rentes en découlant .les prestations résultant d'hospitalisation en établissements privés . le codage des actes de biologie, de pharmacie, de la CCAM et LPP	Tableaux de bord mensuel Tableaux de suivi des Objectifs quantifiés nationaux par profession de santé, de l'ONDAM et des dépenses déléguées Statistiques mensuelles  Synthèses Etudes  Transmission aux caisses et organismes d'informations nécessaires à la gestion du risque, aux travaux des URCAM et des ARH - - Participation aux à l'enquête Santé et protection sociale ' (ESPS) et aux enquêtes ponctuelles de l'IRDES et de la DREES - Consommation de médicaments de la population agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
	<b>ETAPRO</b> -: Dénombrement de la population protégée AMEXA	Assurés, ayants droit	exhaustif	Annuelle	Organisme assureur Branche Ouvrant droit Ayant droit	Transmission d'informations nécessaires à la Direction de la Sécurité Sociale, à la commission de compensation démographique  E Etat annuel Annuaire statistique population (résultats nationaux et départementaux) Publication Chiffres Utiles Synthèses Outil de restitution « Synthèse de production »	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
<b>Services publics et services aux publics VIEILLESSE</b>	- SIVA : Système d'information des prestations vieillesse agricole des <b>Salariés</b> des <b>Non Salariés</b>	Paiement des prestations vieillesse par les MSA	exhaustif	Trimestrielle	Bénéficiaire Gestion des droits Base de paiement Montants	États trimestriels États annuels Annuaire statistique : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèse Études Observatoire des retraites agricoles : ODR Tableaux de suivi des retraites (DREES) Échantillon interrégimes de retraités (DREES) Échantillon inter régimes de cotisants (DREES) Compensation démographique Justificatifs statistiques des paiements de prestations non contributives (FSV)	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche  ET  Refonte du système d'information retraites et carrières

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
<b>Emploi -Travail - Insertion - Revenus du travail FAMILLE</b>	- <b>SISPREFAL</b> Système statistique d'information des prestations familiales et de logement des salariés et des non salariés agricoles - Fichier rSa	Droits aux prestations familiales et de logement dans le semestre.  Bénéficiaires du rSa	exhaustif	Semestrielle	Allocataire Logement Prestations Bénéficiaires Ressources	États semestriels États annuels Annuaire statistique : -Résultats nationaux -Résultats départementaux Synthèses SID Famille  Bilan - Haut Commissariat aux solidarités	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche  Changement de périodicité (mensuelle)
			exhaustif	mensuelle	idem		

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
<b>Territoires ACCIDENTS DU TRAVAIL</b>	- <b>SIMPAT</b> : Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des salariés agricoles.	Paiement des prestations AT par les MSA Causes et circonstances des accidents.	exhaustif	Trimestrielle	Organisme Employeur Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique Statistiques internationales : - des accidents du travail - des maladies professionnelles (BIT) SID AT	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	- <b>OREADE</b> : Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des non salariés agricoles.	Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	- <b>SEAXA</b> : Système d'information des personnes affiliées à l'assurance accidents du travail des exploitants agricoles (ATEXA)	Affilié	Exhaustif	Trimestrielle	Assureur Statut Catégorie de risque	Etats annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives

## 4. Liste des publications

### Liste des publications

#### Economie de la santé

Tableau de bord de l'assurance maladie mensuel de janvier à novembre 2009

Statistiques mensuelles maladie de janvier à décembre 2009

Les personnes inscrites au RNIAM en 2009 – données trimestrielles -

Les personnes protégées en maladie aux régimes des salariés et des non salariés en 2008

- En 2007, 580 000 personnes affiliées à l'ATEXA en métropole
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2009 : +0,1% de progression par rapport au 4 janvier 2008
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 octobre 2008 : 3,6 millions de personnes protégées en maladie au régime agricole
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 juillet 2008 : 3,4 millions de personnes protégées en maladie au régime agricole (hors GAMEX).
- Les ALD au régime agricole : incidence 2007 et prévalence au 31 décembre 2007.
- Bilan bucco-dentaire des enfants de 7 ans; rapport d'évaluation
- Évaluation de l'action bilan bucco-dentaire des enfants de 7 ans du régime agricole
- Des dépenses de soins de ville toujours modérées en octobre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Des dépenses de soins de ville stables et des indemnités journalières dont la progression ralentit en septembre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Pas encore d'impact épidémique sur les dépenses de soins de ville en août 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée de 0,2 % des dépenses de soins de ville en juillet 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Léger rebond de + 0,6 % des remboursements des soins de ville en juin 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée de + 0,4 % des remboursements des soins de ville en mai 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,5% des remboursements des soins de ville en avril 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,6% des remboursements des soins de ville en mars 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Stabilité des remboursements des soins de ville en février 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,4% des remboursements des soins de ville en janvier 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Progression modérée des remboursements des soins de ville en décembre 2008 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Augmentation de 0,1% des remboursements des soins de ville en novembre 2008 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Légère reprise des remboursements des soins de ville du régime agricole au troisième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO)
- Légère reprise des remboursements des soins de ville du régime agricole au deuxième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- Baisse des remboursements des soins de ville au régime agricole au premier trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- En 2008, 575 000 patients ont atteint le plafond annuel des franchises médicales au régime agricole, soit 20 %des patients soumis à la franchise.
- Les décès des salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- Les décès des non-salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.

- Approche statistique des risques professionnels des salariés agricoles. Données nationales 2008.
- Approche statistique des risques professionnels des non-salariés agricoles. Données nationales 2008.
- En 2007, 580 000 personnes affiliées à l'ATEXA en métropole.

### **Retraites agricoles**

- Les cotisants et les retraités en assurance vieillesse agricole en métropole en 2008.
- Les cotisants et les retraités au régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles en 2008.
- Les retraités du régime des salariés agricoles en 2008.
- Le montant des majorations des petites retraites des non-salariés agricoles est estimé à 60 millions d'euros en 2009.
- Fléchissement du nombre d'attributions de retraites au régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Poursuite de la hausse du nombre d'attributions de retraites au régime des salariés agricoles en 2008

### **Familles agricoles**

- Les trois minima sociaux de la branche famille au régime agricole au 30 juin 2007
- Les familles bénéficiaires des prestations légales de la branche famille au régime agricole en décembre 2007
- Les prestations dédiées à la petite enfance au régime agricole en décembre 2007

### **Précarité**

- Le revenu de solidarité active au régime agricole en juin 2008 à titre d'expérimentation

### **Économie agricole**

#### Salariés

- Tableau de bord salariat trimestriel du 1<sup>er</sup> trimestre 2008 au 1<sup>er</sup> trimestre 2009
- Tableau de bord salariat annuel 2008
- Tableau de bord salariat par région (annuel)
- Tableau de bord des groupements d'employeurs national et régionaux 2008
- Le recours aux heures supplémentaires et complémentaires (dispositif TEPA) au régime agricole en 2008.
- Confirmation de la baisse du salariat agricole au 1<sup>er</sup> semestre 2009.
- Le dynamisme des entreprises paysagistes en 2008.

#### Non salariés

- Tableau de bord des non-salariés 2009
- Tableau de bord des non-salariés 2008
- Tableau de bords régionaux des non-salariés 2009
- Tableaux de bord régionaux des non-salariés 2008
- États des non-salariés agricoles 2009
- États des non-salariés agricoles 2008
- La population des exploitants agricoles en 2008 Évolution de la démographie et des assiettes de cotisations des chefs d'exploitation en 2008.
- Les femmes dans l'agriculture au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

#### Financement

- Les prestations et les cotisations sociales du régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations maladie des non salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations de la branche famille au régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations vieillesse du régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations RCO en 2008.



- Les prestations et les cotisations sociales liées à l'assurance des accidents du travail des non-salariés agricoles.
- Les prestations et les cotisations sociales du régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations maladie des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations vieillesse du régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations de la branche famille au régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations sociales de l'assurance accidents du travail des salariés agricoles.
- Population de bénéficiaires et de cotisants au régime des non-salariés agricoles : perspectives 2009-2013.

**Annuaire statistique**

Chiffres utiles MSA édition 2009

Annuaire statistique Populations 2008

Annuaire statistique Populations 2007

Annuaire statistique Résultats nationaux famille, logement et RMI 2007

Annuaire statistique Résultats nationaux famille, logement et RMI 2005 et 2006

Chiffres repères: l'emploi des salariés agricoles en 2008

Chiffres repères : l'emploi des non-salariés agricoles 2009

Chiffres repères: l'emploi des non-salariés agricoles 2008